

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algérie, 1,20 \$; Maroc, 1,60 \$; Tunisie, 1,20 \$.  
 Allemagne, 1 \$; Autriche, 11 sch.; Belgique,  
 12 fr.; Canada, 5,65; Danemark, 3,50 Fr.  
 Espagne, 28 pes.; Grèce, 180 dr.; Hongrie,  
 20 sh.; Iran, 43 ric; Italie, 200 L.; Liban, 175 p.  
 Luxembourg, 100 fr.; Pays-Bas, 100 f.  
 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 Kr.  
 Suisse, 1 fr. U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 R. 60

Tarif des abonnements page 43

**5, RUE DES ITALIENS**  
**75002 PARIS - CEDEX 8**  
**C.F.P. 6297-23 Paris**  
**Télex Paris no 650572**  
**Tél. : 246-72-23**

(Lire page 13 l'article de notre envoyé spécial Pierre Georges.)

\_\_\_\_\_

(Lire la suite page 8.)

	orientation stratégique, moins par telle présence que par les ab-
--	--

Le ministre de la justice est un ministre sans projet. Tout indique qu'il ne doit pas en aller différemment pour l'avenir. Reactions de l'abord l'argument qui vait pour lui et tous les autres : la proximité des élections législatives. Mais il n'est pas sûr que l'on pourrâit être les discours. Ils ne feront pas l'action.

Les remarques propres à la place Vendôme pésent encore plus lourd. A tel point qu'on peut se demander si ce département ministériel conserve encore une utilité. On ne peut pas parler de protocole. N'est-il pas vrai que le poste est pratiquement vacant depuis le départ, en mars 1973, de M. René Pélissier ?

Après lui vint un homme de bon sens, M. Jean Trépoire. Il était, naïve, un Gauchiste.

Le ministre de la justice est un ministre sans projet. Tout indique qu'il ne doit pas en aller différemment pour l'avenir. Reactions de l'abord l'argument qui vait pour lui et tous les autres : la proximité des élections législatives. Mais il n'est pas sûr que l'on pourrâit être les discours. Ils ne feront pas l'action.

Les remarques propres à la place Vendôme pésent encore plus lourd. A tel point qu'on peut se demander si ce département ministériel conserve encore une utilité. On ne peut pas parler de protocole. N'est-il pas vrai que le poste est pratiquement vacant depuis le départ, en mars 1973, de M. René Pélissier ?

Après lui vint un homme de bon sens, M. Jean Trépoire. Il était, naïve, un Gauchiste.

Un jour de printemps, dans la cour d'une maison campagnonne, ils sont une cinquantaine, qui fêtent la transmission d'un patrimoine de famille. Une cinquantaine de Gravet, de Ternoisin et de Dauchy, tous hommes et femmes du même sang, enracinés dans le même passé, unis les uns aux autres par ce réseau de liens qu'ont tissés les générations qui les ont précédés.

C'est la mémoire de cette entité familiale, de cette somme de destins individuels, qui matérialise le film de René Féré. Un récit déconstruit, souvenirs elliptiques qui prennent moins la forme d'un récit chronologique que d'une « suite » (au sens musical du terme) d'évocations fragmentaires, de plongées dans l'existence de tel ou tel. Aventure collective qu'aucun « héros » ne domine, mais où chacun, à tour de rôle, devient le héros d'un moment de sa vie. Puzzle qui ne cesse de se morceler et de se recomposer sous nos yeux, au rythme d'un montage collodé interprété par Serge Reggiani qui nomme les protagonistes et annonce les événements.

D'où vient-elle, cette famille, de quelles souches, sont nés ses

français. Ils se sont promis à la vieillesse ou à la mort.

Les voici donc dans leurs terres et leurs courons, dans leurs prés et leurs villages, ces Français et ces Françaises du nord de la France — le Pas-de-Calais, la Somme — d'abord très proches par les usages et leurs coutumes, du désenchantement finissent, puis que nous voyons évoluer et qui, sous la poussée des ambitions personnelles et des mutations économiques, échappent peu à peu aux vieilles structures rurales. Les voici qui traversent les années et qui, sur leur chemin, rencontrent l'histoire de leur pays.

**JEAN DE BARCELLE.**

(Lire la suite page 36.)

JEAN DE BARONCELLI  
(Lire la suite page 36.)



# DIPLOMATIE

DANS SON RAPPORT ANNUEL

## L'Institut international d'études stratégiques s'interroge sur l'efficacité de la force de frappe française

L'Institut international d'études stratégiques de Londres (I.I.S.S.) publie ce vendredi 28 avril son rapport annuel qui traite notamment de l'arme nucléaire française, de la situation dans la « corne » orientale de l'Afrique et de l'accroissement des forces soviétiques.

Il est bien difficile d'admettre que la France soit la troisième puissance mondiale, comme l'a affirmé M. Giscard d'Estaing, estiment les experts de l'I.I.S.S.

Certes, reconnaissent-ils, la force nucléaire stratégique française est « plus importante que celle de la Grande-Bretagne, et plus moderne que celle de la Chine », mais, ajoutent-ils, « elle n'est présente que dans des domaines ».

Les experts de l'I.I.S.S. insistent sur la vulnérabilité des forces nucléaires françaises, et les sous-marins, quand ils sont à la mer, sont pratiquement invulnérables, les autres sont vulnérables. Les sous-marins nucléaires lance-missile de la force de frappe française sont vulnérables, car ils sont basés en France, et les missiles sont vulnérables, car ils sont basés en France.

Si on compare la force sous-marine stratégique de la France avec celle de la Grande-Bretagne, cette dernière dispose d'un avantage certain, selon les experts britanniques, du point de vue des objectifs : elle peut lancer cent quatre-vingt-dix missiles contre six-vingt-cinq pour la France. Les sous-marins français sont vulnérables, car ils sont basés en France, et les missiles sont vulnérables, car ils sont basés en France.

L'appréciation de l'I.I.S.S. inspire des doutes britanniques, ne tient pas compte de la diversification des objectifs.

FOIRE DE PARIS STAND N° 1

Selon des Vins. Entrée principale

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731

80 Hectares

dont 68 hectares de

premiers crus et

grands crus

BOUCHARD PÈRE & FILS

an Chateau Boite Postale 70

21202 BEAUNE CEDEX

Tél. (80) 22.14.41

Telex Bouchard 350 830 F

Documentation L.M.

sur demande à Maison

BOUCHARD PÈRE & FILS

an Chateau Boite Postale 70

21202 BEAUNE CEDEX

Tél. (80) 22.14.41

Telex Bouchard 350 830 F

Documentation L.M.

sur demande à Maison

BOUCHARD PÈRE & FILS

an Chateau Boite Postale 70

21202 BEAUNE CEDEX

Tél. (80) 22.14.41

Telex Bouchard 350 830 F

Documentation L.M.

sur demande à Maison

BOUCHARD PÈRE & FILS

an Chateau Boite Postale 70

21202 BEAUNE CEDEX

Tél. (80) 22.14.41

Telex Bouchard 350 830 F

Documentation L.M.

sur demande à Maison

BOUCHARD PÈRE & FILS

an Chateau Boite Postale 70

21202 BEAUNE CEDEX

Tél. (80) 22.14.41

Telex Bouchard 350 830 F

Documentation L.M.

sur demande à Maison

BOUCHARD PÈRE & FILS

LA FIN DE LA VISITE OFFICIELLE DE M. PHAM VAN DONG

## Français et Vietnamiens sont décidés à approfondir leur coopération

M. Pham Van Dong prolonge par une visite privée de quarante-huit heures un voyage officiel qui a pris fin le jeudi 28 avril à midi. Il doit quitter Paris samedi après-midi 30 avril pour Moscou.

Le chef du gouvernement vietnamien se trouve encore à Paris le 30 avril au fin de l'après-midi. Deux ans exactement après l'entrée des premières unités blindées de l'armée nord-vietnamienne dans Saigon.

D'autre part il n'est absolument pas question, contrairement à certaines informations, d'une « rencontre secrète » entre M. Pham Van Dong et un ambassadeur américain. La procédure prévue à ce propos n'est pas modifiée. Après la visite récente à Hanoi de M. Woodcock, envoyé spécial du président Carter, pour renouer les contacts entre les deux pays, les négociations américano-vietnamiennes en vue d'une normalisation vont s'ouvrir à Paris le 3 mai.

M. Pham Van Dong s'est rendu jeudi après-midi au siège du P.C.P. où il a rencontré M. Marchais et les membres du bureau politique. Dans la soirée, il a reçu une centaine de personnalités vietnamiennes de France et de certains pays étrangers. A cette occasion la nouvelle ambassade de Hanoi, située rue Boileau dans le seizième arrondissement, avait été protégée par d'importantes forces de police. En effet, des réunités vietnamiennes avaient annoncé leur intention de manifester devant l'ambassade pour le respect des droits de l'homme au Vietnam. La manifestation n'a pas eu lieu.

Du côté français comme au sein de la délégation vietnamienne les résultats sont jugés particulièrement satisfaisants. Outre les deux accords-cadres signés en matière économique, culturelle et scientifique, le protocole financier pour 1977, la Société nationale des pétroles du Vietnam et Elf-Aquitaine ont parachevé l'accord de principe sur l'exploitation pétrolière dans une zone d'environ 12 000 kilomètres carrés au large des côtes méridionales du Vietnam. La mise au point d'un contrat définitif est envisagée pour l'été.

Le communiqué commun franco-vietnamien, dont nous avons publié l'essentiel (le Monde du 29 avril), résume les « importants progrès » accomplis ces dernières années dans les relations entre Paris et Hanoi, tant sur le plan du règlement des « problèmes historiques » que sur celui de la coopération bilatérale.

Les deux parties « animées par la volonté de renforcer l'amitié entre les deux peuples, ont affiné...

### AU PRIX FORT...

(De notre envoyé spécial.)

Hanoi. — Les chauffeurs vietnamiens, qui, sous les bombardements américains, se faufilaient entre les fondrières le long de la piste Ho-Chi-Minh, seraient-ils incapables de conduire normalement sur une route asphaltée ? Quand on circule au Vietnam, on ne peut manquer de plaindre les cyclistes, rejetés sur le bas-côté par les voitures, les autobus et — depuis la chute de Saigon — par des voitures particulières, dont les chauffeurs se livrent à une course effrénée, sans souci de leur sécurité, encore moins de celle des autres.

Il y a quelques jours, notre voiture est entrée en collision avec un autobus, à quelques dizaines de kilomètres de Hanoi, sur la route n° 1 menant à Saigon. Notre chauffeur et notre interprète se sont retrouvés à l'hôpital. L'Etat s'est acquitté de leurs frais de soins, mais la voiture était récupérée à Saigon.

Deux jours après l'accident, le propriétaire du véhicule réclamait sans broncher le prix de location de son véhicule. L'entreprise qui traite ses clients avec le plus de désobéissance est sans doute vietnamienne. Touriste. Utilisés ou non, les véhicules qu'ils louent sont facturés au prix fort, et leurs chauffeurs en prennent à leur aise avec la clientèle.

Le Vietnam veut réorganiser sa gestion. Dans un sens, les entreprises publiques, les ministères officiels semblent avoir pris de l'avance en matière de « rentabilité ». Trop peut-être, au risque de luer la poignée de ceux qui s'occupent de la gestion.

Le Vietnam veut réorganiser sa gestion. Dans un sens, les entreprises publiques, les ministères officiels semblent avoir pris de l'avance en matière de « rentabilité ». Trop peut-être, au risque de luer la poignée de ceux qui s'occupent de la gestion.

Le Vietnam veut réorganiser sa gestion. Dans un sens, les entreprises publiques, les ministères officiels semblent avoir pris de l'avance en matière de « rentabilité ». Trop peut-être, au risque de luer la poignée de ceux qui s'occupent de la gestion.

Le Vietnam veut réorganiser sa gestion. Dans un sens, les entreprises publiques, les ministères officiels semblent avoir pris de l'avance en matière de « rentabilité ». Trop peut-être, au risque de luer la poignée de ceux qui s'occupent de la gestion.

Le Vietnam veut réorganiser sa gestion. Dans un sens, les entreprises publiques, les ministères officiels semblent avoir pris de l'avance en matière de « rentabilité ». Trop peut-être, au risque de luer la poignée de ceux qui s'occupent de la gestion.

Le Vietnam veut réorganiser sa gestion. Dans un sens, les entreprises publiques, les ministères officiels semblent avoir pris de l'avance en matière de « rentabilité ». Trop peut-être, au risque de luer la poignée de ceux qui s'occupent de la gestion.

### LES DERNIERS RIVAGES

Au large de la côte orientale de la Malaisie deux cent cinquante Vietnamiens qui ont pris le risque de fuir leur pays par voie de mer attendant depuis plusieurs jours que les autorités de Kuala-Lumpur leur trouvent une place dans des camps où sont déjà mille deux cent cinquante de leurs compatriotes.

Chaque semaine, précèdent les autorités thaïlandaises et malaisiennes, de fragiles embarcations arrivent en vue des côtes. Mais combien sont-ils, Vietnamiens et Khmers, qui, partis dans des conditions désastreuses, n'ont jamais accosté à un rivage de la région ? Combien ont été rattrapés par les autorités et parqués dans des camps ? Sans doute, ne connaîtront-ils jamais leur nombre, pas plus que celui de ceux dont le départ a tourné court avant même d'avoir commencé.

Le golfe de Siam va-t-il devenir le lieu de la « mer des sans espoir » ? Les Vietnamiens et Khmers de Hongkong et de Macao, de même que le Mekong frontalier de la Thaïlande et du Laos — la voie d'échappée de ceux qui ne supportent pas tel ou tel régime, avec ce que ces solutions extrêmes comportent de risques et de drames ?

Même s'il ne touche qu'une faible minorité jugée « antiafricaine », le phénomène de fuite est de nature à démolir ceux qui continuent à affirmer que la réconciliation du Vietnam est toujours possible, que les Vietnamiens ne sont pas des ennemis irréconciliables, que les Vietnamiens ne sont pas des ennemis irréconciliables, que les Vietnamiens ne sont pas des ennemis irréconciliables.

## Le ministre québécois des affaires intergouvernementales se félicite de la « compréhension active » de M. Giscard d'Estaing

M. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales du Québec, termine ce vendredi 28 avril, sa visite officielle en France par des entretiens avec M. Chirac, maire de Paris.

M. Giscard d'Estaing, ministre des affaires étrangères (qui a offert un déjeuner en son honneur), et M. Barre, premier ministre.

Reçu jeudi pendant près d'une heure par le président de la République, M. Morin a surtout exposé à M. Giscard d'Estaing les intentions de son gouvernement concernant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance du Québec.

« Le président de la République m'a posé beaucoup de questions sur le référendum, a dit M. Morin en quittant l'Élysée. J'ai répondu à toutes. Je pense que les choses maintenant sont claires et que le sentiment de compréhension active que j'ai reçu chez lui est vraiment bien établi. Ceci donne à penser qu'entre le Québec et la France les relations qui existent déjà et sont déjà très amicales le demeureront et s'accroîtront. J'ai trouvé chez le président beaucoup de sympathie, l'accueil était extrêmement chaleureux », a-t-il conclu.

Jeudi matin, M. Morin a abordé avec M. Taubert, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, une série de problèmes posés par la coopération franco-québécoise : resserrement des contacts au niveau des petites et moyennes entreprises, possibilité d'investissements, l'exploitation des gisements de cuivre, aménagement du monopole français de fait dans le domaine des films, extension de la réciprocité dans le domaine de la Sécurité sociale, coopération linguistique dans certains secteurs techniques, problèmes de l'édition et de la distribution des livres au Québec, meilleur emploi des canaux de télévision francophones au Québec, etc.

## M. Claude Morin : le Québec doit saisir une chance qui ne se reproduira plus

Reçu jeudi 28 avril à déjeuner par le ministre de la presse anglo-américaine de Paris, M. Claude Morin a notamment déclaré : « L'arrivée au pouvoir d'un parti indépendantiste au Québec est un événement d'une exceptionnelle portée historique. (...) Cet événement, par le choc qu'il a provoqué et par les perspectives qu'il entraîne, est une chance unique que nous avons le devoir de saisir car elle ne se reproduira probablement jamais si nous la laissons passer. Il nous faudra transformer fondamentalement les rapports traditionnels Canada-Québec (...) substituer à la relation traditionnelle de dépendance qui, pour nous, caractérise depuis longtemps le lien Ottawa-Québec, un nouvel ordre politique où la dignité québécoise sera à tous les points de vue garantie. Nous croyons que cet objectif exige la souveraineté politique, mais une souveraineté qui tiendra évidemment compte de l'interdépendance nécessaire des peuples dans le monde actuel. »

Rappelons que son gouvernement demanderait aux électeurs de se prononcer par référendum (avant 1980 ou 1981, précisait-il ultérieurement), M. Morin ajouta :

« Jamais jusqu'à maintenant les Québécois n'ont pu se prononcer démocratiquement et lucidement sur leur propre avenir. Jamais les Québécois, jusqu'à maintenant, n'ont pu s'autodéterminer. Pour la première fois, nous leur en donnons l'occasion. Dans le cadre canadien actuel, à l'intérieur d'un réseau d'institutions et de coutumes plus que centenaires et clairement dépassées, nous constatons chaque jour davantage que notre avenir collectif est de plus en plus façonné par un gouvernement central où nous n'avons été et ne serons toujours que minoritaires. (...) Tout le régime a été conçu pour nous mettre en état de subordination politique, ou, si l'on veut, en état de minorité. »

« Loin d'empêcher les votes du référendum, dit encore M. Morin, le projet de souveraineté constitue un appel pressant à la participation aux grands courants d'échanges internationaux. Le Québec souverain coopérera donc avec le Canada, et donc il sera toujours plus proche de ceux d'aujourd'hui, avec les États-Unis, dont la proximité a ses avantages et sa part d'inconvénients, avec la France, qui a avec le Québec de très liens intimes, directs et fraternels, avec les pays francophones et la Grande-Bretagne, dont l'appartenance à la réalité et le fonctionnement d'institutions du Québec a été remarquable. »

Lettres de créance à l'Élysée

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A REÇU LES AMBASSADEURS DE ROUMANIE, D'ÉGYPTE, DES ÉMIRATS ARABES UNIS ET DU HONDURAS

Le président Giscard d'Estaing a reçu, jeudi 28 avril, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de Roumanie, d'Égypte, des Émirats arabes unis et du Honduras.

M. Corneliu Manescu, ambassadeur de Roumanie, a évoqué le « vigoureux essor » des relations franco-roumaines et a souligné que la lutte des Roumains pour la liberté et l'indépendance nationale avait toujours trouvé auprès de la France « audience, compréhension et appui ». Il s'est déclaré persuadé que la France et la Roumanie réussiraient à faire de leur coopération « un exemple de ce que peuvent accomplir en commun deux pays dotés de systèmes sociaux et économiques différents, mais fortement animés du désir de collaborer dans l'esprit d'une parfaite égalité et du respect mutuel ».

Le président de la République a répondu que la France et la Roumanie avaient été « parmi les premières à souhaiter que s'installe sur notre continent un climat de détente et de coopération pacifique ». Il a souligné que les deux pays « n'ignoraient pas la profondeur des différences idéologiques qui séparent les nations européennes », mais ne « considéraient pas pour autant que ces différences devaient faire obstacle au dialogue, aux contacts et aux échanges ». Cette entreprise de détente et de coopération ne donnera « de résultats durables que si elle est menée en toute souveraineté par des États libres de leurs choix, résolus à sauvegarder leur indépendance et à respecter le respect mutuel », a observé M. Giscard d'Estaing.

Le Monde du 27-28 avril a publié la biographie de M. Manescu.

EGYPTE

M. Fafan Ismail, qui occupe, pour la seconde fois, le poste d'ambassadeur d'Égypte en France, a affirmé que son pays était « déterminé à adhérer au cours de 1977 des pas importants sur la voie de la paix » et qu'il « était convaincu que, dans cette voie, il pouvait toujours compter sur l'appui de la France ». L'ambassadeur s'est notamment félicité de la proposition de la France de participer aux garanties internationales d'un règlement au Proche-Orient.

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing a exprimé sa conviction que les circonstances actuelles étaient « particulièrement favorables » à la recherche d'un règlement « juste et durable » au Proche-Orient. Après avoir rendu hommage aux efforts du président Sadate pour parvenir à une solution du conflit du Proche-Orient, le président de la République a affirmé que la France « entendait déployer tous ses efforts et saisir toutes les occasions pour en faciliter l'aboutissement ». « Le retour à la paix dans cette région du monde ne permettra pas seulement à tous les peuples du Proche-Orient de se consacrer aux tâches de leur développement. Il transformerait de façon positive l'ensemble de la situation internationale », a ajouté le chef de l'Etat.

Le Monde du 23 février a publié la biographie de M. Fafan Ismail.

EMIRATS ARABES UNIS

S'adressant à M. Saïd Salman, premier représentant permanent à Paris de la Fédération des émirats arabes, M. Giscard d'Estaing s'est félicité du resserrement des relations « entre les deux États » et a souligné la convergence de leurs préoccupations tant à l'égard du conflit du Proche-Orient qu'à celui du dialogue Nord-Sud.

HONDURAS

M. Tiburcio Carías Castillo, ambassadeur du Honduras, le président de la République a exprimé le désir que les relations économiques « encore modestes » entre les deux pays, « parviennent rapidement au niveau que leur permettent désormais d'atteindre l'essor industriel de la France que le succès des efforts accomplis par le Honduras sur la voie du développement économique et social ».

(M. Tiburcio Carías Castillo, né en 1908, a fait des études de droit au Mexique, au Guatemala et aux États-Unis. Entré dans la carrière diplomatique comme conseiller des postes diplomatiques, il a été ministre des affaires étrangères de 1962 à 1972 et vice-président de la République de 1971 à 1974.)

M. Vance et Gromyko se rencontreront le 18 mai, à Genève, annoncé jeudi 28 avril le Département d'Etat, en précisant que les deux ministres, qui dureront « au moins trois jours », seront essentiellement préoccupés de la limitation des armements stratégiques (SALT).

# PROCHE-ORIENT

Égypte

## Nouvelle détérioration des relations avec l'U.R.S.S. et avec le Liban

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

Le Caire. — Alors que les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés, les déclarations faites par le général Mubarak, chef d'Etat égyptien, du 27 avril, donnaient que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être être améliorés.

مكتبة الأصل



## PROCHE-ORIENT

Egypte

### Nouvelle détérioration des relations avec l'U.R.S.S. et avec la Libye

De notre correspondant

Le Caire. — Alors que les déclarations faites récemment à Toulon par le général Moubarak, vice-président de la République arabe d'Égypte, du 27 avril, donnaient à penser que les rapports égypto-soviétiques allaient peut-être s'améliorer, des développements inattendus survenus au cours des trois jours écoulés ont, au contraire, accéléré la dégradation du climat entre le Caire et Moscou.

Un mémorandum remis au début de cette semaine par l'Union soviétique à plusieurs gouvernements arabes, mais non pas à celui du Caire, aurait pour objet, selon l'officier Al Akram, de demander aux partenaires de l'Égypte au Proche-Orient d'« user de toute leur influence pour empêcher le Caire de se lancer dans une aventure militaire contre la Libye ». Cette initiative a suscité chez les dirigeants égyptiens, et notamment, dit-on, chez le Raks, une très vive irritation. Cette note qui, d'après Le Caire, « est sans précédent dans les usages diplomatiques », et au sujet de laquelle l'ambassadeur soviétique en Égypte, M. Poliakov, aurait affirmé à M. Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, qu'il en ignorait le contenu, a été inspirée à Moscou, selon des diplomates soviétiques, par la « tension à la frontière égypto-libyenne ». Cependant, les démonstrations militaires auxquelles se livrent ces deux pays dans cette zone depuis plusieurs mois ne paraissent pas, autant qu'on sache, avoir pris une nouvelle ampleur ces derniers jours.

À la ligne arabe, on estime que l'initiative soviétique est « inadmissible », mais on se montre embarrassé dans la mesure où le document du Kremlin a été distribué au moment où Tripoli a demandé la réunion d'un conseil extraordinaire de l'Organisation panarabe pour examiner les « menaces » que l'Égypte ferait peser sur la Libye. Dans les cas de ce type, il s'agit d'un secret d'État appelé la demande du pays

Israël

### Le rapport annuel du contrôleur d'État critique le « gaspillage » dans l'armée et les finances publiques

Jérusalem. — Le rapport annuel du contrôleur d'État, publié à trois semaines des élections, a bouleversé l'opinion et semé la confusion au sein de l'administration israélienne. Ce rapport est particulièrement sévère en ce qui concerne la gestion de l'intendance militaire et des arsenaux de l'armée, ainsi que pour la manière dont opèrent les divers départements du Trésor (ministère des finances).

Il dénonce le désordre sévissant dans les dépôts de l'armée, un « gaspillage énorme » et fait état d'« invasions » selon lesquelles des vols estimés à plusieurs millions de livres ont été perpétrés dans ces dépôts.

À propos des finances, le rapport précise que, jusqu'au 31 décembre 1976, seulement 53,4 % des contribuables obligés de tenir des livres comptables se conformaient à la loi. Le Trésor est accusé de dépenses publiques non autorisées. Par ailleurs, le budget soumis pour l'année

fiscale 1977-1978 (commençant le 1<sup>er</sup> avril 1977) « ne tient pas compte des réalités ».

Le rapport fait état également de l'« accroissement rapide de la dette publique qui a atteint, en mars 1976, 136 milliards de livres israéliennes, soit 14 milliards de dollars ».

Dans un communiqué publié mercredi soir, l'armée a vivement protesté contre la sévérité du rapport et affirmé que nombre de critiques sont « dépassées depuis longtemps ». L'armée procède elle-même à des vérifications et assure avoir effectué de nombreuses rectifications. — (A.F.P.)

[À la suite de la publication de ce rapport, les porte-paroles de l'opposition de droite et du centre ont réitéré la demande de démission de M. Shimon Peres — qui depuis le départ en vacances de M. Rabin assure l'intérim de la présidence du conseil, estimant qu'il n'y a pas de responsabilité des désordres et irrégularités signalés dans son ministère.]

## OUTRE-MER

Territoire français des Afars et des Issas

### M. Ali Aref apporte son soutien « inconditionnel et sans limite » à M. Hassan Gouled

Djibouti (A.F.P.). — M. Ali Aref, ancien président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.), a apporté, jeudi 28 avril, son soutien « inconditionnel et sans limite » à M. Hassan Gouled, président du parti de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.). Dans un communiqué, M. Aref, membre du parti d'opposition UNI (Union nationale pour l'indépendance), souligne qu'il a pris cette décision afin d'« écrire les premiers lignes du nouveau chapitre de l'histoire du Territoire en lettres d'or et non en rouge sang ».

« J'apporte mon soutien inconditionnel et sans limite à M. Hassan Gouled, qui est actuellement chargé de conduire le nouvel État », a ajouté Ali Aref, avant d'inviter les citoyens du Territoire, « à se joindre à leur ethnicité et leur tendance politique, et les Afars en particulier », à faire confiance à M. Hassan Gouled.

Ce revirement spectaculaire du dirigeant afar qui, pendant seize ans, a présidé aux destinées du Territoire, représente la ren-

trée politique de M. Aref qui, depuis sa démission de la présidence du conseil de gouvernement en juillet 1976 et son remplacement par M. Abdallah Kamil, était resté dans l'ombre. Ce revirement met fin aux incertitudes qui planaient quant à la position de M. Aref qui, bien que contesté au sein de son propre parti où il n'a plus de responsabilités officielles et de sa propre ethnicité, n'en reste pas moins un leader écouté.

Angola

● M. AGOSTINHO NETO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA, a quitté Varsovie le jeudi 28 avril, au terme d'une visite de trois jours en Pologne. M. Neto et le chef de l'État polonais M. Jablonski ont signé une déclaration conjointe sur le « renforcement de l'amitié » et l'« approfondissement de la coopération » entre la Pologne et l'Angola.

Rhodésie

● LE PREMIER MINISTRE RHODÉSIE, M. Ian Smith, a souligné jeudi 28 avril l'importance de l'engagement américain dans la nouvelle initiative internationale pour parvenir à un règlement. « Plus grande sera la participation américaine et meilleures seront les chances de succès », a dit M. Smith.

## ASIE

Pakistan

Mettant en cause les États-Unis

### M. Bhutto dénonce une « conspiration internationale » contre son régime

De notre envoyé spécial

Islamabad. — « Ce n'est pas une conspiration locale, c'est une énorme, colossale, conspiration internationale. C'est ainsi que M. Bhutto, premier ministre, a présenté, jeudi 28 avril, le mouvement populaire auquel son régime fait face depuis huit semaines.

S'adressant aux parlementaires des deux Chambres, tous membres du parti gouvernemental puisque l'Alliance nationale (opposition) boycotte le Parlement, le premier ministre a donné réponse à un homme d'État connu — « Quel crime ai-je commis pour qu'ils veulent ma tête ? », — mais qui a solidement construit sa défense autour de la thèse du complot international visant à « déstabiliser » le gouvernement d'un pays occupant une position stratégique, et qui est bien déterminé à poursuivre sa « mission ».

Il y a une quinzaine de jours, le « leader du peuple » était apparu à Lahore, centre de l'agitation antirégime, et avait, devant l'opposition, tenu un discours vigoureux. Jeudi, il semblait avoir repris le dessus et dominer brillamment l'épreuve que traverse son régime.

À aucun moment, dans son discours de deux heures, il n'a fait allusion aux contacts pris avec les dirigeants incarnés de l'opposition (celle-ci doit faire connaître prochainement sa réponse aux offres de compromis du pouvoir). Il n'y a en outre que des mots chargés de condescendance ou de mépris.

Tout-on croira, a-t-il dit, que l'Alliance a été « intelligemment » requise pour organiser l'agitation comme une opération contre-révolutionnaire. D'où provient l'argent étranger qui « finance abominablement les efforts de l'opposition ? » a-t-il demandé. Certes, des industriels soutiennent l'opposition, mais cela ne suffit pas à expliquer que beaucoup de gens aient reçu des pourboires afin de participer aux manifestations (c'est la tradition enretraine par les partis au pouvoir de donner une petite indemnité aux manifestants).

Assurant ne vouloir citer aucun pays, M. Bhutto a cependant clairement en cause « l'éléphant qui a très bonne mémoire », autrement dit les États-Unis. Parce que le Pakistan prit naguère, alors que M. Bhutto était ministre des affaires étrangères, position contre la guerre du Vietnam, resserra ses liens avec la Chine avant que Washington n'en établisse, et parce qu'il soutient la cause arabe (« Un soldat du Pakistan est un soldat de l'islam »).

Le premier ministre indiqua que M. Kissinger avait tenté de

déstabiliser les pays musulmans de réunir un « sommet » islamique à Lahore en 1974 et avait exercé d'« énormes pressions » l'année dernière pour que le Pakistan renonce à installer une usine de traitement de déchets nucléaires achetée en France. « La politique de mon gouvernement n'est pas d'envoyer des bombes atomiques, mais le Pakistan ne peut se voir imposer une telle politique », a-t-il déclaré.

Le « sommet » des chefs d'État du tiers-monde, projeté par M. Bhutto, a été, a-t-il dit, saisi de « réactions défavorables ». Enfin, à l'appui de sa thèse sur les ingérences étrangères, le chef du gouvernement a cité une communication téléphonique entre deux diplomates américains au lendemain des élections, disant que le parti gouvernemental lui-même était en mauvaise posture.

M. Bhutto s'est d'autre part présenté comme le seul premier ministre du Pakistan élu deux fois au suffrage universel.

L'homme qui a « rejoint le pays » après la sécession de sa partie orientale devenue le Bangladesh, le « pilier de la stabilité », enfin l'homme qui a brisé les grands monopoles pakistanais, amélioré par des réformes le sort des paysans, des ouvriers et des femmes.

M. Bhutto estime cependant qu'il lui reste, dans l'ordre, trois « missions » à accomplir : parvenir à un « arrangement honorable et équitable » avec l'Afghanistan, renouer l'armée, parvenir — si possible — à un arrangement également avec l'Inde à propos de la province disputée du Cachemire. Tant que ces tâches ne seront pas accomplies, le parti gouvernemental « tiendra bon ». « Il ne s'agit pas de quel métal je suis fait », répond le premier ministre à ceux qui l'interrogent sur l'avenir du régime.

GERARD VIRATTE

### WASHINGTON : des allégations sans fondement.

Le département d'État a exprimé jeudi 28 avril sa « profonde désapprobation » à la suite des « allégations » du premier ministre pakistanais, qui a prétendu le porte-parole, sont « sans fondement ». Ces allégations, a-t-il ajouté, « ne sont pas basées sur des faits et ne reflètent pas la réalité des relations étroites et amicales entre les deux pays ». Les États-Unis entendent protester auprès du gouvernement pakistanais contre ces déclarations. — (A.P., A.F.P.)

## AFRIQUE

Zaire

### Une « opération aéroportée » aurait permis de faire neuf prisonniers au Shaba

Dans le cadre de l'offensive lancée au Shaba (ex-Katanga) par les forces armées et militaires du Zaire, le 27 avril, une « opération aéroportée » aurait permis de faire neuf prisonniers au Shaba.

Le chef de l'État zairien, qui avait l'intention de se rendre dimanche sur le front, s'est fait présenter les armes et les munitions soviétiques saisis par les forces armées. « Il n'y a eu aucune peine à les identifier, a précisé l'AZAF, puisque ses propres forces armées sont équipées de matériel de ce type ».

L'agence saïraie a annoncé que les offres d'aide militaire faites par le Soudan, la République centrafricaine et l'Ouganda avaient été acceptées par le gouvernement de Kinshasa. Le général Mobutu a décidé que ces contingents « se tiendraient dans leurs pays respectifs en position de réserve jusqu'à ce que le conseil exécutif évalue le besoin de leur participation aux combats ».

● A Lubumbashi, samedi 28 avril, l'arrivée de vingt-huit militaires américains affirmant avoir tué l'armée des troupes saïraies dans la province du Shaba.

● A Rabat, un porte-parole de l'ambassade américaine a déclaré, jeudi, que l'assistance militaire accordée par le Maroc au Zaire « était en conformité » avec la charte de l'O.U.A. Rappelant l'hommage rendu une semaine auparavant à New-York par l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Andrew Young, « à l'action courageuse et efficace du peuple marocain au Zaire », il a affirmé qu'il exprime la position officielle de Washington. — (A.F.P., Reuters)

● ERRATUM. — C'est par suite d'une erreur, dont nous nous excusons, que nous avons présenté l'écritain marocain Driss Chahbi (le Monde du 29 avril) comme algérien.

## EUROPE

Grande-Bretagne

Au cours de deux élections partielles

### Les travaillistes gagnent un siège et en perdent un

De notre correspondant

Londres. — Les deux élections partielles du jeudi 28 avril ont donné des résultats inattendus mais qui, au total, se révèlent inquiétants pour le gouvernement. Contre toute attente, le Labour a défendu victorieusement le siège de Grimsby, devenu vacant à la mort de l'ancien secrétaire au Foreign Office, M. Croxall. À Ashfield, dans le Nottinghamshire, cependant, les conservateurs ont réussi à effacer la majorité de plus de vingt-trois mille voix que les travaillistes avaient recueillie aux dernières élections générales de 1974.

Le centre minier d'Ashfield était, depuis longtemps, une forte forteresse travailliste. Il était représenté aux Communes par M. Marquand, qui a suivi M. Jenkins à la Commission européenne de Bruxelles. Déjà, lors des élections partielles de 1974, le candidat conservateur, M. Timothy Smith, l'a emporté par 19 616 voix contre 19 352 au candidat du Labour. Ce résultat représente un transfert de 20,8 % des voix en direction des conservateurs. Au total, le transfert des voix dans les Tories ont bénéficié aux élections partielles de 1974 s'élevait à environ 14 %, ce qui, sur le plan national, suffirait à leur assurer une majorité plus que confortable à la Chambre des Communes.

Dans ce port, durement touché par la crise, il était facile au candidat du Labour de dénoncer la politique de la Communauté européenne, qui ouvre largement les eaux britanniques aux partenaires du continent.

Dans l'une et l'autre de ces élections, le parti libéral enregistrant un recul sérieux : près de 5 % à Ashfield, presque 14 % à Grimsby. Mais il est difficile de savoir dans quelle mesure le troisième parti a souffert de l'alliance qu'il vient de conclure avec le Labour au Parlement pour maintenir le gouvernement Callaghan au pouvoir.

JEAN WETZ

Dans un « livre vert »

### Le gouvernement propose de réformer le droit de la nationalité britannique

Le gouvernement britannique a publié, mercredi 27 avril, un Livre vert (document d'information) qui propose une réforme du droit de la nationalité britannique. Ce document prévoit la création de deux sortes de citoyenneté : l'une serait accordée aux habitants du Royaume-Uni, l'autre à ceux des pays membres du Commonwealth. Aux termes de la loi actuelle, les ressortissants des pays membres du Commonwealth sont « sujets britanniques », et peuvent demander un passeport de citoyen du Royaume-Uni. Cette situation a provoqué un afflux considérable d'immigrés, en particulier du Commonwealth de couleur (Antilles, Inde et Pakistan), qui compte près de trois millions de représentants en Grande-Bretagne.

Les conservateurs ont accueilli avec satisfaction le Livre vert, mais les représentants des communautés d'immigrés l'ont qualifié d'« outil de discrimination raciale ».

De notre correspondant

Londres. — Si l'empire britannique n'est plus qu'un souvenir, les conséquences de l'ancien système sur le plan juridique n'ont pas toutes été abolies : quelques milliers de sujets de la couronne qui appartiennent à des pays dont beaucoup sont devenus indépendants, peuvent, en théorie, revendiquer la nationalité britannique. En fait, les autorités de Londres ont, depuis 1948, élevé sans cesse de nouvelles barrières, qui leur permettent d'interdire la libre entrée dans le Royaume-Uni à de nombreux anciens sujets de l'empire ou du Commonwealth. Mais la législation reste complexe et confuse.

Le document gouvernemental prévoit la création de deux types de citoyens britanniques : la première serait conférée à ceux et celles qui ont des « liens étroits » avec le Royaume-Uni, soit parce qu'ils y sont nés, parce qu'ils ont été britanniques, ou parce qu'ils ont bénéficié d'une naturalisation. Le même avantage serait accordé à ceux qui disposent d'un droit d'habitation dans le Royaume-Uni, parce que leurs parents ou grands-parents y sont nés. Ces citoyens et de première classe s'ouvriraient du libre droit d'entrée dans le pays. Le même privilège serait reconnu aux enfants et petits-enfants de citoyens nés dans le Royaume-Uni, mais vivant à l'étranger.

Dans les protectorats, territoires dépendant de la couronne et colonies, les habitants seraient considérés, selon le nouveau système, comme des « citoyens britanniques d'outre-mer ». Ils auraient bien droit à un passeport britannique, mais celui-ci ne leur conférerait pas le droit automatique d'entrer en Grande-Bretagne. Le secrétaire au Home Office, M. Tees, a expliqué que certains points de la loi actuelle sur l'immigration ne seraient pas modifiés : notamment pour les détenteurs de passeport britannique en Afrique orientale, dont l'entrée dans le Royaume-Uni est actuellement soumise à un système de quotas.

Bien des questions restent cependant en suspens : par exemple le statut des quelque cinq millions de citoyens de Hongkong, de Gibraltar, des îles Falkland et des autres dépendances et colonies de la couronne. Et surtout celui de leurs enfants, qui pourraient ainsi devenir apatrides. D'autre part, le document du Home Office n'aborde pas le problème des Irlandais qui revendiquent la nationalité britannique. Ceux-ci peuvent actuel-

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

DEPART DE PARIS

MONTREAL	1 360 F
NEW-YORK	1 450 F
BOMBAY	2 050 F
BANKOK	2 250 F
SINGAPOUR	2 650 F

ALLER RETOUR (voir ci-dessus)

CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE

DECOUVERTE DU KENYA NORD-TANZANIE du 1 juillet au 23 juillet du 30 juillet au 20 août 3 900 F

CIRCUITS ORGANISÉS

DECOUVERTE DE L'ALBANIE du 4 juin au 18 juin du 18 juin au 2 juillet du 2 juillet au 16 juillet du 30 juillet au 15 août 1 800 F

DECOUVERTE DU VIET-NAM du 17 juillet au 3 août du 14 août au 31 août 5 650 F

Renseignements et inscriptions à NOUVELLES FRONTIÈRES Tournevents 66, bd Saint-Michel, 75006 PARIS Tél.: 329.12.14 34, rue Franklin, 93002 LYON Tél.: 37.18.47 2, rue Auguste Brizeux 44000 NANTES Tél.: 71.89.47 UC 798 A



### De notre correspondant

## A Turin

## De notre correspondant

On ne sait encore rien, en revanche de l'enlèvement de M. Rosario Nicolò, l'un des plus célèbres juristes italiens, qui compte dans sa clientèle plusieurs grosses sociétés. Membre des conseils d'administration de Mon-

Et les « constitutionnels » cherchent à établir. Les négociations devaient être marquées, ce vendredi après-midi, par la rencontre entre MM. Zaccagnini et Berlinguer, secrétaires généraux de la démocratie chrétienne et du parti communiste. — R. S.

### De notre correspondant

**ROBERT SOLE**

**LA COMMISSION DE VIGILANCE  
DE LA TÉLÉVISION  
REFUSE DE CENSURER  
LA PIÈCE DE DARIO FO**

(De notre correspondant.)

Fo et ont demandé à la direction de la R.A.I. de veiller à ce qu'on n'agresse plus « la culture catholique », mais ils en sont restés là. Les représentants communistes ont adopté une position très proche. « Mistero Buffo » a donc le feu vert, au moins provisoirement, car certains groupes catholiques ne se tiennent pas pour battus. La pièce vient d'ailleurs d'être attaquée en justice par un citoyen de Rome. Le troisième épisode, vendredi prochain, sera-t-il diffusé ? — E. S.

## APRÈS LA CONDAMNATION DU GROUPE BAADER-MEINHOF

### Le renforcement du code pénal reste à l'ordre du jour

### De notre correspondant

ristes. Toute la responsabilité revient-elle à ceux qui s'étaient pompeusement baptisés « Fraction armée rouge » ? Les petits groupes qui ont pris la succession de la « bande à Baader » sont, d'après les estimations des autorités, composés de quelques dizaines de militants opérant indépendamment les uns des autres, très mobiles, changeant de noms suivant les circonstances. Leurs éléments sont très difficilement repérables par la police.

L'absence d'une contestation institutionnaliste.

Les membres du groupe Baader-Meinhof sont sortis de la révolte étudiante pour se lancer dans une action meurtrière au nom d'un prolétariat mythique. Ils ont été frappés d'ostracisme et condamnés. Ils laissent un appareil d'Etat renforcé — leur action en a été parfois la cause, parfois le prétexte — et quelques émules prêts à tout.

**DANIEL VERNET.**

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 15 JUIN

M. Suarez, qui termine un voyage officiel aux Etats-Unis, n'a pas encore fait formellement acte de candidature aux élections du 15 juin. Il devrait se prononcer au plus tard le 3 mai. Mais pour la classe politique, il n'y a déjà plus de doute : le chef du gouvernement espagnol va se lancer lui-même dans l'arène comme candidat « indépendant ».

la législation du parti communiste et n'ont pas renoncé à exploiter à leur profit le mécontentement d'une fraction de l'armée. Ils spéculent sur le malaise provoqué par la crise économique et aiguisent les inquiétudes des classes moyennes redoutant une éventuelle « montée de la gauche ».

Tout indique que l'Alliance populaire a réussi une percée spectaculaire en province, s'appuyant sur l'appareil du mouvement resté en place malgré la dissolution « officielle » du parti

**LE GOUVERNEMENT  
INTERDIT LES MANIFESTATIONS  
DU 1<sup>er</sup> MAI**

(De notre correspondant.)

Madrid. — Dès l'ouverture du registre d'inscription des « associations syndicales », les grandes centrales ont sollicité le jeudi 21 avril leur légalisation. Au même moment, M. de La Mata, ministre des relations syndicales, a interdit toutes les manifestations prévues pour célébrer le 1<sup>er</sup> mai. Dans la soirée du 27 avril, le ministre avait cependant affirmé que le gouvernement autoriserait « sans aucun doute »

les meetings, à condition que ceux-ci aient lieu dans des locaux agréés. Toutes les organisations syndicales, à l'exception de la C. N. T. (anarcho-sindicaliste) avaient accepté cette restriction. Une semaine après la ratification par l'Espagne des conventions sur la liberté syndicale et vingt-cinq jours après la signature par M. Suarez, à New-York, des accords sur les droits de l'homme, les travailleurs espagnols vont vivre encore une fois un 1<sup>er</sup> mai de style franquiste. Il faut donc attendre le 1<sup>er</sup> mai 1978, jour de la franquistisation, un accord bel et bien signé peut être négligé quelques heures plus tard.

Les représentants des syndicats suivants : U.G.T. (socialiste), U.S.O. (socialiste), autogestion (anarchiste), C.G.T. (communiste), S.T.C. (Solidarité des travailleurs basques) et S.O.C. (Solidarité des ouvriers catalans) se sont présentés pour solliciter leur légalisation. Quant à la C.N.T., elle ne sollicite pas pour le moment son inscription.

Malgré l'interdiction du gouvernement, les meetings prévus dans une quarantaine de villes n'ont pas été annulés et un communiqué conjoint des syndicats démocratiques rejette d'avance toute responsabilité des incidents et des désordres qui pourraient survenir à l'occasion du 1er mai. — J. A. N.

● M. FRANÇOIS MITTERRAND et une délégation du parti socialiste se rendront, les 7 et 8 mai, en Espagne pour participer à la « Fête de la liberté » organisée par le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.).

## Belgique

Les socialistes refusent de participer  
à un gouvernement comprenant des bourgeois

AL CONSEIL DE L'EUROPE

## Un socialiste hollandais dénonce massacres politiques et la torture en Indonésie

### De notre correspondant


[illegible][illegible]

danger de renouveau  
force du pouvoir. Mais  
bonne par le P-F, par  
travé, puisque la situa-  
tion est dramatique.  
d'officiers dévoués et  
Nationalisme. Il a ajouté  
croient pas à la commande  
part communisme à l'extré-  
critique.

**JAM-CLAUDE**

★ Les enceintes :  
 fiez-vous à vos oreilles,  
 pas à leur taille.

Chaine Quartz n°2 :



1-Phase Technic EL 20  
2-Phase-Autor Frézer SX 450  
3-Enceintes Cusson 12cm Ultra B

**3.980 F**

en pop, confort d'écoute... tels sont les vrais critères que nous avons utilisés pour sélectionner cette chaîne. Venez les écouter avec nous dans nos magasins. Vous les apprécierez.

**QUARTZ**  
Pour bien réussir votre chemin

Neuilly  
10, av. Ch. de Gaulle  
92 Sablons

Paris  
31, bd Sébastopol  
10<sup>e</sup> Châtelet

Le Havre  
10, rue de la République  
10<sup>e</sup> Châtelet



134 bd st-germain paris 6°-033.44.10  
 8/78 ch.-lystes (ardecens) 8°-225.36.33  
 5 rue du charme-midi 6°-548.75.47

**LES PIEDS SENSIBLES**  
c'est l'affaire de  
**SULLY**  
85 rue de Sèvres

**5 rue du Louvre  
53 bd de Strasbourg  
81 rue St-Lazare**

**Sandales, tressé  
main, cheveau de  
grand confort,  
lourdes  
les pointures  
et six largeurs,  
du 35 au 48.**

**Catalogue  
gratuit.**

**SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6°.**

LES BLAZERS  
ET LES COSTUMES

les boutiques  
**diffsolde**  
diffsolde dégriffe  
grands  
prêt à porter

BOUTIQUES POUR LUI  
montmartre/montmartre  
3, rue de la plaine/nation

BOUTIQUES POUR ELLE  
rue de la plaine/nation  
du renard/hôtel-de-ville  
de la légation/nation

ouvert le lundi après-midi

LISEZ

**Le Monde  
des Philatélistes**

**مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ**



## EUROPE

### Belgique

#### Les socialistes refusent de participer à un gouvernement comprenant des libéraux

De notre correspondant

Bruxelles. — La tâche de M. Tindemans se complique. Chargé, le 22 avril, de constituer le nouveau gouvernement après son élection à la présidence du conseil, le 17 avril, le premier ministre s'est efforcé de former une coalition des trois partis « traditionnels », social-démocrate, libéral et chrétien. Une telle alliance lui aurait permis de disposer de plus des deux tiers des mandats, une majorité indiscutable pour régler le problème de la régionalisation qui empêche les relations entre Belges.

Or, les socialistes ont refusé, le mercredi 27 avril, de participer à un cabinet où siègeraient les libéraux, qu'ils considéraient comme « réactionnaires ». Les socialistes avaient adressé aux libéraux un questionnaire portant sur leurs options économiques et sociales. Les libéraux ont refusé de répondre, faisant remarquer que c'est M. Tindemans qui a été chargé de la formation d'un nouveau

PIERRE DE VOS.

### AU CONSEIL DE L'EUROPE

#### Un socialiste hollandais dénonce les assassinats politiques et la torture en Turquie

De notre correspondant

Strasbourg. — La défense des libertés et la protection des droits de l'homme ont été au cœur des débats au Conseil de l'Europe sur le bilan d'application de l'acte final de la conférence d'Helsinki. Les soixante-dix orateurs qui se sont succédés depuis le mercredi 27 avril ont presque tous insisté sur la nécessité de maintenir la « dynamique de la détente » et d'utiliser la prochaine rencontre de Belgrade comme plate-forme pour le nouveau projet dans la coopération Est-Ouest plutôt que de la transformer en tribune d'accusation à l'égard des pays de l'Est.

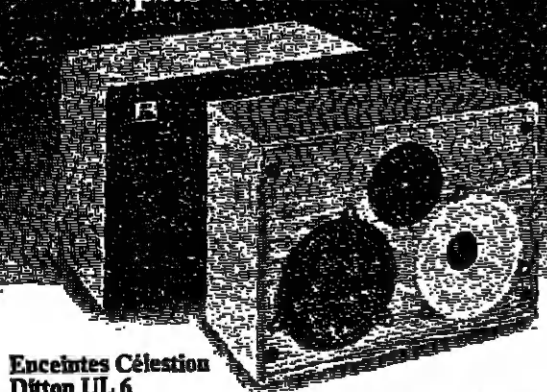
Dans ces interventions, toutefois, les déclarations de l'« expansionnisme soviétique » et des violations des droits de l'homme n'ont pas manqué. Mais certains orateurs ont fait remarquer que ces accusations seraient plus crédibles aux yeux de l'opinion internationale si l'Occident dénonçait lui-même les abus qui se produisent dans son propre camp.

À quatre mille d'après la section allemande d'Amnesty, menacés par la torture organisée, donnent une idée, selon M. Dankert, de l'ampleur des violations des droits de l'homme et de la répression en Turquie. Au cours d'un séjour dans le pays, il a rassemblé lui-même une importante documentation à propos de cent quarante cas de détention politique, accompagnée, pour la plupart d'entre eux, de tortures (des crimes, a-t-il précisé, que celles pratiquées en 1971-1973 sous le régime militaire).

De son côté, M. Soares, premier ministre portugais, a affirmé devant l'Assemblée que la défense et le respect des droits de l'homme étaient la condition essentielle de la détente et d'une véritable coexistence pacifique entre les peuples. Le chef du gouvernement portugais a dit que les puissances occidentales ne devraient pas se présenter à la conférence de Belgrade comme « juges en la matière » mais rechercher des moyens pratiques pour faire progresser la défense de ces droits. Il a déclaré, d'autre part, que le danger de renversement par la force du pouvoir légal de Lisbonne par le P.C. portugais était écarté puisque la hiérarchie militaire est actuellement composée d'officiers démocrates et constitutionnalistes. Il a ajouté qu'il ne croyait pas à la conversion de ce parti communiste à l'idéal démocratique.

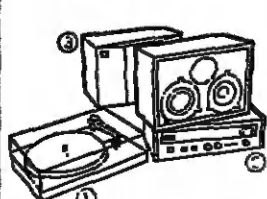
JEAN-CLAUDE HAHN.

Les enceintes :  
fiez-vous à vos oreilles,  
pas à leur taille.



Enceintes Célestin  
Diton UL 6

Chaque Quartz n° 2 :



1 - Plaque Technics SL 20  
2 - Ampli-tuner Pioneer SX 450  
3 - Enceintes Célestin Diton UL 6

3.980 F

en pop, confort d'écoute... tels sont les vrais critères. Ceux que nous avons utilisés pour sélectionner les Célestin Diton UL 6. Venez les écouter avec nous. Et prendre les "Dossiers Quartz-HiFi" que nous avons mis de côté pour vous.

**QUARTZ**  
Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle  
Paris 31, bd Sébastopol  
Marseille 39, av. J. Cantini  
M° Sablon M° Châtelet M° Castellane

### Au Sénat

#### Le code minier et la protection des sites • L'exploitation des gisements sous-marins et la pollution maritime

Le Sénat a adopté, le 28 avril, le projet de loi complétant le code minier. Ce texte, dont le rapporteur est M. CHAUFFY (non-inscrit, Loire-Atlantique), tend, notamment, à soumettre l'exploitation des carrières aux dispositions du code minier. Il vise aussi à mieux protéger l'environnement. Sous réserve de quelques aménagements, le rapporteur approuve et souligne l'importance de cette réforme, rendue nécessaire par la découverte de nouvelles richesses dans notre sous-sol et par l'urgence d'un inventaire général de nos ressources géologiques.

« Nous songeons », a indiqué M. COULAIS, secrétaire d'Etat chargé du ministère de l'Industrie, à modifier les décrets d'application du code pour les rendre compatibles avec la loi de 1976 sur l'environnement, notamment en ce qui concerne les études d'impact. Nous voulons une consultation obligatoire des collectivités locales sur les plans de l'usage du sous-sol et des plans de l'usage des sites et préserver les activités agricoles. En ce qui concerne les sanctions pour infraction à la réglementation, ils sont révisés aux dispositions initiales proposées par le gouvernement et ont écarté le mécanisme plus coercitif prévu par les députés lequel permettait d'infirmer une sanction administrative avant même le jugement du tribunal correctionnel.

Contre l'avis de leur commission et celui du gouvernement, le Sénat a voté, par 150 voix contre 101, un amendement présenté par M. ZWICKERT (Union centriste, Haut-Rhin) et défendu par M. VALLON (Un. cent., Rhône) et DAILLY (Gauche dém., Seine-et-Marne). Cet amendement prévoit la consultation des chambres

de commerce et de l'industrie avant toute décision de concession minière.

#### LE P.C.F. DEMANDE UN DÉBAT SUR L'AÉRONAUTIQUE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale et député communiste de la Seine-Saint-Denis, a demandé l'inscription d'urgence à l'ordre du jour de la présente session d'un débat sur l'industrie aéronautique, après la publication du rapport de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises, privées ou publiques, de construction aéronautique (le Monde du 22 avril).

Le président de cette commission, M. Roger Partrat, député réformateur de la Loire, avait, lui-même, demandé, la semaine dernière, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée d'un débat susceptible de tirer des conclusions de ce rapport.

#### PAS D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LES CONDITIONS DE RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES EUROPÉENS.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a conclu au rejet de la proposition de résolution déposée par M. Ballanger, président du groupe communiste, et tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur « les investigations politico-policières » qui auraient à suivre les fonctionnaires des Communautés européennes et « des fonctionnaires de certains ministères en France ». M. Limouzy, député (R.P.R.) du Tarn, rappelle, dans son rapport sur cette proposition, que, selon les réponses du ministre des affaires étrangères aux parlementaires communistes qui l'avaient interrogé à ce sujet, les questionnaires des fonctionnaires des Communautés européennes ont à remplir sont établis par leur pays d'origine et excluent « toute question à caractère politique ».

## POLITIQUE

### LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.F. VA ÉTUDIER LA POLITIQUE DE DÉFENSE NATIONALE

Le bureau politique du P.C.F. a indiqué, jeudi 28 avril, qu'il a fait le point de la réflexion engagée, depuis plusieurs mois, avec la participation de la section de politique extérieure et de la commission de défense nationale du comité central, sur les problèmes relatifs à la défense nationale de la France. Le bureau politique considère que, dans l'état actuel de cette réflexion, il convient de saisir le comité central. Il a décidé, en conséquence, de convoquer une session du comité central le 11 mai, avec l'ordre du jour suivant : « La politique de défense nationale et l'action pour l'indépendance, la paix et le désarmement ».

**jsf**  
plus loin... moins cher  
CIRCUITS ET SÉJOURS  
TUNISIE Hammamet 8 J. 1.120 F  
GRECE Salerne 2 sem. 1.420 F  
TURQUIE Circuit 2 sem. 1.220 F  
MAROC Circuit 15 J. 2.280 F  
EGYPTE Circuit 2 sem. 2.280 F  
CROISIERES à partir de 950 F  
VOLS SPÉCIAUX  
• TUNIS 750 F • ATHÈNES 750 F  
• TANGER 550 F • ISTANBUL 870 F  
• DUBAÏ 900 F • NEW YORK 1.250 F  
• BOMBAY 2.050 F • LOND 2.100 F  
Nouvelle brochure gratuite de 100 pages  
jeunes sans frontière  
75002 PARIS, 7 rue de la Banque, 75002 PARIS  
CROISIERES, 16 rue de la Banque, 75002 PARIS  
LILLE, 42 rue de la Paix, 59000 LILLE  
LYON, 5 place Armand, 69002 LYON  
NANCY, 106 av. de Strasbourg, 54000 NANCY  
et dans les Agences NACOS-LTS COOK.

**SALON DES ANTIQUAIRES**  
de Rouen et de H<sup>te</sup>-Normandie I.A.B.H.N.  
**HALLE AUX TOILES-ROUEN**  
23 Avril au 1<sup>er</sup> Mai inclus  
Tous les jours de 10 à 23 heures  
8 FOIRE A LA FERRAILLE Place du Galliarbois

**Breguet**  
CONSTRUIT DES MAISONS  
A ST-WITZ  
ET A BOUFFEMONT

"Frêne", 184 m<sup>2</sup>, 6 pièces, à St-Witz. Autres modèles (de 121 à 278 m<sup>2</sup>).

**A 2 KM de la sortie Ermenonville de la PA. 1. Et à 21 KM de Paris, en lisière de la forêt de Montmorency.**

Les Maisons du Domaine de Montmélan ont de 135 à 278 m<sup>2</sup> à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, des jardins de 700 à 2.800 m<sup>2</sup>. Sur le Domaine, piscine chauffée, tennis, écoles. Environnement prestigieux (forêts de Chantilly et d'Ermenonville). Accès rapide par l'A1.

Les maisons individuelles du Domaine de Bouffémont, sont en lisière de la plus belle forêt proche de Paris, celle de Montmorency. Elles ont de 121 à 156 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Gare à 1 km. Ecoles sur place. Accès depuis Paris : A1 (sortie N°3), puis N1 direction Beauvais (sortie Moisselles).

**Domaine de Montmélan**  
**Domaine de Bouffémont**

VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUTS LES JOURS DE 10 H A 19 H.  
DOMAINE DE MONTELIAN 95470 ST WITZ (TEL. 471.56.55)  
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.39)



formation la plus importante de la majorité, de son président, M. Claude Labbé, et sans le nommer, de M. Jacques Chirac? En refusant que la confiance lui soit marchandée, « décapée en rondelle » ? Telle fut l'opinion des élus gaullistes, soufflés et outragés. Mais le premier ministre était logique avec lui-même et son intervention, claire, nette et courageuse.

Claire et nette fut également la réponse de M. Guéna, se cabrant, donnant des éperons,

[illegible]

ment on négociera en cas de *défaite* (applaudissements du R.F.R. et sur divers bancs de la majorité). C'est pourquoi, au Ras-

**M. DUCLO**

**la confiance est refusé**

Au nom du groupe communiste, M. DUCLONE demande : « Que serait Giscard d'Estaing sans Jacques Chirac ? », il poursuit : « La confiance que M. Giscard d'Estaing lui est refusée par les travailleurs. Les grèves et les manifestations d'aujourd'hui en témoignent. Je

Au nom du groupe communiste, M. DUCLOUX demande : « Que serait le parti d'opposition si on lui refusait le droit de se présenter ? », il poursuit : « La confiance que M. Barre réclame lui est refusée par les travailleurs. Les grèves et les manifestations d'aujourd'hui en témoignent. Je tiens à exprimer les sentiments de tous les travailleurs des usines Renault. Vous les travailleurs en luitte. Votre plan n'est ni effi-

M. DELANEAU indique au premier ministre que le vote des républicains indépendants aura une double signification : « Approuver tout mesurés, mais surtout, approuver la République », dit-il. Il déclare : « Nous ne sommes pas des supporters honteux. Sans nous, la République n'est pas politique plus claire, plus nette, plus vigoureuse. Mais rien de durable ne peut s'établir sur réel et non sur idéal. C'est la base profonde et le pouvoir politique. Celui-ci doit s'exercer en respectant les aspirations de notre société, qui ne sont pas celles qui sollicitent la démagogie (...). Toutefois l'on ne doit pas rester incompris et froissé. Il faut être sûr de la certitude d'être sur la bonne route, et il importe de s'expliquer quand il le faut. » Il conclut : « Les Français nous comprennent. Tenez bon. Les Républicains indépendants vous aideront en vote. Ils ont le bon sens, la présidence de la République, leurs suffrages et leur confiance. »

« Vous demandez à la majorité de montrer au pays qu'elle ne doutait pas d'elle-même, rappelle M. DEFFERRAT, président du conseil, ministre de l'Intérieur, radical de gauche, en s'adressant au premier ministre. « Ces messieurs ne doutent pas d'eux-mêmes, mais ils ont dû nous assister à l'échec de la politique économique et sociale, à une crise grave, à la démission du premier ministre, du gouvernement

271 DEPUTES ONT VOTE  
POUR :

150 R.P.R. (sur 172) ;  
65 R.I. (sur 88) ;  
4 réformateurs (sur 50) ;  
11 non-inscrits (sur 18) :  
MM. Alduy, Audinot,  
Bouden, Cerneau, Fon-  
taine, Hunault, Lafont,  
Radium, Rickert, Royer  
et Sanford.

186 DEPUTES ONT VOTE  
CONTRE :

Les 108 socialistes et radi-  
caux de gauche ;  
Les 74 communistes ;  
1 R.I. : M. Ceillaud ;  
3 non-inscrits : MM. Cor-  
nut-Gentile, Pidjot et  
Ribière.

17 DEPUTES SE SONT  
ABSTENUS VOLON-  
TAIREMENT ,

10 R.P.R. : MM. Charles  
Bignon, Boscher, Debré,  
Kédinger, Le Tac, Mess-  
mer, Offroy, Rivière,  
Rolland et Schwartz.

3 réformateurs : MM. Ca-  
ro, Kliffer et Servan-  
Schreiber ;  
4 non-inscrits : MM. Brun,  
Chauvel, Drapier et  
Zeller.

16 DEPUTES N'ONT PAS  
PRIS PART AU VOTE :

12 R.P.R. : MM. Billotte,  
Dahalani, Edgar Faure,  
président de l'Assem-  
blée nationale, Guillaud,  
Lemaire, Massoubre,  
Mohamed, Pujol et  
M. M. Becam, Legendre,  
Mme Missolfe, M. Sour-  
dille, membres du gou-  
vernement (1).

2 R.I. : MM. Blanc et  
Dominati, membres du  
gouvernement.

2 réformateurs : MM. Ber-  
nard-Raymond et Beu-  
cler, membres du gou-  
vernement.

(1) Les membres du gou-  
vernement nommés le 30 mars ou  
le 1er avril ont un mois pour  
choisir entre ces deux modes  
gouvernementaux et législatifs.

Dans son intervention, M. Raymond a été cité à deux occasions, le général de Gaulle.

« Au sujet de la loi électorale, le premier ministre a déclaré : « Voici ce qu'écrivit le général de Gaulle, dans la tommie III des élections de 1945 : « Ce qui, à cette époque me détournait » surtout du scrutin d'arrondissement, c'était la crainte que le scrutin qu'il suggère » d'avoir quand l'avenir de la nation, en assurance insuffisamment le président du parti communiste.

« Si le scrutin était à deux tours, communistes et socialistes seraient obligés de passer leur entente, contractuelle et par les tendances de la base, traduisant leur voix comme tous les ballottés, ce qui pourrait » serait à leur coalition le plus grand nombre de sièges et, d'autre part, rivaliser entre elles, par l'intérêt électoral » commun, les deux sortes de candidats, les communistes et le scrutin d'arrondissement » serait donc au Palais-Bourbon » une majorité » estant comme le résultat des deux tours. » Cette conséquence échappait » sans doute aux tenants de l'ancienne formule, mais était à l'origine de la loi de scrutin de la France, je n'en conviens pas le risque ».

Dans sa conclusion, M. Barre a invité les parlementaires de la majorité à ne pas s'engager à l'égard du scrutin d'arrondissement, des embûches ». M. M. a déclaré : « Permettre-moi de citer une fois de plus le général de Gaulle qui disait, le 12 décembre 1945, au sein de l'Assemblée constituante : « Si vous ne tenez pas compte de la nécessité absolue de l'autorité, de la dignité, de la responsabilité du gouvernement, vaincra une situation telle qu'un jour ou l'autre vous le regretterez amèrement. »

La séance reprend une heure plus tard sous la présidence de M. Edgar Faure et alors que M. Chirac a pris place à son banc, dans les explications de vote, M. de Gaulle au R.U.R.P., dit : « Nous sommes R.P.R.P. », déclare : « Qu'il soit clair que ce groupe est axé derrière son président Claude Lobbé » (Applaudissements du R.P.R.). « Derrière le président du Rassemblement », dit Jean Chirac (Applaudissements) et solidaire du discours prononcé hier par M. Debré (mêmes applaudissements). Il énumère ensuite les raisons pour lesquelles le R.P.R. approuve le projet de loi et demande : « Au total, acceptons-nous ce plan ? Oui ». Il poursuit : « Mais ces mesures sont-elles à la mesure des problèmes ? » Il répond : « Oui ». Et se fait entendre, à la fois, comme un homme et un soldat, et sans arrière-pensée. (Applaudissements du R.P.R.). Il précise : « Nous sommes dans une situation de crise politique, nous sommes dans une situation de crise politique, la France entre dans une situation de crise politique, la France entre dans la déchéance ».

هكذا من الأصل







# POLITIQUE

## L'AGGRAVATION DE LA CRISE

### LE CRÉPUSCULE

(Suite de la première page.)

Une haute administration qui cherche fiévreusement l'absolution, l'oreille et l'aman auprès de la gauche, quand elle ne se partage pas déjà entre le pouvoir d'aujourd'hui qu'elle sert le jour en manquant pour le trahir allégrement le soir et le pouvoir de demain qu'elle ne désespère pas d'adopter, de guider, voire — qui sait ? — d'inspirer un jour. Et qui a si grand peur de se compromettre que la formation des cabinets ministériels n'a jamais été aussi lente et maladroite, les énarques, juristes, comptables, conseillers et inspecteurs des grands corps se débattant et se ruscant à plaisir lorsqu'ils sont pressés d'occuper les mêmes postes qu'ils étaient si ardents à briguer il y a peu de temps encore.

Un milieu industriel et financier qui oscille et se partage entre l'acrobacie devant l'apocalypse prochaine, la fuite organisée vers des lieux plus sûrs et la quête éperdue de voies de recours, de ralliements occultes, de discrètes complications, coûteuses peut-être — mais il faut parler, n'est-ce pas, savoir faire la part du feu ? Et qui essaie de se rassurer en se persuadant que après tout, nous sommes un pays civilisé où tout ce qui touche à l'économie, à la finance et à la politique appartient au monde, le beau, le grand, parfois le dard, et qu'on finira bien par s'entendre entre gens de bonne volonté et de solvable compagnie.

Loin, très loin de ce remue-ménage vulgaire, de ce tohu-bohu malséant, de cette bouillabaisse indigne de gentlemen, un président qui semble plus que jamais distrait non par ses calculs, mais par ses rêveries, solitaire dans ses palais et ses mondanités, comme indifférent à son destin, pour une part, dépend le nôtre. Et qui ne rompt le silence — accablé ou inconscient, nul ne le sait — qu'il observe que pour préférer, à contre-temps, quelques banalités creuses : ou alors pour entreprendre d'étranges radeaux si peu en rapport avec la situation qu'on ne les entend même plus ; ou même pour lancer, incongruité que, au lieu d'indigner, de dégoûter ou d'intriguer comme c'était le cas il y a six mois encore, elles font rire.

Il y avait longtemps, bien longtemps, que la vie publique n'avait donné à ce point l'image d'irrationalité, les hommes en place à ce point le sentiment d'inconsistance, l'appareil politique au pouvoir à ce point l'impression d'être condamné, de le savoir et de s'y résigner. Il y a, en fait, près de vingt ans : c'était le cas en effet à la veille de l'effondrement de la IV<sup>e</sup> République, en 1957, cette IV<sup>e</sup> République dont on croirait revivre ces jours-ci quelques épisodes.

Si l'histoire, on le sait, ne se répète jamais, parfois elle bégaye. Comme toujours à la veille d'un bouleversement, ceux qui le redoutent mais ne croient plus qu'il pourra être évité franchissent allégrement deux étapes d'une seule enjambée : ils prédisent déjà que la gauche, à supposer qu'elle parvienne au pouvoir, n'y tiendra pas deux ans, pas un an, pas six mois, et que cet entracte, désagréable mais bref, réglera la question pour vingt nouvelles années. De l'espérance d'un improbable sauvetage, on passe ainsi à l'espoir d'une éventuelle reconquête. C'est vraiment, dans un climat de débandade où tout peut arriver, dans lequel aussi on imagine mal qu'il soit possible de vivre encore, la fin des illusions, le crépuscule d'un règne.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

### TRÉCA EPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la littérature exposent leur gamme complète chez :  
**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE  
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI<sup>e</sup> TEL 357.46.25  
Métro : Parmentier

### M. Barre n'a pas réagi au camouflet de M. Guéna

(Suite de la première page.)

Carrément mis en demeure de s'engager et de donner sa parole non seulement pour le jour même mais pour l'avenir, le R.P.R. allait-il céder ? Nul n'en savait rien, mais on s'accordait à penser pendant la suspension de séance que M. Barre avait dignement relevé les défis qui lui avaient été lancés et M. Mitterrand était au nombre de ceux qui jugeaient son attitude « courageuse ».

Dès la reprise on comprit que les choses restaient en l'état et que la vigueur du premier ministre n'avait servi de rien. M. Guéna, porte-parole des gaullistes ne se contenta pas d'affirmer que son groupe était une ligne derrière MM. Labbé et Chirac et solidaire de M. Debré, mais il repartit sans rien changer l'analyse qui avait été faite quarante-huit heures plus tôt : « Au total acceptons-nous ce plan ? Oui. Ces mesures sont-elles à la hauteur de la situation ? La réponse est non. »

Le député de la Dordogne explique ensuite que l'on ne peut pas « restaurer la confiance par les seules vertus d'un plan économique », que la priorité doit être donnée à la lutte pour le plein emploi (c'est ce que l'opposition ne cesse de dire) puis il condamne catégoriquement à ne nommer bien sûr M. Giscard d'Estaing, l'analyse que fait le chef de l'Etat et sa persévérante volonté de « décapitation » : « Il ne faut pas démobiliser l'opinion, ce qui est faire le jeu de nos adversaires, ne pas prêcher l'apaisement et la sécurité, en pensant que tout s'arrangera ; c'est une chanson que nous avons déjà entendue après les élections cantonales : nous avons vu les résultats. Il n'est pas bon non plus de dire aux Français que le moment venu ils auront le choix. Au contraire, il faut clamer le refus du drame où la France sombrerait et le régime basculerait. [...] C'est pourquoi, au Rassemblement, nous nous sommes toujours refusés à regarder au-delà de l'échec des élections législatives. »

La conclusion fut plus terrible encore : « Il faut que le gouvernement, avec le crédit qu'un gouvernement doit avoir, prenne la tête du combat politique et électoral, au lieu d'attendre que s'en débarrassent les autres. C'est une affaire de langage et de résolution affirmée. La confiance, quel mot magnifique ! C'est qu'il faut

retrouver, c'est celle du pays, celle du peuple. Si celle que nous vous accordons, nous, élus du Rassemblement, est réservée, c'est que celle que nous manifestons n'a de valeur que si elle traduit celle du peuple. Notre hésitation n'est pas un de ces jeux auxquels on a assisté ici trop de fois dans le passé. Si nous nous engageons sans être sûrs de l'adhésion de nos électeurs, nous ne serons pas d'authentiques représentants du peuple. Tout est possible encore : la confiance, oui, à la condition que la majorité trouve dans le gouvernement la volonté évidente de la conduire au combat électoral et, avec la confiance, le succès. »

Après ce que M. Barre avait dit, on crut un instant qu'il se refusait à subir un tel camouflet. Il ne dit mot, et se borna à attendre la vote d'une fausse confiance, sachant pourtant que son sort était désormais entre les mains de M. Chirac, puisque celui-ci n'avait pas résisté au plaisir de lui faire connaître que sans son intervention personnelle le groupe R.P.R. eût refusé son concours au gouvernement.

Les deux hommes doivent se rencontrer prochainement, mais, en vérité, qu'auront-ils à se dire puisque les députés gaullistes ont voté, mais ont refusé de se coucher devant le gouvernement, contrairement à ce qu'il avait toujours fait depuis 1958 ?

Le fossé peut difficilement s'élargir davantage entre la fraction minoritaire de la majorité, qui soutient le président de la République et la fraction majoritaire de cette même majorité, qui combat désormais ses thèses à visage découvert. Or est le médecin qui pourrait réconcilier ceux qui veulent croire possible une paisible alternance et ceux qui affirment qu'il n'y aurait aucun recours après une victoire de la « coalition socialo-communiste » ?

Il n'était pas possible d'ouvrir la crise, et pourtant elle est là.

RAYMOND BARRILLON.

### LE TEMPS CONSACRÉ A « DÉMOCRATIE FRANÇAISE » PAR LA RADIO ET LA TÉLÉVISION N'A PAS ÉTÉ RECENSÉ

M. Georges Filloud, député socialiste de la Drome, ayant demandé à deux reprises par voie de question écrite au premier ministre quel temps d'antenne avait été consacré par toutes les chaînes de télévision et de radio à l'ouvrage « Démocratie Française » dont M. Giscard d'Estaing est l'auteur, M. Raymond Barre lui a répondu (Journal officiel du 26 avril) :

« Tant en raison de la personnalité de son auteur que de son contenu, la publication du livre « Démocratie Française » constitue un événement politique. Il n'est donc pas étonnant que, comme l'ont fait, de leur côté, les organes de la presse écrite et les stations radiophoniques de langue française ne relevant pas de loi du 7 août 1974, les sociétés nationales de radio et de télévision aient voulu consacrer des émissions à la présentation et au commentaire de ce livre et aient notamment cherché à interviewer directement le président de la République à ce sujet. Il en a été de même lors de la publication d'autres ouvrages politiques par d'autres personnalités, alors même qu'elles n'avaient pas des responsabilités nationales comparables à celles du chef de l'Etat. Parmi ces personnalités, plusieurs appartenant à la même formation politique que l'honorable parlementaire. Dans aucune de ces circonstances il n'a été procédé au recensement suggéré par M. Filloud. Il n'y a donc aucune raison de le faire dans le cas présent. »

« Si maintenant l'on considère le sans véritable de la question posée, qui est de laisser entendre qu'une pression aurait été exercée sur les sociétés nationales de radio et de télévision pour qu'elles consacrent davantage de temps au commentaire de ce livre, la réponse est catégoriquement négative. Bien loin qu'une quelconque sollicitation ait été effectuée auprès de ces sociétés dans ce sens, le président de la République a, tout au contraire, décliné plusieurs invitations à s'exprimer sur les ondes à ce sujet, qui lui ont été adressées par des sociétés nationales et par des responsables d'émissions au sein de ces sociétés. »

### L'emploi impératif catégorique

La R.P.R. a mis, jeudi après-midi, cartes sur table en matière de politique économique ; il ne l'avait probablement jamais fait aussi clairement. Répondant à M. Barre, qui continue de faire du rétablissement des équilibres économiques une condition préalable indispensable au succès de la majorité, M. Yves Guéna a clairement affirmé, comme M. Debré le veille, « vous vous trompez, la politique est prioritaire. »

Pour le R.P.R., l'horizon ultime est — pour l'instant du moins — mars 1978 : « Nous nous refusons à regarder au-delà des élections législatives », a souligné M. Guéna. Quels que soient les indices et les statistiques, ils ne gagneront pas l'opinion.

Ce qui est intéressant dans l'analyse du R.P.R., ce n'est pas seulement la conviction de ce parti que le sérieux (non contesté) de la politique économique ne sera pas payant, mais aussi que ses effets n'apparaîtront pas de suite. Pour la raison que la crise mondiale n'est pas terminée. Émerge ainsi l'idée que le monde occidental connaît seulement un répit et que la situation économique risque de nouveau de se détériorer.

Dès lors, pour le R.P.R., les mesures annoncées par M. Barre ne sont pas du tout à la hauteur de la situation. Et, puisque l'assainissement de l'économie n'est pas prioritaire, c'est l'emploi — facteur essentiel d'une stratégie politique bien menée —

qui redevient l'impératif catégorique. Toute l'action économique doit être ajustée en conséquence, a assuré M. Guéna.

Ce que le R.P.R., à l'évidence, réclame sans toutefois le dire aussi précisément, c'est un plan de relance massif, du type de celui qui avait été lancé en septembre 1975, lorsque M. Chirac était premier ministre. C'est aussi un certain retour au protectionnisme, demandé par M. Michel Debré. C'est enfin l'arrêt de la restructuration en cours de nos industries, parce que celle-ci entraîne trop de licenciements. Excusez-moi, mais M. Barre ne veut pas faire.

Car si le premier ministre est sûr d'une chose — et il semble bien en avoir convaincu définitivement M. Giscard d'Estaing, — c'est que la seule chance de la majorité de gagner les élections est de prouver au pays qu'elle est bonne gestionnaire et que les déséquilibres actuels ne sont que passagers. Comme nous le confie un haut fonctionnaire : « La majorité est au pouvoir depuis presque vingt ans parce que les Français étaient convaincus que, à la différence de la gauche, elle pouvait gérer sagement l'économie et assurer au pays une constante élévation du niveau de vie. Si elle se révèle maintenant incapable de faire de la bonne économie, pourquoi les Français ne voteront-ils pas pour la gauche, qui a maintenant un programme ? »

AL. V.

### Dans la presse parisienne

LE FIGARO : la crise est ouverte.

« La crise est ouverte. C'est une crise politique et morale où ce qui manque le plus est précisément la confiance. »  
« Ces hésitations, ces soupçons, ces incertitudes rongent la majorité. On assure que certaines espèces d'animosité se précipitent en même temps qu'un suicide collectif. Tel est le spectacle que donne la majorité. [...] Rien ne sert de détourner pudiquement les yeux devant les évidences : il y a des contradictions dans la position du président de la République et — conséquence peut-être de cette première et décisive constatation — la situation du premier ministre est désormais moins forte. »  
« Cet affaiblissement, jusqu'où ira-t-il ? »  
(JEAN D'ORMESSON.)

LA LETTRE DE LA NATION : la colère ne comble pas le vide.

« Déjà jurieux d'avoir posé un empire sur une jambe de bois, Raymond Barre s'est juché tout rouge contre ceux qui le lui ont fait remarquer. C'est bien naturel, d'autant qu'on plan de la bien humaine vanité, le succès remporté la veille par Michel Debré dans tous les groupes de la majorité avait de lui rester sur l'estomac. [...] »  
« Le sang-froid est aussi une vertu politique, et ce n'est pas en se mettant en colère le jeudi que le premier ministre comble le vide politique de sa déclaration de mardi. Yves Guéna le lui a fait encore remarquer hier : demander sa voie de confiance implique la définition d'une stratégie, et pas seulement la présentation d'un catalogue des mesures ponctuelles destinées à réparer quelques dégâts. [...] »  
« Si, en outre, comme le disent hier soir quelques commentateurs, « mettre le R.P.R. au pied du mur », il a tout juste mis le pied dans un trou. Ce n'est pas un incident de séance qui peut modifier une attitude mûrement réfléchie. »  
(PIERRE CHARPY.)

L'HUMANITE : la galère fait eau.

« La galère fait eau, et chaque député de droite le sait qui pense davantage à l'échec du printemps prochain qu'aux plages de l'été. [...] Il faut intervenir à ce pouvoir de nuire davantage à la France, lutter sans cesse contre sa politique, riposter à chacune de ses attaques, ne rien tolérer qui porte atteinte aux droits acquis. »  
« Ainsi et dans ce but, ont agi hier les travailleurs du secteur public. Ainsi le feront-ils le 1<sup>er</sup> mai avec tous les autres. Sans doute faudra-t-il faire plus encore. Mais à comparer l'atmosphère du début, dit de confiance, à l'Assemblée et celle qui régnait dans les manifestations de ce jeudi, on voit bien de quel côté, désormais, se trouve l'espoir. »  
RAYMOND GELLY.

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la décomposition.

« Le régime est en voie de décomposition. Cette décomposition a atteint une nouvelle phase. Jamais

on n'avait encore vu, sous la IV<sup>e</sup> République, un premier ministre accepter de la plus large fraction de sa majorité à la fois ses vœux et sa défection. Ce camouflet historique marque un jalou dans la décadence du régime. La crise morale dont souffre la majorité a revêtu une dimension politique dramatique. [...] »  
« Obéir à la logique — et à la morale — politique devrait normalement amener le président de la République à se séparer de M. Barre qui, soit par maladresse, soit par entêtement, ce qui revient au même, s'est trop engagé lorsqu'il a mis en demeure les gaullistes de lui accorder une confiance globale, qu'ils devaient lui refuser. »  
(PHILIPPE TESSON.)

L'AUREOLE : institutions délabrées.

« La confiance que le R.P.R. a votée, le président de la République et le premier ministre ne peuvent y compter pour obtenir sans des modifications très précises, très contraignantes de présentation et de contenu, la réalisation de deux actes internationaux. [...] »  
« L'accord de la Jamaïque sur les monnaies (qui consacre la démonétisation de l'or et le passage déjanté) ou système de D.T.S. liquidité croissante qui rappelle fâcheusement les assignats, à l'échelle mondiale. [...] »  
« Le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, prévoyant dans la mesure où les traités existants ne contiennent que des dispositions très vagues sur les pouvoirs que cette Assemblée pourrait exercer. [...] »  
« Ainsi, la présente session, qui est l'avant-dernière de la législature, n'a pas fini de se hérissier d'obstacles. Au gouvernement, les ministres R.P.R. ne cachent plus leur désarroi d'être tirillés entre leurs amitiés politiques et leur fidélité au chef de l'Etat. [...] »  
« M. Giscard d'Estaing n'ignore certainement pas à quel point les « institutions », autour de lui, se sont délabrées. »  
(J. VAN DEN ESCH.)

LE MATIN DE PARIS : désespoir.

« Le spectacle était dérisoire. Le dénouement de tout ce drame ? Le R.P.R. a voté le plan bis de Raymond Barre. Celui-ci aurait, malgré tout, perdu la confiance des amis de Chirac. Mais l'a-t-il jamais eue ? Il est probable que d'ici à mars 1978, cette perte de confiance fera l'objet d'analyses et de contre-analyses. [...] »  
« Au-delà de ces supputations, une chose est certaine, le premier ministre et son gouvernement ont perdu leur crédit dans le pays. »

LIBERATION : les beaux temps de la IV<sup>e</sup>.

« Cette fois, ça y est vraiment. On est revenu, à l'Assemblée, aux beaux temps de la IV<sup>e</sup>. Après en avoir tant vu, ce dévoué édifice qui, depuis près de vingt ans, n'aurait plus aux jeunes générations que le spectacle désolant de pupilles vides, ça-là le retour d'une nouvelle jeunesse ? L'avant-première donnée hier par le match R.P.R.-Barre nous le laisse penser pour de bon. »

## L'actualisation du programme un devoir de

### II. — REDRESSER

Dans son discours d'ouverture du 26 avril, M. Giscard d'Estaing a annoncé que le R.P.R. allait se réunir le 3 mai pour discuter de la mise à jour du programme. Cette réunion est attendue avec intérêt, car elle permettra de connaître les orientations que le gouvernement veut donner à sa politique économique. Les débats de ce jour-là seront certainement très intéressants, car ils mettront en présence des hommes de vue de la droite et de la gauche, et permettront de mieux comprendre les enjeux de la situation actuelle. Le R.P.R. a-t-il vraiment une stratégie claire ? Ou se contente-t-il de réagir à l'urgence ? Ces questions méritent d'être posées, et la réunion du 3 mai nous les fera connaître.

### L'emploi

Le thème de l'emploi est au cœur des préoccupations de la population. Les Français veulent savoir ce que le gouvernement propose pour lutter contre le chômage. Les débats du R.P.R. du 3 mai nous donneront des indications précieuses sur ce point. Il est important de noter que le R.P.R. ne peut pas se contenter de dire que l'emploi est prioritaire, il doit proposer des mesures concrètes et réalisables. Sinon, sa parole sera vaine.

Enfin, il est bon de rappeler que le R.P.R. n'est pas une simple coalition de partis, c'est une véritable force politique. Elle doit être capable de proposer une vision claire et cohérente de l'avenir du pays. Sinon, elle ne pourra pas remplir sa mission.

Le second acte de création des conditions de travail dans les entreprises productives. Comme le savent cette amélioration de la situation économique est une tâche ardue.

Le second acte de création des conditions de travail dans les entreprises productives. Comme le savent cette amélioration de la situation économique est une tâche ardue.

**LES MÉDICAMENTS**  
Envoyez 15 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 17, rue Jean-Dalot, 75014 Paris. Nous vous enverrons le dossier demandé (30 p. pour l'abonnement annuel 100 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

**INTELLECTUELS FATIGUÉS, LISEZ**  
**CHARLIE HEBDO**  
ÇA ME DÉTEND!  
WOLANSKI

مكتبة من الأصل



## POLITIQUE

### L'actualisation du programme commun : un devoir de rigueur

#### II. — REDRESSER L'ÉCONOMIE

Dans un premier article (« Le Monde » du 29 avril), M. Jean-Pierre Chevènement, député P.S. de Belfort, a énuméré diverses mesures qui devraient être retenues, selon lui, au cours des négociations sur l'actualisation du programme commun, en vue de relancer la consommation populaire.

Le retour au plein emploi doit résulter de l'addition de multiples éléments :

- Création de postes (santé, enseignement, administration) ;
- Développement de la demande pour les produits susceptibles d'être achetés par les couches populaires ;
- Lancement de multiples travaux d'intérêt collectif (maîtres vaillants dans un premier temps, puis au niveau des communes et des départements) ;
- « Reconquête du marché intérieur » dans les secteurs des biens de consommation durables et d'équipement ;
- Création de postes liés à des mesures d'urgence concernant les conditions de travail : réduction importante de la durée de travail pour les postes insalubres et dangereux (35 heures), réduction des cadences pour le travail à la chaîne ou aux pièces, création d'équipes supplémentaires pour le travail posté ;
- Abaissement de l'âge de la retraite, cinquième semaine de congés payés.

#### L'emploi

Cependant il convient de ne pas se faire d'illusions. Les créations de postes dans la fonction publique servent avant tout à répondre aux revendications des personnels actuellement employés sur des emplois précaires : vacataires, contractuels, etc. au nombre croissant de milliers. D'autre part, le gonflement des différents secteurs de l'industrie, les tendances à l'inflation et au déséquilibre extérieur.

L'axe principal de création des emplois doit être constitué par la création d'emplois productifs, d'abord pour faire face à l'augmentation de la consommation populaire, ensuite pour reconquérir le marché intérieur, enfin pour constituer la capacité productive du secteur des biens d'équipement. C'est donc là que les moyens de financement et de crédit devront être affectés en priorité. Pour soutenir ce mouvement, une réforme du système de financement de la Sécurité sociale, qui pénalise actuellement les activités utilitaires de main-d'œuvre, devra être amorcée.

Le second axe de création des emplois doit être l'amélioration des conditions de travail dans les activités productives. Comme le plus souvent cette amélioration demande une transformation des

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

installations qui peut prendre plusieurs années, elle passera dans un premier temps par :

- La réduction des cadences de travail pour tous les emplois insalubres, dangereux et pénibles ;
- La réduction des cadences de production ;
- Et la création d'équipes supplémentaires pour le travail posté (par exemple passage de quatre équipes en 3x8 à cinq ou six équipes en 4x6 pour le continu).

Ces mesures pourraient faire l'objet soit de décisions ou de recommandations au niveau gouvernemental, soit d'une négociation entre les syndicats et le patronat. Leur mise en œuvre concrète sera une des occasions de concrétiser le contrôle des travailleurs, au niveau de l'entreprise et de l'atelier, non seulement sur leurs conditions de travail, mais aussi sur l'emploi, les mutations, l'intensité du travail, les non-remplacements et les licenciements.

Toute politique de l'emploi passe enfin par une attention très grande portée au secteur des petites et moyennes entreprises. Il conviendra d'aider celles-ci à s'adapter aux charges nouvelles imposées par la législation. Pour créer un climat souhaitable de concertation et de loyauté réciproque, le rôle des collectivités locales peut s'avérer important.

Dans cette perspective la réforme du financement de la Sécurité sociale peut non seulement être une décision favorable à la création d'emplois, mais aussi, si elle est amorcée simultanément, rendre plus supportable un fort relèvement des bas salaires. En effet, les charges sociales représentent environ 40 % des salaires directs versés ; si dans un premier temps elles étaient transférées pour moitié à la fiscalité, cela rendrait possible une augmentation de 20 % des salaires, sans charge supplémentaire immédiate et donc sans effet inflationniste direct, pour les entreprises utilisatrices de main-d'œuvre. Cette charge se ferait sentir ultérieurement et d'une manière différente, en fonction du mode de ponction fiscale choisi.

Ainsi la « lutte contre l'inflation » utilisera les différents moyens de la panoplie disponibles :

- Contrôle et, s'il le faut, blocage des prix, des marges et des loyers (pour les produits industriels notamment à la production et au stade du commerce de gros) ;
- baisse des charges sociales pour les entreprises et notamment pour les P.M.E. ;
- baisse du taux d'intérêt associé à une réduction du crédit à la consommation ; la reprise de la consommation devant résulter avant tout du relèvement des salaires les plus bas, et le crédit devant être affecté en priorité aux entreprises ;
- défense du franc sur les marchés extérieurs (liée à une politique de retour à l'équilibre extérieur).

Cette lutte contre l'inflation devra résulter en partie de la reprise de l'activité économique et de la meilleure utilisation des capacités disponibles ; elle devra être accompagnée d'une active campagne d'explication auprès des différentes catégories sociales.

Sur le front extérieur, il ne saurait être question ni de « laisser glisser » le franc (ce qui aurait pour effet le renchérissement de nos importations), ni d'accepter la dépendance à l'égard des U.S.A. ou de la R.F.A. par une politique du déséquilibre extérieur débridée. Dans ce cadre, la

seule politique est celle du « retour à l'équilibre extérieur », qui doit résulter :

- De la « reconquête du marché intérieur » liée à une politique progressive de moindre insertion dans le marché capitaliste mondial ;
- D'une politique d'accords commerciaux avec les pays fournisseurs de biens indispensables (matières premières, énergie) liée à un effort pour économiser énergie et matières premières ;
- De l'arrêt de la fuite des capitaux et du démantèlement de l'appareil industriel français ;
- De la défense des secteurs industriels les plus menacés ;
- De mesures dissuasives à l'égard d'importations non nécessaires ;
- De l'utilisation vigoureuse de la réglementation des changes et du contrôle étroit des transferts d'actifs.

#### S'attaquer aux privilèges

Une telle politique comporterait, à coup sûr, des disciplines sévères. Mais celles-ci seraient acceptées parce que la démonstration étonnante serait apportée par la gauche, dès les premières semaines de son gouvernement, qu'elle s'attaque enfin aux privilèges et aux inégalités insupportables dont la société française donne depuis si longtemps le spectacle.

La politique « libérale » qui s'en remet aux impulsions du marché pour sortir la France de l'ornière a échoué. Dans la période de crise actuelle, l'idée de planification redeviendra une idée maitresse. Si la gauche ne sait pas s'en saisir énergiquement, c'est M. Chirac qui le fera, mais pour consolider les privilèges et les hiérarchies en place et restaurer l'Etat-U.D.R. Par les temps qui courent, le seul bien qu'on projetera qu'en parlant de planification le risque d'effrayer.

Je n'effrayerai sans doute que ceux qui ont peur de leur ombre : non seulement parce que la planification que propose le programme commun laissera en effet subsister l'économie de marché, mais parce que les Français ont été tellement déshabitués d'entendre parler le langage de la vérité qu'un effort de rigueur intellectuelle s'apparente encore à une provocation.

Si l'on entend par social-démocratie le compromis historique passé entre les grands monopoles et les organisations ouvrières, le programme de la gauche ne répond certainement pas à cette définition. Il tend à un tout autre but, aussi bien dans l'ordre interne que dans l'ordre international. Mais, si l'on entend par social-démocratie une société qui garantit les libertés et un minimum de sécurité aux citoyens, le programme commun est, à coup sûr, un programme social-démocrate.

La gauche, parce qu'elle s'en remet pour vaincre à la conscience des citoyens, peut et doit dire ces choses-là simplement. La voie choisie par la gauche française lie de manière indissociable le socialisme et la démocratie grâce à laquelle nous entendons y parvenir. Parce que c'est une stratégie de la prise de conscience, elle implique, de la part de ceux qui la mènent, un effort de rigueur et de vérité.

L'expérience du passé montre que la gauche s'est souvent divisée sur des choix de politique économique à court terme (1987-1997).

La gauche, par un solide accord sur ces questions, doit montrer en 1978 que, si la fidélité rime avec la médiocrité, la fidélité aux engagements pris ne va pas sans la rigueur.

FIN

AUTORISATION PREFECTORALE N°002

SAMEDI 30 AVRIL ET JOURS SUIVANTS

# BRADERIE MONSTRE

## LIQUIDATION TOTALE

avant travaux

## DU FABULEUX STOCK FOURRURES DU NORD

### COLLECTION PRESTIGE

Manteaux : Vison black diamond, blackglama, emba, saga, majestic, blanc, pastel, koh-i-noor, saphir, lunarine, etc.

ESCOMPTE : 15, 20, 25, 30 %

Manteaux : Castor, Zibeline, Chinchilla

ESCOMPTE : 15 à 40 %

Manteaux longs et capes du soir

ESCOMPTE : 20 à 50 %

### MANTEAUX LONGS DE SOIR

#### (EXEMPLES)

	PRIX liquidation	PRIX BRADERIE
Manteaux Chinchilla	54000f	43750f
" Vison Snow Top	42000f	35250f
Manteaux Vison Koh-i-noor, col renard blanc	32500f	27350f
" Vison dark	23750f	18650f
Manteaux Vison blanc	24750f	19350f
" Renard bleu	21750f	17250f
" Renard blanc	18750f	16250f

### CAPES LONGUES DU SOIR

Capes Breitschwantz, Vison blanc	32750f	27850f
" Breitschwantz	28750f	22350f

### MANTEAUX

	PRIX liquidation	PRIX BRADERIE
Agneau	1250f	450f
Lapin coté	1250f	580f
Mongolie intérieur blanc	1350f	950f
Lapin bariolé	1450f	650f
Lapin Nankin	1450f	950f
Lapin Neige	1650f	1150f
Veau façon Tigre	1850f	1450f
Marmotte morceaux	1750f	1150f
Pahmi	1850f	1150f
Mouton doré col Toscane	1850f	1650f
Guanaco morceaux	2450f	1650f
Mouton	2450f	1350f
Patte d'astrakan	2650f	1450f
Astrakan morceaux	2450f	1650f
Vison	2450f	1650f
Pahmi pleines peaux	3450f	2150f
Murmel	3450f	2350f
Ragondin	3850f	2450f
Opossum	3850f	2650f
Queue de vison	4350f	3450f
Astrakan swakara	6250f	4250f
Vison mille raies	6850f	4750f

### VESTES

Mouton couleurs	1150f	650f
Lapin Patchwork	750f	460f
Lapin Nankin	1150f	750f
Agneau Toscane	1850f	1250f

EXCEPTIONNEL !  
CREDIT GRATUIT

Tous les articles existent en quantité importante  
Garantie totale sur tous vos achats

115, 117, 119, rue La Fayette  
PARIS-10<sup>e</sup> (Près Gare du Nord)

Magasin ouvert tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h sauf le dimanche

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

### LES MÉDICAMENTS

Envoyez 15 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 30 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

**SAINT LAURENT**  
rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6<sup>e</sup>  
58 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 8<sup>e</sup>  
46 AVENUE VICTOR-HUGO, PARIS 16<sup>e</sup>





**مَكْذَا مِنْ الْأَصْلِ**



- Arrêter le dépérissement de Paris en freinant le développement des villes nouvelles
- Créer un fonds régional de l'emploi et favoriser la concertation

d'installation et de mise en place des structures  
par la loi du 12 décembre 1962, le maire  
de Paris réplique ainsi, sans y faire  
façon explicite, l'opposition, qui lui  
reproche l'inaction et qui affirme que le  
maire ne cherche qu'à s'occuper avec lui-  
même. — J.-M. C.

progressivement en place. Les secteurs d'activité suivants : artisanat, sports, culture, environnement, enseignement et logement. Leur rôle et leur composition ont été étudiés par M. Chirac en ces termes : « Les extra-municipales »

au niveau des maires d'arrondissement, les maires de la préfecture de police et de la ville de Paris. Les maires de Paris facilitent pour les maires, par exemple, les passeports, les cartes d'identité, l'identité. Les maires doivent, dans l'esprit du maire, connaître la vie quotidienne de la population. Les maires doivent, en ce sens, être pris en compte.

En effet, M. Jacques Chirac a déclaré le jour même de l'élection par les conseillers de Paris : « J'ai été étonné par la prise en commun avec elle qu'elle a faite » (*Le Monde* du 2-3 mai 1977). Pour les maires parisiens, le conseil municipal, tenu, par conséquent, par les élus municipaux, est un organe important et essentiel, les « communes extra-municipales » qui sont des

examineront les projets  
de loi touchant l'impôt  
concernés, qu'aucun  
définitif ne sera pris  
sans l'avis des  
membres présents, sur l'ordre  
compétent à comprendre sept  
membres, dont deux de la  
municipalité, auxquels se joindront  
les délégués de toutes les orga-  
nisations représentatives. (Au  
tour de la table les membres  
se lèvent.)

En outre, une concertation sera  
organisée entre la Ville de Paris  
et les associations de commerce  
et d'industrie par le d'un e  
table ronde participative, après la  
présentation des décisions au  
conseil. Tous les membres  
sont aux abonnés qui ont été  
nées se commencent.

Jeudi 27 avril, M. Jean Thèves,  
président de la chambre de com-  
merce, a été nommé président  
notamment de la commission  
M. Chirac a été la répression des

impérieux — définir  
place — comme  
politique — et — en  
l'emploi —  
l'emploi industriel — artisanal  
compagnie —  
dans l'agglomération parisienne,  
indispensable à son développement  
économique — d'une politique  
de sauvegarde — de réalalisa-  
tion des métiers et des  
savoirs —  
diversité sociologique,  
de ségrégation —  
ments — à plus forte raison —  
à quatre — pour — quartier  
maintien — essentiel —

La question se pose aussi de savoir comment le conseil de Paris justifiera ses impôts lorsqu'il se retrouvera devant ses contribuables : de la Région ou de la Limousin, ou comme député

Corrèze, M. Chirac siège à la droite. Le Limousin est une région à peu près désertique, avec un "un" trois départements. L'écrit est celui du rythme de la dépopulation à été le plus rapide. On a vu de nouvelles entreprises pe- moyennes, des activités artisanales, sans que les ad- ministres, qui se trouvent dans certains quartiers, le capitale, à l'épave de la région. On ne peut révéler un parti im- possible tenir, générateur de pires contradictions. On n'est pas plus jacobin que les autres. Les déclarations, toutefois, au- rant un double intérêt.

Elles rejoignent le fait que ne cessent de tenir la gauche la région parisienne, notamment dans les départements de la Seine, où les méfaits de la dé-

industrialisation  
départements du Nord, du  
Centre, de l'Ouest, de la  
Lorraine sidérurgique ?).  
obligent aussi le gouvernement  
à dire clairement quels sont  
ses objectifs et ses priorités  
dans l'aménagement  
du territoire d'appartenance  
pas au passé.

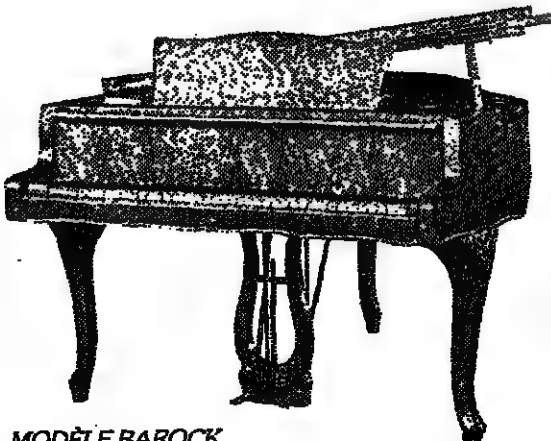
**FRANÇOIS GROSCHARD.**

M. Jacques Chirac a fait, « jeudi », avril, le point sur la grève « éboueurs qui a débuté le 21 avril. Il a indiqué que l'armée avait déjà ramassé « des tonnes d'ordures sur un terrain » (10 tonnes accumulées sur votre territoire). Les négociations continuent. Les syndicats.

« Dès que j'ai vu ma mère, j'ai eu le sentiment qu'une grève avait été évitée. Les Parisiens du nettoyage », a déclaré, a maire Paris, qui a dit que le mouvement « n'est pas de l'origine, d'une part et le fait « la C.G.T. a eu une ».

« ... », mais, « surtout », « ... » « promesses protocoles » par le folklorique participation à secrétaire d'Etat chargé de Manuel ». Il parlait de M. Lionel ...

M. Chirac a ajouté : « La grève « tout » même éclatés sans préavis. Malgré le caractère insuffisamment cordial de nos procédures, les négociations ont pas entre deuxième affrontement, M. Tiberi, « représentants des orléanais ». Il a précisé qu'il demandait à répondre « recevoir une avance éboueurs » pour sur d'éventuelles modifications à la grille



### MODÈLE BAROCK

## SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

- Étaend le sonore l'octaves 1/3, 5/8, 7/8, 8/8.
  - Le jeu résulte et équilibré du piano résulte du rapport favorable existant entre le levier et son poids sur toute la longueur de la touche au marteau.
  - 27 collages des plaques en acacia garantissent la plus grande - l'équilibre - le temps.
  - La disposition fonctionnelle de la lyre et les matériaux utilisés favorisent un jeu de pédales sans bruit.
  - La mesure des cordes se fonde sur le calcul et l'essai; avec la construction de la table, d'harmonie, elle garantit un son très pur.
- Sur demande :  
 - Clavier barié en ivore ou en platinium.  
 - Troisisme pédale.

La reproduction  
ci-contre,  
malheureusement  
en noir et réduite  
de près d'un tiers,  
permet cependant  
de se faire une idée  
du contenu du document.

Général précieux  
et indispensable à  
tout acheteur désirant  
fixer son choix  
avant l'acquisition d'un  
instrument **Delahaye Piano Denton**  
est envoyé gratuitement  
sur simple demande à :

## Piano center

**PARIS-OUEST :**  
71, rue de l'Aigle  
92250 La Garenne  
Tél. 742.26.90  
et 782.75.67

**PARIS-EST :**  
122-124, rue de Paris  
9310 Montreuil  
Tél. 857.63.38







JUSQU'AU 30 AVRIL CHEZ CITROËN

# 10 JOURS JAMAIS VUS



Désormais tous les concessionnaires Citroën sans exception vont arborer l'enseigne Eurocasion. Ainsi, la grande marque de l'occasion

bénéficiera à 100 % du dynamisme et de l'expérience du réseau Citroën. Quels que soient vos besoins, quels que

soient vos moyens vous trouverez chez Citroën la solution idéale à votre problème automobile. Pour fêter cela, Eurocasion invite pendant

10 jours à bénéficier d'avantages exclusifs et d'offres exceptionnelles.

## JAMAIS VUS DANS LE NEUF

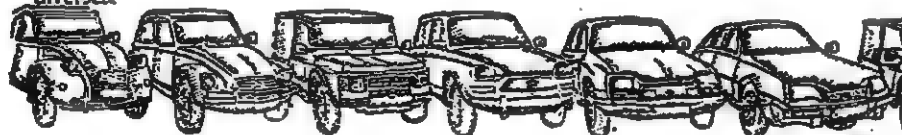
### Une Citroën 3 cv dans le vent: la Caban

La Caban est une voiture dans le vent. Elle est bleue avec des filets blancs. Elle se décapote complètement. Elle passe partout. La Caban est une CV originale. Tirée à 1500 exemplaires numérotés cette CV nouvelle vague vous permettra de distinguer dans le flot de la circulation.



### Toutes les Citroën à la une

Pendant 10 jours les voitures de la gamme Citroën attendront. Toutes les nouveautés 77 seront exposées à vos yeux. Vous pourrez essayer, tester, comparer les voitures les plus diverses.



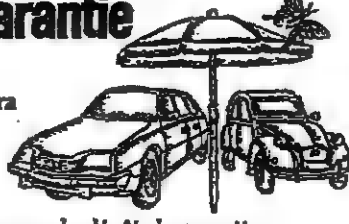
### Monsieur Crédit pour vous servir

Il est là pour vous conseiller et trouver la meilleure formule par rapport à vos besoins et à vos moyens. Grâce à lui vous obtiendrez un crédit parfaitement adapté à votre situation dans un temps record.



### Ecoplan: pas de dépôt de garantie

Jusqu'au 31 mai, si vous préférez la location longue durée Ecoplan, le dépôt de garantie sera demandé. Vous pourrez partir volant de n'importe quel modèle de la gamme tourisme en versant la première mensualité (par exemple 100 F pour une 2 CV Special ou 632 F pour une GSpecial) et vous aurez ensuite 47 loyers égaux. Chez Citroën pas de dépôt de garantie, pas de loyers qui augmentent le temps.



### Reprise exceptionnelle de votre ancienne voiture

Dans le cadre de ces 10 jours exceptionnels, on vous offrira pour votre ancienne voiture un prix de reprise supérieur à celui qu'on vous offrirait normalement. Si vous voulez changer de voiture c'est le moment d'en profiter vous ferez peut-être l'affaire de votre vie.



## JAMAIS VUS DANS L'OCCASION

### 6 MOIS DE CREDIT GRATUIT

Pendant les 10 jours "Jamais Vus" vous pourrez bénéficier d'un crédit gratuit sur les 6 premières mensualités. Cet avantage est obtenu sur toutes les voitures d'occasion, achetées du 20 au 30 avril, quels qu'en soient la marque et le prix.

### Des voitures de toutes les marques à tous les prix

Chez Eurocasion vous n'aurez que l'embarras du choix. Les 400 centres Eurocasion répartis dans toute la France vous proposent en permanence des voitures de toutes les marques françaises ou étrangères, de toutes les cylindrées, de tous les types et à tous les prix.

### Les garanties "sur mesure" Eurocasion

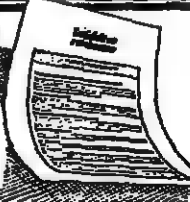
Chez Eurocasion les garanties s'appliquent à toutes les marques, à tous les modèles. Chez Eurocasion chaque véhicule est soigneusement examiné pour que vous puissiez rouler en toute sécurité. Trois types de garantie peuvent être offerts : • Garantie spéciale Eurocasion 6 étoiles, 6 mois pièces et main-d'œuvre dans toute la France • limitation de kilométrage • Garantie 3 mois pièces et main-d'œuvre nationale dans tout le réseau Eurocasion • Garantie 12 mois pièces auprès du centre Eurocasion

### Reprise immédiate de votre ancienne voiture

Non seulement nous vous reprendrons votre voiture à un prix meilleur, immédiatement, mais nous ferons tout pour que vous partiez vite au volant de votre nouvelle voiture. Si vous voulez changer, c'est le moment de profiter d'une reprise exceptionnelle Eurocasion.

### Le contrat "satisfait ou remboursé"

Pour la première fois dans l'histoire de l'occasion un contrat permet de juger si la voiture que vous venez d'acheter vous convient réellement. Avec le contrat "satisfait ou remboursé" vous disposez de 8 jours pour réfléchir, 8 jours pour décider en toute liberté quelles soient vos raisons si vous la gardez ou non. Tous les véhicules Eurocasion signalés par le bandeau "contrat satisfait ou remboursé" offrent cet avantage. Si vous n'êtes pas entièrement satisfait, vous serez totalement remboursé.



**EUROCASION: MAINTENANT CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES CITROËN**  
CITROËN présente TOTAL







# AÉRONAUTIQUE

L'ÉTAT BRITANNIQUE  
CONTROLERA QUATRE  
DES PLUS GRANDES SOCIÉTÉ  
D'AVIONS ET DE MISSILES

## Une impulsion nouvelle pour la coopération

Alger. — La coopération franco-algérienne dans le domaine de la recherche médicale a reçu une impulsion nouvelle à l'occasion des premières Journées médico-chirurgicales d'enseignement post-universitaire qui ont eu lieu à Alger. Organisées par la Société algérienne de chirurgie et la Société de médecine d'Alger présidées respectivement par les professeurs Meradji et Boudia, cette manifestation qui a été marquée par une conférence pour l'Algérie, a porté en particulier sur les perspectives d'organisation de la lutte anti-cancéreuse en Algérie.

Jusqu'à présent la médecine des professeurs donnait lieu à des conférences un véritable dialogue et les engagements de la médecine algérienne en matière d'expérience acquise par les Algériens dans les domaines de la cancérologie, de la chirurgie, de la cardiologie, de l'hématologie.

Les Algériens ont tenu à honorer l'intérêt de ce que leur ont dit ou montré les professeurs étrangers. Ils ont apprécié l'apport de leurs collègues à diffuser ailleurs et ont-ils le droit de profiter de ce qu'ils ont vu et appris.

Les biologistes algériens de l'hôpital Cochin, ont démontré qu'en Algérie les enfants atteints de diabète congénital graves peuvent être obtenus par la protection maternelle et infantile grâce à des précautions simples et élémentaires. Ces films ont été présentés à l'Académie de médecine apporté la preuve.

Dans le domaine de la cancérologie, la présence du professeur Pierre Denoix, directeur général de la santé publique en France, et de son adjoint, le professeur G. Lapeyron, pourrait ouvrir la voie à une « coopération bilatérale » entre l'Institut Gustave-Roussy du village et le Centre « Emmanuel-Mathias » de la ville de Paris. La coopération scientifique, thérapeutique, clinique, et technique. Cette coopération pourrait même être élargie à la fédération des centres de lutte contre le cancer, à l'ensemble des équipes algériennes chargées de la même tâche. Un projet d'accord entre les différents services, signé à l'occasion de ces journées, doit être soumis à l'approbation des autorités compétentes.

Ces derniers ont souligné la différence entre les sociétés avancées des pays développés spécialement à l'extrême et celles des pays en voie de développement qui doivent se préoccuper outre l'enseignement de la santé publique tout en montrant comment ils peuvent collaborer concrètement. Ainsi, l'insertion de

de projection de films réalisés au sein de microcinéma (par exemple, niveau) et particulièrement intéressés les cinéastes algériens qui souhaitent utiliser les techniques audio-visuelles pour la formation des étudiants et le recyclage des professionnels, mais même, des perspectives sont relatives à la coproduction de films de télévision pour atteindre le grand public à des opérations d'hygiène ou de prévention urbaine.

Les Journées sont marquées par des visites à Alger de Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, et à Paris de M. Boudjellah, qui vient d'être remplacé par M. Moudon.

**PAUL HULTA**

■ (A.F.P.). — Le British Aerospace, a été officiellement créé, jeudi 28 avril en Grande-Bretagne. Ses objectifs définis par son président Lord Beaverfield, seront de participer à l'expansion de l'économie britannique, et de copier autant que possible avec des sociétés étrangères. British Aerospace devrait avoir un chiffre d'affaires de 900 millions de livres (environ 6300 millions de francs) en 1985, et d'ici, un carnet de commandes évalué à 1.500 milliards de livres (12,7 milliards de francs), dont 75 % à l'exportation.

Wartan Atsengue, délégué de la région de la nationalité des Wa, a déclaré que la Commission d'enquête Hawker Siddeley Aviation, de l'industrie britannique, et les militaires américains, se qui réunis pour la première fois, ne possèdent pas de données précises sur les avions militaires qui volent dans les régions de la Colombie. Les militaires américains qui possèdent des hélicoptères, des quadricoptères et des avions de transport, ont des avions militaires et civils, des missiles et des équipements aéronautiques.

Le délégué a déclaré que la Commission des moteurs d'avions Rolls-Royce, qui groupe soixante-trois mille personnes pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 760 millions de francs (environ 1 milliard de francs).

## AVANT LA FIN DE SON MANDAT

## Le général Buis abandonne la présidence de la Fondation nationale pour les études de défense

A moins de seize mois de la fin de son mandat, le général de corps d'armée (cadre de réserve) Georges Buil va quitter le poste de directeur de la Fondation nationale pour les études de défense qu'il occupait, officiellement, depuis la fin de 1972. Le départ du général Buil, prévu pour la fin mai, est il, semble-t-il, à un décamètre de fond avec le ministre de la défense sur le rôle de ce centre. Il devrait entraîner d'autres démissions et, pour le moins, un renouvellement du conseil d'administration.

Créée par M. Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la défense nationale, en 1972, la Fondation est un établissement privé qui a pour but d'animer et de soutenir des études ou des recherches en matière de défense, qu'elles émanent d'initiatives individuelles ou qu'elles proviennent de l'armée, de l'administration, de l'université, de l'industrie ou de divers centres de réflexion politique. Composée d'un conseil d'administration de quatorze membres, dont sept sont

gnés par le ministre de la Défense  
et les autres par les  
grandes administrations civiles,  
la Fondation a été présidée, dès  
sa création, par le général Bois

## Un budget modeste

Depuis, la Fondation ■ organisée deux colloques internationaux ■ participe à la création, dans plusieurs universités à Paris et à proximité de cycles d'études sur la défense. Elle a publié ■ à raison d'un document par trimestre ■ six cahiers ■ de cent à cent cinquante pages relatant divers aspects politiques, économiques et stratégiques de la défense. Pour ce faire, elle dispose d'un budget relativement modeste, de l'ordre de 500 000 à 600 000 francs, selon les années, sur lesquels elle ■ a ■ amenée ■ par le biais de subventions pour la diffusion d'ouvrages d'autres instituts de recherches.

A plusieurs reprises, la Fondation a accueilli des représentants de l'opposition et des responsables

syndicaux ou religieux au sein de  
« carrefours » d'idées, notamment  
sur l'arme nucléaire et les thèses  
de la dissuasion.

L'esprit d'indépendance, qui a marqué ces confrontations, et la volonté de la Fondation de favoriser en France l'expression d'une pensée militaire affranchie des voies traditionnelles de la hiérarchie sont, semble-t-il, à l'origine de ces débats apparus dans les rangs des principaux animateurs de ce centre de réflexions avec les états-majors et le ministère de la défense.

Compagnon de la Libération après avoir rallié ■■■■ françaises libres ■■■■ 1941, ■■■■ cabinet de Christian Fouchet, haut commissaire ■■■■ la République en Algérie en 1962 et ancien directeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale, le général Buis avait reçu, en janvier 1972, après avoir été admis à la réserve, l'hommage du gouvernement pour « les qualités de courage et d'intelligence manifestées tout au long de sa carrière ».



**Quelque part aux environs de Salzbourg, un jour quelconque, sans rien de particulier... C'est que Salzbourg se trouve en Autriche.**

**Si vous rêvez d'un pays où le folklore échappe au show-business, allez donc à la découverte de l'Autriche!**

Veillez m'adresser des informations supplémentaires, par exemple tous les détails des circuits de voiture individuelle et en demi-pension de 10 à 14 jours à partir de 1415 F par personne.

Nom: \_\_\_\_\_ M III  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Ville: \_\_\_\_\_

A découper et adresser à  
l'Office National Autrichien du Tourisme,  
12, rue Auber, 75009 Paris.

Tout autre information auprès  
 de votre agence de voyages  
 ou Austrian Airlines.



# English Today

**RECEIVED**

**U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE**

**FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION**

**WASHINGTON, D.C.**

**MAY 1968**

**MEMORANDUM FOR THE DIRECTOR**

**SUBJECT: [Illegible]**

[The following text is illegible due to extreme blurring and low resolution.]



Quelques chiffres, quelques exemples à ce propos : 60 % de ses visiteurs déclarent venir à la Foire de Paris pour se documenter, 57 % pour s'informer en prévision d'un achat. L'an dernier, 43,4 % d'entre eux ont acheté ou passé commande ; 70 % ont dit qu'ils étaient disposés à acheter ou commander dans les jours suivants un des produits exposés. Un des plus importants fabricants français d'électro-ménager affirme que la Foire représente « un bain d'essai et un outil de promotion privilégié » pour ses productions. Un exposant du matériel de cuisine déclare : « Il se vend 150 ustensiles la semaine, ce qui est dix fois plus qu'à l'ordinaire » ; 100 à la Foire, cela veut dire dix fois plus de ventes qu'au cours des cours de l'année. « Quant à ce négociant qui fréquente depuis une quinzaine d'années le Salon des vins, il annonce qu'en quinze jours il a vendu l'an dernier quelque 7 000 bouteilles et réalisé un chiffre d'affaires de 40 000 francs.

Dans le cadre de ce Salon est organisée l'exposition de **Les vêtements** proposent de plus **modèles à mon-**

Il en va de même pour un autre thème faisant l'objet de nombreuses études : la réhabilitation des logements anciens. Grand nombre de

Cette exposition a été organisée en 1976. ■ l'on en juge d'après différents sondages INSEE, le nombre des ■■■■■ ne cesse d'augmenter. ■■■■■■ ■■■■■■ ■■■■■■, pour la satisfaction ■■■■■■ travail accompli de ses propres ■■■■■■ par ■■■■■■, ■■■■■■ souvent, car ■■■■■■ est ■■■■■■ de trouver

notre environnement, qu'il agisse au sein de la famille, des voisins, du travail, des associations, le besoin d'un « langage », lequel permettrait d'intégrer les objets personnels et leur qualité. Pour que ces productions soient accessibles au plus grand nombre, il nous faut donc qu'une impulsion soit donnée aux artistes.

Avec **plus** d'un **millier** de **travaux** de province **et** une audience **qui** **dépassent** largement le cadre **de** la **ville** parisienne, l'exposition des créations d'art **est** une **réussite**.

[illegible]

**FOIRE DE PARIS**  
Bâtiment 1 Allée H Stand 3H3 / Allée J Stand  
311 et 3S25 Stand coursive 1A2

**ROCHE-BOBO**

Don à découper pour recevoir « le coin du décorateur »

nom .....

adresse .....

Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS B.P. 25 92000 NANTERRE

فَكُنْ مِنَ الْأَصْلِ



# Venez choisir vos lieux de vacances

Au SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS, offices de tourisme, français et étranger vous attendent. Soyez curieux : parlez, regardez, lisez, interrogez ;



Il y a des vacances inattendues, des vacances imprévues, pour ceux qui ont envie de changer d'air. Pour vous, la Porte de Versailles s'ouvre sur un pas comme les autres.

FOIRE DE PARIS  
COMPARER POUR MIEUX CHOISIR

**FOIRE DE PARIS**

## Salon du Tourisme et des Loisirs

**30 avril-15 mai** 10 h à 19 h-Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30







## QUESTIONS D'AUJOURD'HUI



da PLANTT 1

## « Noireaude » dans les brancards

Vous allez donc prendre un petit coup de café, tout de même ! » Comment lui fuier quelques minutes à Guérande, la femme du Kerhuël et on « La Trinité-Langonnet (Morbihan), comme on dit par ici ? La voilà qui se repose sur la grande table de la salle, au carrelage astiqué comme au pont d'un navire, admirablement en grés, une miché au pain, le beurre salé traînant de la veille, les confitures de l'été dernier, la bûche de cidre pressé à la maison, « Servez-vous ! Il faut manger un peu ! Alors, mon cidre, il est plat ? » Les touristes, vous savez, aiment nos goûters de par ici. ■

A qui en revient l'idée? A M. Jean Poitrat, Ministre de l'Etat, et seul de la « bande » qui n'a pas été par alliance, mais avoir trouvé Seneque dans Foucault; à Mme de Grac, l'actuelle présidente, et à l'entendre encore? On ne saura jamais le fin mot de l'affaire: leur entente se fera se faire, une politesse comme une ballade. Et peu importe, car enfin, l'essentiel, c'était de se mettre d'accord sur une formule, puis de s'en servir pour promouvoir.

**Fouatta caohor**

La grande peut sembler simple à la portée de bien des femmes, quelque peu délaissées depuis la mode de traicteur, qui trouvent — on tressaie encore — un azibier. Mais là, à bance, par exemple, dans la paille sous le poids des ornements de sa gloire, pour avoir été toujours de toutes les grandes fêtes patronales, noces, banquets, fêtes, pèlerinages, parties de jours de fêtes, elle se sentait, elle se sentait, avec sur ses épaules, ses robes, avec ses bijoux et ses bijoux, prendre place, fesse à fesse, trois ou quatre fois, une fois, une fois, les jours de fêtes et de fêtes, cocher à la brancard, à la grande, à la grande, aussi large de poitrine que de croupe, rond d'un bout à l'autre, joyeux de tous côtés, plus que de tous côtés.

Mais la chose au grand jour, l'essieu, les jantes et les

brancards, les ~~un~~ un brin et  
remplir les caisses, un jeu d'en-  
fant. A dire les ~~un~~ un ~~un~~ un  
s'empresser de ~~un~~ un ~~un~~ un  
scéniques et les ignorants). Les che-  
villes, l'intérieur, l'air  
sacré. Et ce n'est pas parce qu'un  
matin on ~~un~~ un ~~un~~ un  
trouve dans la cour de la ferme  
qu'on ~~un~~ un ~~un~~ un  
compagnon de ~~un~~ un ~~un~~ un  
carriole. Alors, on l'a gardé, et il vit  
sa vie, heureux, partagé et  
son ~~un~~ un ~~un~~ un  
prés.

Les questions — primordiales — une fois réglées, il faut encore braver des étapes au coin des promenades. Plutôt que de chercher des itinéraires difficiles à partir de rares petits hôtels, un tour pour le gîte et le couvert, avec la possibilité de prendre le repas du soir à la table du maître de maison.

Aujourd'hui, après un rodage qui n'a pas été toujours facile, les Attalages de Bretagne comptent dix chars à bancs, dix postiers pour les faire se mouvoir au long des petites routes, toutes secondaires, qui joignent entre elles les hâtes, et une bonne cinquantaine de lits répartis en une

« On loge à cheval... » Il faut voir l'amabilité de tous ces « subergistes » improvisés, la chaleur de leur accueil et leur gentillesse.

**J.-M. DURAND-SOUFFLAND.**  
(Lire la suite page 20.)

(Lire la suite page 20.)

par vingt ans de rouille. Il souffrait, transpirait à grosses gouttes. F l'heure, il était assis sur une épave morale comprise. Où se logeait le plaisir ? Où était la détente au principe réparatrice des mauvaises fatigues et soucis de la vie ?

La reprise consacrée aux amateurs de week-end à cheval tournait sans joie ni sourires dans une carrière champêtre de l'Orne, patrie du cheval normand, si riche en haras, si déshéritée inexplicablement en centres équestres. Le noble animal y est au pré souverain. Il est partout et en action nulle part, mais aux arènes et à l'entraînement on ne trouve que des chevaux d'importation, des chevaux d'Amérique à l'abri des soucis indésirables.

N'en découvrons pas moins les chevaux d'instruction et de promenade, nos amis, dans les rares lieux où ils séjournent : ici, une toute superbement équipée dans la verdure, autour d'une courtoisie tenue au rang.

C'était dimanche dernier, 14 avril. Les chevaliers, une vingtaine en comptant le souffre-douleur, reprirent de la reprise, s'élevaient en file indienne au galop allongé et je constatai, une nouvelle fois, combien le cheval peut se trainer lamentablement à cette allure, alors qu'il sera, s'il a du sang, des origines et un dressage appropriés, dans une grande impulsion au pas. Et tendu comme

un arc. Un écuyer célèbre, James Fillis, je crois, prétendait avoir été proprement emballé au point de ne pas oser taquiner le paradoxe. Ce qui est sûr, c'est que le même homme travaillait à la perfection ses chevaux au galop en arrière.

[illegible]

des du parcour, sans vouloir  
 inutilement irriter la susceptibi-  
 lité. La recherche recherchée  
 avec les sites épargnés de l'âge  
 industriel, et à un paisible be-  
 havior ayant perdu jusqu'à la  
 dignité de son lieu le goût à  
 la vie, n'en sont que plus sur-  
 des plus agréables. Et à la fati-  
 que, et au faiblement du site  
 du porteur, et plus à fatigue  
 — une mentalité, — plus  
 grande est la mentalité. Alors, la  
 fatigue versée, et l'éreintement

[illegible]**ROLAND MERLIN**

(Lire ■ sulla page 20.)

## Ηιέραρχη

Al plus l'as, plus une tâche qui l'honore ~~indéfiniment~~ mais ~~un~~ mérite ~~pas~~ moins le respect, « l'animal le plus fier ~~enfermé~~ par la nature » ~~plus~~ plus qu'un véhicule sans ressorts, vaguement brouette, vaguement chaise à porteurs au service des ennemis de l'Inde et du risque, osons

## POINT DE VUE

## Au-delà de la randonnée

**L'**ÉQUITATION de loisir est en fait la plus vieille du monde, et pourtant la plus nouvelle. Ce cheval peut être monté dans trois optiques : le voyage, le travail ou les jeux, l'équitation technique et sportive. Ces trois attitudes ont fait en France trois phénomènes : d'abord on vit l'équitation dangereuse ; ensuite, une masse coexistait au lieu des deux domaines d'activité à plein air ; enfin, pour 80 % de la population cet art est devenu le loisir.

Un mot sur le danger : une pratique pédagogique qui ne se limite pas à mettre les élèves en situation de piquer, mexicaniser, etc.). On peut en outre accéder très facilement à la joie dans la promenade et dans la randonnée. On utilise tout simplement un matériel approprié. Aujourd'hui, les structures du marché ont rendu le cheval accessible à ceux qui n'ont ce type de parcs équestres. Les enseignants de pédagogie et, inversement, ceux qui maîtrisent la pédagogie sont trop souvent prisonniers des systèmes inadéquats. En effet, le public n'a priori attiré par le thème équestre est surtout composé d'une grande randonnée : en un mot, l'équitation transport.

C'est très normal, car le cheval peut passer partout et constitue un moyen de déplacement en détail, les hommes habitués de la campagne, absolument irremplaçable. Pour les paquets à porter, pas de marche fatigante. Le cavalier a, sur le terrain, l'autonomie extraordinaire du chien de chasse !

ment, sans paisible pour entrer dans le débat, la recherche équestre ne constitue pas une de fournir l'approche possible.

L'expérience montre cependant qu'un nombre important de ces cavaliers amateurs sont conquis et rapidement se sont habitués à plus de randonnées. Ils ont même acquis une certaine technique. On ne peut pas en parler de l'équitation de jeux ou de manège (gardiens, cow-boys, etc.). Les jeux équestres font des débuts de prometteurs au club de Loire et en Bretagne. Ils constituent le plus grand espoir d'un développement de ces activités au diapason d'un public chaque jour plus averti.

Aux Etats-Unis, cinquante mille personnes participent à l'équitation pratique, qui ouvre déjà les horizons d'un perfectionnement passionnant, techniquement abordable et développe le goût du cheval pour lui-même.

Enfin, un phénomène est en pleine expansion : le **crossing**. On prends aujourd'hui à Rome ce qui pourrait être un terrain d'atterrissage à conçu pour la rencontre des **business** et des **hobbies**. Les équitations de travail et de jeux, qui sont les plus anciennes, les plus brillantes et les plus jamais. Elles ouvrent les plus larges perspectives au développement : les **équestres** et à l'innovation dans ce domaine.

**PASCAL MARRY.**  
Ecuyer-professeur, directeur  
d'école équestre à Arignon.

**L'ALLIANCE  
EUROPEENNE  
DE L'AIR**

**VOLS CHARTERS A.-R.**

au départ ■ ■ ■

ATHENES	710 F
TUNIS	700 F
ISTANBUL	810 F
LE CAIRE	800 F
NEW-YORK	1.450 F
MONTREAL	1.530 F
TEHERAN	1.615 F
DELHI	1.700 F
TOKYO	1.750 F

Au départ d'Amsterdam

BANGKOK	1.750 F
HONG-KONG	2.810 F

Au départ de Luxembourg

KABOUL	2.100 F
--------	---------

2, rue de l'Ecole Polytechnique  
93 bis, rue de Valenciennes Paris 6<sup>e</sup>  
Tél. 44.40.40 & 44.40.44 - 24.62.72

**bon**  
pour recevoir gratuitement

■ brochure 77 M 17

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

- Qu'est-ce que  
 vous fait  
 dire en l'encre,  
 Mlle Boun, que j'ai  
 un voyage aux Antilles  
 dans la tête, ... et ce,  
 pour la période de  
 Paques ?

- Oui, Mademoiselle,  
 mais...

Le plus beau voyage que vous ferez avec  
 Jumbo n'est pas dans notre brochure.  
 Il est dans votre tête.

Nous n'aimons pas les voyages organisés.  
 Vous préférez imaginer. C'est pour ça qu'on a créé Jumbo. Et  
 les équipes Jumbo : des équipes de débrouillards qui vous aident, dans 23 pays, à construire le voyage que vous voulez faire, chez vous : découvrir le Maroc, le Portugal, les mains dans les poches (les femmes sont les bienvenues).

destination n'est qu'une formule Jumbo. Pour le prix du billet d'avion, Jumbo fait 3 cadeaux : il vient vous chercher à l'aéroport, vous offre des nuits d'hôtel à l'arrivée et Jumbocheques à échanger par exemple contre des nuits d'hôtel (ou location d'une voiture). Jumbo, c'est la seule formule de voyage qui vous permet de voyager sans vous sentir perdu. Ni prisonnier.

Il y a 29 Relais Jumbo dans 4 continents. En France, vous trouverez Jumbo dans les agences voyages et les agences :

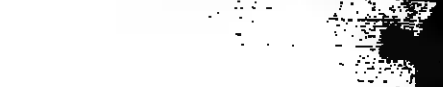
Si vous voulez la brochure Jumbo, nom et adresse complètes :

Nom .....  
 Prénom .....  
 Rue .....  
 Code postal .....  
 Ville .....

Envoyez à : Ted Jumbo, Jumbo : 3, rue Beffini - 92800 Puteaux

M. 10 - 300477







TOURISME

Les châteaux privés : un patrimoine menacé

LES propriétaires de monuments historiques mériteraient de vivre dans la lutte incessante qu'ils mènent pour la sauvegarde des châteaux privés. Un exemple : les châteaux de la Loire. Ils sont quarante-sept, propriété de particuliers, et sont répartis dans la région. Ils sont menacés par la dégradation, l'absence d'entretien, l'absence de visiteurs, l'absence de financement. Ils sont menacés par la dégradation, l'absence d'entretien, l'absence de visiteurs, l'absence de financement. Ils sont menacés par la dégradation, l'absence d'entretien, l'absence de visiteurs, l'absence de financement.

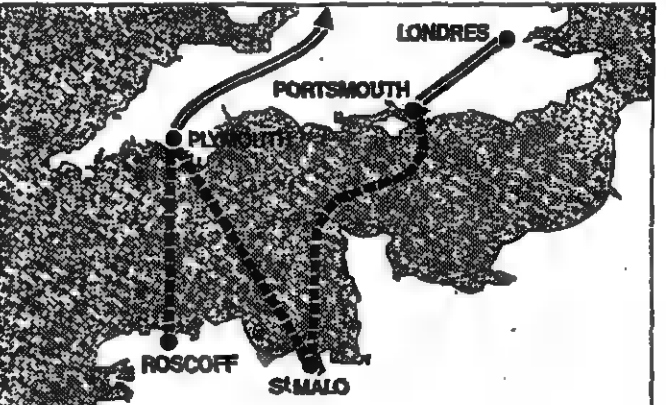
DIJON GARDE SA «CLOCHE»

Q uel est le patrimoine de la ville de Dijon ? La réponse est simple : la «CLOCHE». C'est un monument qui a été construit au 15ème siècle. Il est situé dans le centre de la ville. Il est menacé par la dégradation, l'absence d'entretien, l'absence de visiteurs, l'absence de financement. Il est menacé par la dégradation, l'absence d'entretien, l'absence de visiteurs, l'absence de financement.

L'arboretum de Chèvreloup et les autres

M. P. Bouvarel, inspecteur général de la recherche scientifique, membre du comité consultatif de la recherche scientifique et technique, vient de faire paraître la 1ère édition de son ouvrage. Il est intitulé «L'arboretum de Chèvreloup et les autres». Il est paru chez M. P. Bouvarel.

La Grande Bretagne pour moins cher en passant par la Bretagne.



En voiture ou en autocar, Brittany Ferries vous propose plusieurs services avec les liaisons maritimes assurées par ses ferries ultra-modernes. Voici un certain nombre d'exemples choisis parmi tous ceux proposés par les deux brochures Brittany Ferries 1977 que vous obtiendrez gratuitement chez votre agent de voyages ou en retournant le coupon-réponse ci-dessous à Brittany Ferries.

**1.075 F** par personne, 4 jours à Londres et Windsor en autocar au départ de Nantes, Rennes, Saint-Malo : le 6 juin. Hôtel 2/3 étoiles.

**2.125 F** par personne, 5 jours à Comouaille et Pays de Galles en autocar au départ de Nantes et Rennes : les 21 juin, 20 juillet, 18 août et 1er septembre. Hôtel 2/3 étoiles. Supplément au départ de Toulouse, Bordeaux, Lyon, Paris.

**1.035 F** par personne, 5 jours en Comouaille et Devon en autocar au départ d'Angers, Nantes, Rennes, Saint-Malo : les 24 juin, 15 juillet, 26 août et 9 septembre. Hôtel 2/3 étoiles.

**1.850 F** par personne, 10 jours à Londres et dans la campagne anglaise en autocar au départ de Saint-Malo : les 7 mai, 11 juin, 11 juillet, 6 août et 1er septembre. Suppléments au départ de Rennes, Toulouse, Bordeaux, Paris et Lyon.

**740 F** par personne (sauf juillet et août), pour 3 circuits au choix de 4 jours. Prix établi sur la base de deux personnes, comprenant le prix des traversées passagers et voiture et 3 demi-pensions.

**825 F** par personne (sauf juillet et août), pour embarquer à 2 en voiture à Roscoff ou Saint-Malo, traverser la Manche et puis aller où bon vous semble en Grande-Bretagne pendant 6 jours. Votre forfait comprend aussi 1 nuit en hôtel 2/3 étoiles (ou 3/4 étoiles pour 175 F de plus) avec petit déjeuner.

**Nuit d'hôtel gratuite** si vous embarquez à quatre dans une voiture, Brittany Ferries vous offre et vous réserve votre première nuit d'hôtel en Grande-Bretagne (2 chambres à 2 personnes dans un hôtel 2/3 étoiles). Offre non cumulable avec les différents tours et séjours indiqués par ailleurs.

**65 F** Brittany Ferries peut réserver votre première nuit d'hôtel en Grande-Bretagne pour votre arrivée à Plymouth ou Portsmouth dans un hôtel 3/4 étoiles (chambre avec douche et petit déjeuner continental). Supplément pour single : 40 F. Enfants de 2 à 14 ans : 35 F.

**100 F** Brittany Ferries peut réserver votre première nuit d'hôtel en Grande-Bretagne pour votre arrivée à Plymouth ou Portsmouth dans un hôtel 3/4 étoiles (chambre avec bain ou douche et petit déjeuner anglais). Supplément pour single : 40 F. Enfants de 2 à 14 ans : 35 F.

**950 F** par personne (sauf juillet et août), pour séjour de 5 jours et 4 nuits dans 11 endroits au choix (pêche, requin, ou à la truite). Forfait établi sur la base de deux personnes comprenant la traversée, une voiture, l'hébergement et tous les repas.



Gare maritime - 29211 Roscoff - Tél. (09) 69.07.20.  
Gare maritime - 35400 Saint-Malo - Tél. (09) 56.42.29.  
Toutes agences de voyages.  
Séjour circuit voiture Europ Assistance comprise.  
L.A. 771-551-567-197-771-616-190

La Clé d'un succès

1972 : Le Guide Gault-Millau de la France faisait pour la première fois son apparition dans le public, dernier venu après de nombreux autres guides gastronomiques.

1977 : l'IFOP procède à un vaste sondage national sur la notoriété des guides gastronomiques. A la question : «Citez spontanément le nom d'un guide que vous connaissez», les réponses ont été les suivantes :

- Michelin 26 %
- Gault-Millau 26 %
- Kléber 4 %
- Auto-Journal 2 %

Et, dans la région parisienne, Michelin obtient 55 % et Gault-Millau 56,2 %.

Il a suffi de quatre ans au Guide Gault-Millau pour devenir l'un des plus suivis du public. La raison ? Lisez-le et vous comprendrez.

Le Guide Gault-Millau de la France 1977, en vente chez tous les libraires et marchands de journaux.

Male: les jeunes

Les jeunes de Male, c'est une population qui a des besoins spécifiques. Ils ont besoin de loisirs, de culture, de sport. Ils ont besoin de se divertir, de se relaxer, de se rencontrer. Ils ont besoin de vivre, de grandir, de s'épanouir. Ils ont besoin de tout cela. Ils ont besoin de tout cela.

Francards

Les francards, c'est une population qui a des besoins spécifiques. Ils ont besoin de loisirs, de culture, de sport. Ils ont besoin de se divertir, de se relaxer, de se rencontrer. Ils ont besoin de vivre, de grandir, de s'épanouir. Ils ont besoin de tout cela. Ils ont besoin de tout cela.

DIRECTION NORVEGE

La Direction Norvège, c'est une population qui a des besoins spécifiques. Ils ont besoin de loisirs, de culture, de sport. Ils ont besoin de se divertir, de se relaxer, de se rencontrer. Ils ont besoin de vivre, de grandir, de s'épanouir. Ils ont besoin de tout cela. Ils ont besoin de tout cela.

SKAGENAK EXPRESSEN  
Fred Olsen Lines







**MENT-ILS MISER SUR L'AVENIR**

# FAITES UN BON TOUR.

A partir de **1490 F**  
**PARIS  
NEW YORK  
A/R SUR  
PAN AM 707**

Seul Tourwest vous offre 32  
départs à prix charter avec un  
service de ligne régulière. Dates de  
départ jusqu'en décembre, et sur Pan Am 707.

A découper et à retourner à Tourwest,  
205, rue St-Honoré 75001 Paris - Tél.: 260.30.85  
Veuillez m'envoyer une documentation  jette sur vos vols charters SMP.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresses \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

**TOURWEST: LES MEUX PLACÉS À L'OUEST.**

**tourwest** DANS TOUTES LES AGENCES  
DE VOYAGES

\*Taxes et assurance annulation non  
comprises. Réservation 60 jours  
avant le départ. 

# MAROC

## 8 jours 1230F

Destination	Durée	Prix
Grèce	15 h	2 185 F
Turquie	8 h	1 100 F
Israël	15 h	2 550 F
U.R.S.S.	15 h	2 360 F
Albanie	22 h	5 280 F
Indonésie	22 h	7 000 F
Inde - Népal	24 h	5 250 F
Kenya	17 h	5 285 F
Égypte	8 h	1 120 F
Tunisie	8 h	1 230 F
Maroc	8 h	1 230 F
Manne	24 h	4 975 F

☐ Pérou, ☐ U.S.A., ☐ Mexique, ☐ Argentine, ☐ Brésil, ☐ Venezuela, ☐ Espagne, ☐ Italie, ☐ Grèce, ☐ Turquie, ☐ Israël, ☐ U.R.S.S., ☐ Albanie, ☐ Indonésie, ☐ Inde - Népal, ☐ Kenya, ☐ Égypte, ☐ Tunisie, ☐ Maroc.

comprend : billet en avion, séjour en hôtel, etc...

### payscope international

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

nom \_\_\_\_\_

ville \_\_\_\_\_

LE A 63

☐ prix pour \_\_\_\_\_

☐ la plus longue \_\_\_\_\_

☐ postal \_\_\_\_\_

Pour lire  
 votre  
 numéro  
 (710) 640-0111 des 14 h  
 Pour recevoir sans frais  
 votre catalogue  
 contactez ce bon avec nous à  
 OFFICE DU TOURISME  
 7000 VILL. B

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_

\*Taxes et assurance annulation non comprises. Réservation 60 jours avant le départ.

\_\_\_\_\_















## Maison

**JANY AUJAME.**

Pour les moquettes synthétiques, la nouveauté technique est la thermofixation. Elle retourne

Ces tapis, de formats très divers, ont une texture à poil court et un revers en F. Leur velours est d'un rouge caractéristique qui donne une agréable apparence aux pièces. Les motifs d'inspiration turkmen, caucasienne ou traniennne, c'est-à-dire à motifs floraux géométriques.

21, rue des Bourdonnais 75001 Paris  
Tél. : 236.19.87 - 57.31  
5, boulevard Saint-Jean  
BEAUVAIS  
Tél. : 448.01.47, - 01.08.06.18

section « bricolage » pour  
cette année un centre d'animation  
qui sont pratiqués tous les tra-  
vaux pratiques d'aménagement.  
Peu de nouveautés au salon du  
confort ménager, mais possibilité  
de faire établir par ordinateur  
un budget de chauffage au gaz  
(bâtiment 7). Le Centre de  
recherche de l'esthétique se pré-  
occupe de l'aménagement de la  
(CREAC) donne des consultations  
du 2<sup>e</sup> au 4<sup>e</sup> étage du Centre  
syndicale où les papiers peints  
présentés également toutes  
les semaines. — J.A.

du Du 30 avril au 15 mai inclus  
 de 8 heures à 18 heures, les mardis  
 et vendredis jusqu'à 12 h.



## Les Créations Carlis

**« La Boutique du Canapé »**  
rue Faur, 75006 PARIS - Tél. :

encadrement d'art sous 48 heures  
**centre de  
l'encadrement**  
7,9 rue Fauré Boulevard 75010 Paris

**LITS CUIVRE 1930**  
couchage 90 à 140  
**SOLDES SOMMIERS MATELAS**  
grand choix  
Literies Grandes Ma  
**Lam Confort**

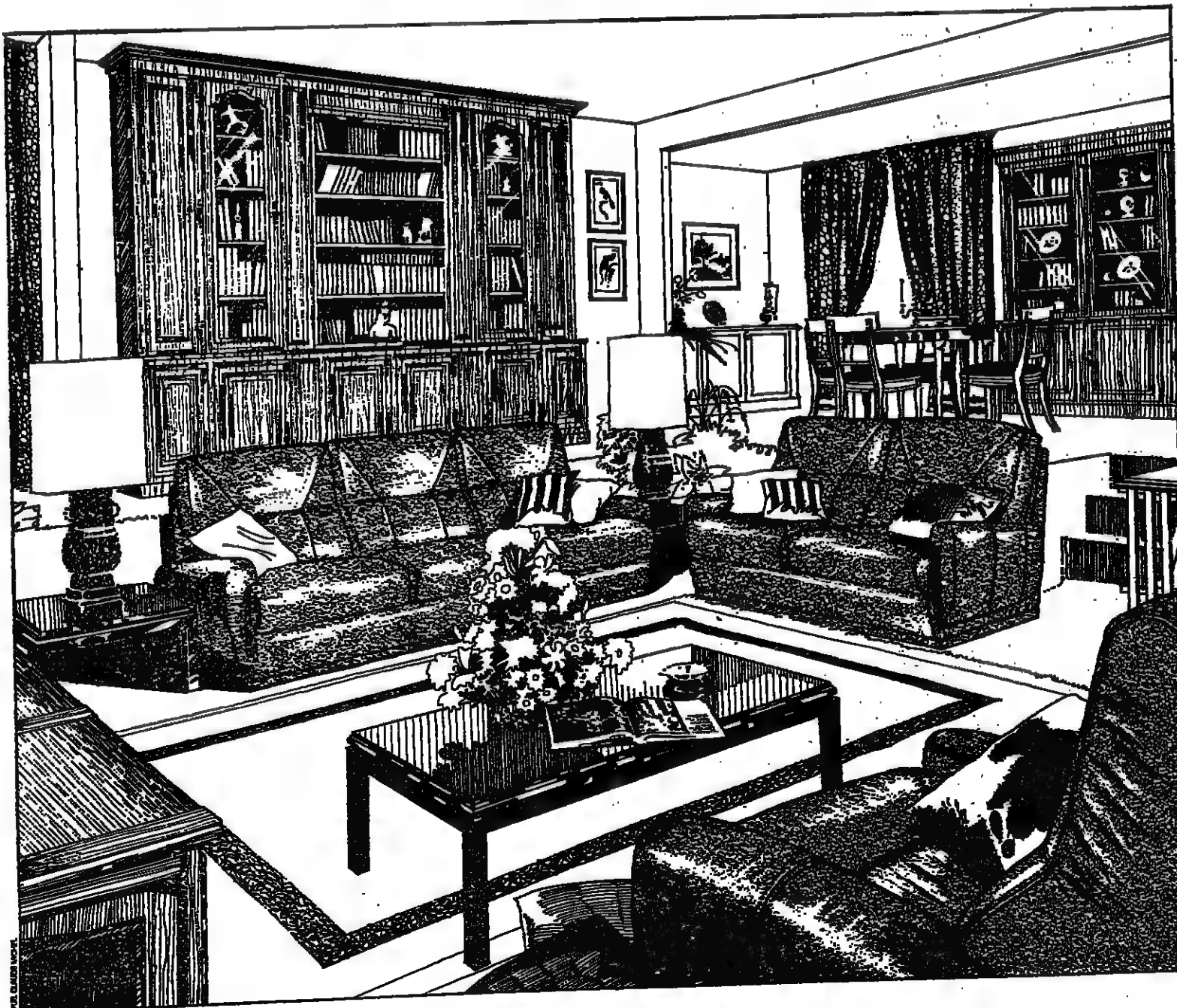
## Invitation au Voyage...

Dans leur atelier, Louis Cordesse ■ Françoise Ballay peignent ■ meubles anciens. Des meubles pour rêver. Avec la lumière ■ la Méditerranée, ■ collines antiques ombragées de cyprès ■ d'oliviers... De véritables "meubles tableaux". ■ invitent ■ venir ■ voir.

*Atelier  
du Prê*

183 RUE SAINT-MARTIN, PARIS 3<sup>e</sup> 277.63.37 ■ 39  
Ouvert tous les jours ■ 10h30 à 13h ■ 14h à 19h30

# Découvrez les espaces MD

meubles  
MD

**MD Bac**  
rue du Bac 7<sup>e</sup> - tél : 544.38.84  
**MD Saint-Germain**  
254, bd St-Germain 7<sup>e</sup> - tél : 544.38.84  
**MD Madeleine**  
15, rue Tronchet 8<sup>e</sup> - tél : 265.38.19







**DEUTSCH** **ENGLISH** **ESPAÑOL** **FRANÇAIS** **ITALIANO**

PARIS ORLÈANS BOURNEMOUTH BRIGHTON CAMBRIDGE DUBLIN EDINBURGH FIRENZE KÖLN LAUSANNE LONDON MADRID MONTPELLIER NEW-YORK OXFORD PARIS TORQUAY ZÜRICH

Apprenez les langues là où on les parle.  
**EUROCENTRES**  
FONDATION CENTRES EUROPÉENS LANGUES ET CIVILISATIONS - DANS TOUT L'UNIVERS -  
Renseignements et inscriptions Eurocentre @ Paris  
111, Passage Dauphine 75006 Paris Téléphone 01 47 77 11 11











هذه امن الاصل



**■ F.S.L. (Foreign Study Leave) :** séjours linguistiques en Grande-Bretagne, Irlande, P.R. : 1 890 à 2 260 F pour trois semaines.

★ 100, rue Saint-Lazare, Paris. Tél. : 874-93-65.

**■ Robert's :** séjours linguistiques au bord de la mer (1 750 F pour trois semaines) : échanges inter-familiaux avec Paris-Londres accompagné.

★ 53, rue de la Harpe, Paris. Tél. : 633-12-89.

**■ S.I.L.C. :** séjours internationaux linguistiques et culturels : séjours linguistiques en Grande-Bretagne. Prix : 1 600 à 2 300 F pour trois semaines.

★ 100, rue Jules-Ferry, 16000 Angoulême. Tél. : 01 95-83-56.

**■ Tourisme scolaire :** séjours linguistiques en Grande-Bretagne et en Allemagne. Prix pour trois semaines : 1 290 F (1 100 F pour cours) et 1 470 F (1 300 F pour cours). Voyage non compris.

★ 103, rue de Versailles, 75016 Paris. Tél. : 525-53-91, 520-22-07 et 520-44-44.

**■ Vacances jeunes :** séjours linguistiques (de 1 100 à 1 500 F pour trois semaines) en Grande-Bretagne, Irlande, Allemagne. Séjours linguistiques de quatre semaines aux États-Unis (de 1 500 à 1 800 F). Échanges inter-familiaux avec la Grande-Bretagne, l'Irlande (pour les moins de 18 ans), le Canada et les États-Unis (pour les quinze à vingt ans). Prix : 1 100 F, plus cotisation à l'association.

★ 57, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. : 292-39-29.

**■ Acte International offre une formule originale :** une année scolaire aux États-Unis, organisée en relation avec Florida Culture Exchange. Séjours de 10 à 15 semaines à dix-neuf ans. Les candidats sont hébergés dans des familles et sont incorporés dans le système scolaire américain, jusqu'à leur entrée dans les high schools. Prix : 6 800 F pour un semestre, 8 700 F pour

une année scolaire.

mi-août et mi-janvier.

★ 26, rue Rennequin, Paris. Tél. : 227-50-42.

**■ F.S.L. (Foreign Study Leave) :** séjours aux États-Unis pour les jeunes de quatorze à vingt ans. Accueil dans des familles américaines, trois de séjour par jour, activités.

★ 13, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. 637-16-23.

**■ Inter-échanges :** séjours linguistiques en Grande-Bretagne, Irlande, Allemagne. Prix : 2 010 F pour trois semaines aux États-Unis (1 100 F pour un mois). Séjours libres en Allemagne et en Irlande (de 1 554 à 1 710 F pour trois semaines).

★ 48, rue Albert-Thomas, Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

**■ 48, rue Albert-Thomas,**

Paris. Tél. : 205-83-44, 205-31-95, 205-25-09.

## Sur un air de musique

■ A l'été : colonies chantantes et chorales en juillet et août, pour les enfants de huit à quinze ans dans l'Aude, les Vosges, les Bouches-du-Rhône, et l'Aveyron. Prix : de 850 à 1 200 F pour trois semaines.

■ L'association pour l'adolescence en juillet, août et septembre. Prix : 500 F (voyage non compris).

★ 8, rue de la Source, Lyon. Tél. : (78) 27-35-77.

■ Association culturelle de l'Alma : camps de musique, chant, nature pour les jeunes de cinq à dix-huit ans. Travail musical en groupe le matin : balades, jeux, promenades, ateliers l'après-midi. Vélodrome du 3 au 10 juillet, et à Haguenau du 17 au 24 juillet, et à Haguenau du 31 au 7 août. Prix : 1 000 F (voyage non compris).

★ B.P. 403, 67000 Haguenau. Tél. : 765-14-19.

■ Fédération des auberges de jeunesse de France (F.A.J.J.).

musicales (musique +

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

en auvergne

pour les 10-17 ans

qui cherchent

autre chose :

3 semaines

de vacances sauvages

plein air pour les jeunes de six à

dans la Drôme, le Vau-

cluse, le Finistère-Sud et les Landes.

Du 11 au 17 juillet et du 11 au 17 août. Prix : de 1 370 à 1 500 F.

■ Séjours musicaux pour les plus

premier et deuxième degré (du 11 au 17 juillet) et séjours musicaux

actives (du 18 au 24 juillet) à

(Seine-et-Marne). Prix : 350 F.

■ Perfectionnement musical et cul-

turel : séjours de cordes (du 7 au 13 juillet, prix : 100 F) et

du 11 au 17 août, prix : 100 F) et

du 11 au 17 septembre, prix : 100 F à Châtenay-Malabry

(Hauts-de-Seine).

★ 2, place du Général-Leclerc, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. : 01 47 00 12 12.

■ Fédération des auberges de jeunesse (F.A.J.J.).

Folk sans solège (perfection-

nement et débutants) à La

Houmeau, du 11 au 17 août et du

8 au 14 septembre. Prix : 450 F.

■ Séjours folkloriques et populaires à

Brive (Corrèze), du 11 au 13 août

et du 15 au 27 août. Prix : 775 F les

deux jours.

★ 6, rue Mesnil, 75116 Paris. Tél. : 01 42 50 12 12.

■ Fédération des auberges de jeunesse (F.A.J.J.).

Le 11 au 17 juillet, prix : 100 F) et

du 11 au 17 août, prix : 100 F) et

du 11 au 17 septembre, prix : 100 F à Châtenay-Malabry

(Hauts-de-Seine).

★ 2, place du Général-Leclerc, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. : 01 47 00 12 12.

■ Fédération des auberges de jeunesse (F.A.J.J.).

Folk sans solège (perfection-

nement et débutants) à La

Houmeau, du 11 au 17 août et du

8 au 14 septembre. Prix : 450 F.

■ Séjours folkloriques et populaires à

Brive (Corrèze), du 11 au 13 août

et du 15 au 27 août. Prix : 775 F les

deux jours.

★ 6, rue Mesnil, 75116 Paris. Tél. : 01 42 50 12 12.

■ Fédération des auberges de jeunesse (F.A.J.J.).

Le 11 au 17 juillet, prix : 100 F) et

du 11 au 17 août, prix : 100 F) et

du 11 au 17 septembre, prix : 100 F à Châtenay-Malabry

(Hauts-de-Seine).

★ 2, place du Général-Leclerc, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. : 01 47 00 12 12.

■ Fédération des auberges de jeunesse (F.A.J.J.).

Folk sans solège (perfection-

nement et débutants) à La

Houmeau, du 11 au 17 août et du

8 au 14 septembre. Prix : 450 F.

■ Séjours folkloriques et populaires à

Brive (Corrèze), du 11 au 13 août

et du 15 au 27 août. Prix : 775 F les

deux jours.

★ 6, rue Mesnil, 75116 Paris. Tél. : 01 42 50 12 12.

■ Fédération des auberges de jeunesse (F.A.J.J.).

Le 11 au 17 juillet, prix : 100 F) et

du 11 au 17 août, prix : 100 F) et

du 11 au 17 septembre, prix : 100 F à Châtenay-Malabry



# Cinéma

(Suite de la page précédente)

Une histoire que délibérément René Férét évoque de façon très érudite (une longue séquence sur la déforestation de 14, une rencontre sur un qual de 1939, et, sous l'occupation, l'abattage clandestin d'une vache). Non sans que les orages du monde extérieur n'épargnent l'arbre familial, mais parce que ces orages n'ont pu atteindre sa racine profonde. Parce que l'essentiel s'est déroulé à huis clos, et que, pour René Férét,

[illegible]

## Prémices d'un marché

La salle retenue par l'étude Lucien-Poulain était comble samedi 27 avril en soirée. Les retardataires ont dû grimper sur des chaises dans le couloir pour assister à la première exposition de photographies organisée à Drouot rue gauche.

Un public nouveau, mais jeune, obéissait pour une fois les consignes de l'hôtel : « Ne pas fumer, pas de cigarettes plus qu'en un paquet ». Des photographes contemporains ont fait la rareté ni la renommée ne peuvent être garanties sans doute écarté beaucoup d'amateurs, pourtant attirés par la qualité de l'exposition de présentation de la photo de l'après-guerre. La plupart des photos contemporaines ont été achetées entre 200 et 300 F. Mais, à ces prix modestes, les tirages sont nombreux et portant les signatures à des prix élevés.

L'album des photos qu'un inconnu avait eu l'intelligence de constituer après une croisière aux îles lointaines au départ de ce siècle voit

signé, dont le tirage est annoncé à 100 exemplaires (entre 800 et 850 F.). Il n'est pourtant pas si difficile de retrouver une photo, comme témoigne un portrait de Maurice Rostand et Rosamonde Gérard, fait par Maynard en 1947, mais tiré en 1977 950 F.). La plus sûre est encore d'avoir un grand don : la photo de Man Ray, prise à Paris, le noir et blanc, est vendue à 3 000 F. jusqu'à 3 000 F.

70 000 F. de vacation peut-être, mais à ce qu'estiment ses organisateurs. Mais les photographes contemporains des amateurs à un prix élevé, au-delà du succès, la curiosité, clientèle potentielle. Aux commissaires-priseurs de ne pas la déconseiller par un prix artificiellement gonflé.

La vogue des expositions de photographies, notamment à l'École des Beaux-Arts, à la Lunn et à la Washington, a publié, un important public de photos, pour faciliter la tâche.

**JEAN-MARIE GUILLEUME**

**JEAN-ROGER CAUSSIMON**

## Un libertaire épicurien

Regard enflammé, et sourire caeleste  
 regard d'égout et bave en poitrine :  
 le col blanc blanc sur le visage noir.  
 Ce jour-là Cassimoum ressemble de  
 temps en temps à un esprit philo-  
 sophes et d'autres fois à un Riche-  
 leu paillard. Avec des mots tout à  
 fait (c'est lui qui le dit), il nous  
 promet la puissance, qui dérive sur  
 nous, comme foudre, comme incendie,  
 voyage chimérique. An-dé-la de là,  
 Cassimoum aperçoit la mer. Dans la foule pressée, hargneuse,  
 il s'écrope au ciel regardant, un fu-  
 nebreux comatosement, au vieux  
 plaisir heureux. Il leur invente  
 un destin, et discrètement les quitte  
 avant de s'enfoncer dans la nuit  
 d'un long couloir, pour aller  
 causer de sa jeunesse avec le  
 banc où viendra mourir un poète  
 râpé qui se voulait Verlaine et  
 n'était que lui-même.

[illegible]

**COLETTE GODARD.**

\* Renaissance, 21 heures.

# CHAILLOT

THEATRE NATIONAL

du 14 Avril au 1 Mai

Théâtre de la commune  
d'Aubervilliers

**QUATRE A QUATRE**

Pièce québécoise de Michel  
Garnau.

■ ■ ■ scène ■ ■ ■ Gabriël  
Garnau.

Inhabituel, très attachant,  
actrices québécoises  
excellentes.

Michel Cournot

Location 727.31.15

**MARAIS**  rue du Temple

**LIP 73-74**  
e goût de collectif

Un moment important d'actualité :  
recherche d'une autre approche.  
B. Châtaut  
(TRIBUNE SOCIALISTE)

« Beaucoup plus vivants et précis »  
un simple document.  
M. Péro  
(QUOTIDIEN DE PARIS)

« Vu de l'intérieur, ce que nous  
savions (par les nouvelles) apparait  
différent ».  
C.-J. Philippe  
(MATIN DE PARIS)

Une pédagogie chrétienne qui  
mérite de retenir l'attention ».  
L. Marcello  
(LE MONDE)

Ce n'est pas un discours flambant  
c'est un filin qui parle ».  
P. Domenech  
(MATIN DE PARIS)

Ces images du combat le plus  
exemplaire contre l'impérialisme des  
sociétés multinationales ont été  
complètement d'être vues et méditées  
toutes.  
(CHARLIE - HEBDO)

# LE DERNIER NABAB

**ROBERT DE NIRO • TONY CURTIS**  
**ROBERT MITCHUM • JEANNE MOREAU**  
**ALAN RICHMOND • DONALD PLEASANCE**  
**RAY NOLAN • DANA ANDREWS**  
et pour le 7ème film **HEREDY BOUTING**  
scénario de **HAROLD PINTER** produit par **SAM SPIEGEL**  
réalisé par **ELIA KAZAN** musique de **MANFRED MAYNARD**  
distribué par Cinema International Corporation

ENGHIEN MARLY / ASNIERES TRI-CYCLE / VERSAILLES CYRANO  
MAISONS ALFORT CLUB THIAIS BELLE ETOILE / ST GERMAIN 02

# Les Français ont adoré

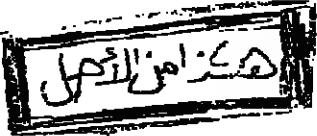
**Cousin  
Cousine**

# Les Américains en sont fous

**le plus grand succès historique  
du cinéma français aux États-Unis**

**vous pouvez le revoir  
ou le voir**

A partir d'aujourd'hui aux cinémas : Elysées-Lincoln - Saint-Lazare-Pasquier - Montparnasse-Pathé - Grands-Augustins - Panthéon (sous-titré anglais).





**STUDIO des URSULINES**  
10, rue des Ursulines • ODE 39.19

**VERMI** de MARIO BRENTA  
**SAIT**

**LA CRITIQUE UNANIME :**  
 « Un film qui vous réapprend ce qu'est le cinéma. »  
 (TELERAMA).  
 « Un chef-d'œuvre à voir » tout  
 de suite. »  
 (NOUVELLES LITTÉRAIRES).  
 « Comme pour Luis BUNUEL  
 dans "Les Enfants" »  
 (L'EXPRESS).  
 « Le film de Louis BUNUEL  
 évoque l'atmosphère des "Nuits  
 de la France" »  
 (NOUVEL OUVRIER).  
 « Une œuvre d'urgence. »  
 (QUOTIDIEN DE PARIS).

**HALTAC ÉLYSÉES**  
**MAISON GAUMONT**  
**MONTPARNASSE 83**  
**LIBERTÉ Lyon**

LE FILM  
QU'IL FAUT VOIR

LA  
GRIFFE  
ET  
LA DENT



RODOLPH  
FILM MUSSEL GERARDYNIEN

SON STÉRÉOPHONIQUE

**MERCREDI**

# EMITAI

## -THÉÂTRE MONTPARNASSE

## BALLET GITAN MARIO MAYA

**Mercredi 30 avril matinée supplémentaire à 17 heures**

MARIGNAN (v.o.) - QUINTEYETTE (v.o.) - A.B.C. Grand Boulevard (v.f.)  
CARAVELLE (v.f.) - FAVETTE (v.f.) - CAMBONNE (v.f.)  
GAUMONT GAMBETTA (v.f.) - ST-LAZARE PASQUIER (v.f.)  
GAUMONT EYRY (v.f.) - MULTICINE Champigny (v.f.)  
SYNE Le Bonnet (v.f.) - EPOCINE Episy (v.f.) - GAMMA Argenteuil (v.f.)

A nouveau fait fait de l'actualité  
 Tout le monde sur les ondes de l'écran.

A 4h 09 du matin le 5 Sept. 1971  
 athlètes sont pris  
 heures entier rebent

La scénette nerveuse l'emporte.  
 A voir. **LES 21 HEURES DE MUNICH**  
 Suspense effrayant.

**WILLIAM HOLDEN - FRANCO NERO - SHIRLEY KENNETH**

**LES 21 HEURES DE MUNICH**

**ANTHONY QUAYE - RICHARD BASEMANT**

Producteur: **FRANK CRONIN & FRANK CRONIN** - Réalisateur: **FRANK CRONIN** - Musique: **FRANK CRONIN** - Montage: **FRANK CRONIN**

Adaptation: **FRANK CRONIN & FRANK CRONIN** - Scénario: **FRANK CRONIN & FRANK CRONIN** - Réalisateur: **FRANK CRONIN**

Copyright: **FRANK CRONIN & FRANK CRONIN** - Tous droits réservés.

## Dove

## LE RETOUR DE PILOBOLUS

On le voit avec plaisir  
 être sympathique : quatre solides  
 filles volontaires,  
 étudiants en rupture d'un groupe  
 du Vermont, qui ont trouvé dans  
 la danse le moyen d'échapper à  
 une société contraignante et à la  
 tournée des bars. Les autres  
 membres du Philobus ne sont pas  
 des danseurs, plutôt  
 funambules et poètes. Ils  
 mettent leur intelligence, leur hu-  
 meur, leur énergie et des qualités  
 d'improvisation, de quoi ils poussent  
 jusqu'à l'exécution la plus parfaite.  
 Chez eux, tout procède de phéno-  
 mènes d'interaction et de réaction.

Comme beaucoup de compa-  
gnies, Pilobolus évolue d'un  
spectacle à l'autre. Depuis son der-  
nier séjour parisien, il s'est trans-  
formé. Le nouveau création, « The  
Invention of Soliloquy », est plus  
burlesque, plus dans un style  
de vieux film muet et rappelle  
fort les *Les Fous de Méliès*. Un  
bon *show-biz* à l'air barbu, un  
acrobate blond, une jeune femme  
rêveuse s'abaissent, s'agglutinent,  
ils poursuivent et construisent  
des coups de gestes insolites, d'exploits  
symploques et de déplacements  
insérés dans un univers absurde peu-  
plé d'êtres non identifiables.  
La musique aléatoire, vaguement  
moyenn-âgeuse, de Robert Dennis et  
Charlotte Rhea, pour bugles, clo-  
chettes et grelots, laisse à l'audi-  
toire les vieux fantasmes d'Écosse ;  
elle ne prive pas les danseurs de  
l'imagination. Écourtée par la grâ-  
ce qui peut être l'Espace Cardin  
à lumière, la première soirée du Pi-  
lobolus a laissé une impression qui  
d'encre jamais.

MARCELLE MATHIEU

MARCELLE MICHEL

■ Espace Cardin, jusqu'au 14 mai.

■ Stanislas Scierski, professeur au Théâtre-Laboratoire, fondé par Grellier, dirigera un spectacle, du 16 au 30 mai. L'abonnement avant le 5 mai à l'AFDAS, 24, rue Portury, 75017 Paris. Tél. : 227-95-93.

■ La chanteuse italienne Toto Bissainthe sera au théâtre de Sartrouville le lundi 5 mai à 21 heures.

**JEAN-MARIE DUNOYER**

(1) Principe, 12, rue de la Paix  
(2) ... 40, rue de l'Université  
(3) La ... 41, rue de ...  
(4) Galerie Jacob, rue Jacob  
(5) A ... 13, rue du Bac  
(6) Galerie de ... 11, rue de ...  
Nouveaux  
(7) La Photographie, 2, rue Christine, et Artcurial, 9, avenue Matignon

formes

## La peinture qui ose dire son nom

« ... bien, parmi il  
Force est de reconnaître chez les  
jeunes, chez leurs aînés, préfé-  
rant l'honnêteté et le naturel à l'agres-  
sivité, la peinture qui resterait  
redoublée peinture ne se porte pas mal.  
Celle des hommes et du bonhomme par  
exemple (1), qui n'est plus un  
qui se produit, dont se  
promesses. Elle demande figure-  
rive, si l'expression signifie  
quelque chose, sont identi-  
fiables, quoique travers bastards,  
qui a rien de rendre, le peintre donne  
quartier libre à ses châtiments, dissimule  
sans parler lui-même et le bonhomme  
et les chevaux. Un  
furieux les emporte, qui n'a plus  
rien que lots d'une sévère com-  
position. Ça bouge et tient,  
et couleurs d'une égale violence, au  
moins dans et  
dans l'immense assemblage de  
quareaux-né  
quatre-vingt-neuf ». Quel  
drame cruel et  
claire étrange où femmes et chevaux

Où, franchement, je suis sensible  
l'authenticité ■ ■ ■ la valeur ■ l'art ■  
Michel ■ ■ ■ Je ne le  
■ ■ ■ sincérité de la recherche  
■ Claude Grosse (2). ■ ■ ■ dernières  
peintures en deux mots ■ mon sens les  
plus faciles ■ ■ ■ à saisir ■ ■ ■ On  
■ ■ ■ transparaît ■ ■ ■ face de  
imaginaires tellement dantesques, tellement  
architecturaux, de dunes qui se changent  
en pyramides, ■ ■ ■ sableuses, orangées,  
■ ■ ■ longues traînes de rêve ■ ■ ■ des  
flaques géométriques indolges, qu'on a  
■ ■ ■ droit de se demander ■ ■ ■  
Claude Grosse ■ ■ ■ l'ambivalence et  
l'esthète. Quel pataphysicien d'une identité  
qui ■ ■ ■ découvre dans un univers pictural  
■ ■ ■ son image. Sans un nomme de  
pictographe : l'obscurité lui suffit. D'ici  
l'illumination, de Rimbaud, avait été  
trouvé en lui un instant qui s'élève  
■ ■ ■ l'insaisissable ■ ■ ■ l'insaisissable  
■ ■ ■ surprendre l'opulence.

Trop d'expositions donc, même on se  
barricade à celles où il y a quelque chose  
à voir. J'ai vu des plaques pour  
retrouver, plus affirmé, « talent d' »  
rencontrés naïfs. Ainsi les aqua-  
relles et les gravures d'Anaspia An-  
tonini (3), d'une retenue « d'une jeunesse  
dépassant » mêmes d'une technique  
consommée, se contentent des objets  
quotidiens qui recitent assez de poésie  
pour dispenser la délicate artiste d'en  
ajouter. Il y a aussi, « ment aux  
sur anecdotes de cette vision, les  
vampires jolies et les gouaches de  
Cargaleiro (4), qui «  
somproux » réfrèrent  
à « Porcelaine traditionnelle ».

Et voici d'autres retrouvailles. Ils sont **■** inscrites ensemble une

**A PARTIR DU 6 MAI**

THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE  
**TNP**  
THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE

Théâtre de la Porte Saint-Martin  
**POUR LES ENFANTS**  
mise en scène de Roger PLANCHON

**MARIGNAN PATHÉ • GAUMONT OPÉRA • QUINTETTE  
MONTPARNASSE 83 • GAUMONT GAMBETTA**

MAISON SEYDOUX présente  
**PHILIPPE LEOTARD • ALBERT DRAY • ZOE CHAUVEAU**  
 un film écrit et réalisé par  
**DANIEL DUVAL**

avec la participation de

**YVES STEFANE, DALIO**

avec **STEFANE BOUTY • TENNY CLEVE • MARTINE FLEUREN • LUCRÈSIE CHENIERE**

\* Filmé en 16 mm par le photographe **PIERRE LUCAS** - Montage de **JEAN-LOUIS BÉGIN** - Musique de **JEAN-LOUIS BÉGIN** - Production **JEAN-LOUIS BÉGIN** - Distribution **JEAN-LOUIS BÉGIN**

avec la participation de  
**YVES BENEYTON et DALIO**  
avec STEPHANE BOUTY • JENNY CLIVE • MARTINE FLEURS • LOUISE CHEVALIER  
\* Directeur de la photographie PIERRE LUCAS • Directeur du montage PAUL BLANCHET • Musique originale JEAN-PAUL CHIRON  
Producteur délégué MICHEL SÉDOL • Production CINEFLEX 212 • Distribution L'UNIFIL

## Photo

## Prémices d'un marché

[illegible]

# Les Français ont adoré

# Les Américains en sont fous

**vous pouvez le recevoir**  
**ou le voir**

JEAN ROCHEFORT · DOMINIQUE LABOURIER · MICHEL LONSDALE *donc*

# Le Diable dans la Boîte

un film de PIERRE LARY

**UNE RÉUSSITE !**  
Michel Morhrt LE FIGARO  
**A voir à tout prix !**  
L'AURORE

Ah si tous les premiers films étaient aussi réussis que celui de Pierre Lary !

**Enfin du comique  
qui dénonce sans  
jamais vouloir nous  
rassurer.**  
**LE NOUVEL  
OBSERVATEUR**

FRANCE-ÉLYSÉES - MONTE-CARLO - U.G.C. OPÉRA - MAXÉVILLE  
GAUMONT CONVENTION - MONT-PARNASSE 83 - CLICHY PATHÉ  
HAUTEFEUILLE - LES NATION - C2L Saint-Germain - C2L V...  
MULTICINÉ PATHÉ Champigny - FRANÇAIS Engliem - BELLE-ÉPINE  
- PATHÉ Thiais











**offres d'emploi**[illegible]

هكذا من العمل







## PRESSE

## NANTES

## CONFIRME SES PRÉTENTIONS

*Nîmes.....	1-0
*Bastia et Lille.....	1-1
*Marseille b. Lyon.....	3-1
*Valenciennes et Nice.....	1-1
*Lens et Nancy.....	1-1
*Saint-Etienne et Reims.....	0-0
*Metz b. Angers.....	4-2
*Laval et Bordeaux.....	0-0
*Troyes b. Paris-S.G.....	3-1
*Sochaux b. Rennes.....	2-1

## Hockey sur glace

### En championnat du monde

**L'U.R.S.S.**

## BAT LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Le champion du monde en titre, la Tchécoslovaquie, a été challengé, l'U.R.S.S. a été challengé à l'occasion du match du Jeudi 28 avril, à Vienne, les Soviétiques ont disposé de leurs rivaux par 6 à 1, faisant presque une démonstration de leur homogénéité et de leur rapidité. Les Tchécoslovaques relèguent les Tchèques à la dernière place du classement général provisoire. La place pour le moment aux Suédois qui ont une forme excellente.

**EQUITATION.** — L'équipe a remporté, jeudi 22 avril, à Rome, le Grand Prix des Nations par équipes. Elle a devancé, dans l'ordre, la Grande-Bretagne, l'Irlande, la France, l'Allemagne

**HIPPISME.** — La Grande Course du Tour du printemps, disputée le 10 avril à Chateaufort, est réservée au pari tiercé, a été gagnée par Fortinot, avec en Schoeller et d'Eschmacker. Les combinaisons gagnantes ont été 12-7-9.

COPROPRIÉTAIRE DE « L'EXPRESS »

**Sir James Goldsmith envisagerait  
d'acheter l'« Evening Standard »**

### De notre correspondant

Londres. — Alors que Lord Alton prêt, jeudi 22 avril, pour le débat de l'*Economic Standard*, le journal londonien vient de bénéficier d'un surcroît de quatre à six nouvelles grâce à l'intervention de l'*Observer*, quotidien britannique. Sir James MacGillivray, journaliste de l'*Observer*, a été nommé directeur de la rédaction de l'*Economic Standard*. Le journal londonien a une participation très importante dans l'hebdomadaire français *l'Express*. Mais les bureaux londoniens parisiens ne vont pas empêcher d'entamer une nouvelle offensive à Fleet Street.

Judi après-midi, les dirigeants du groupe Lorrho, président du très puissant groupe Lorrho, aurait également manifesté un intérêt pour l'acquisition de l'Evening Standard.

Pour l'instant, Str-James Gold-smith a eu l'air d'un homme qui se souciait de l'avenir de l'entreprise et de ses représentants des syndicats. Il lui a laissé un délai pour étudier les chances de maintenir l'*Evening Standard* en vie.

Selon d'autres rumeurs qui con-

Sir James Goldsmith, après avoir **été** dans sa tentative d'acquiescer **The Observer**, **avait** semble-t-il, **révisé** ses **intentions**.

## LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE

## D' « HISTORIA »

La revue *Historia*, que dirige M. Maurice Dumoncel, a célébré jeudi ses trente ans d'existence, qui ont porté son tirage de 30 000 à 100 exemplaires. On a organisé à cette occasion autour du *Mal français* de M. Peyreille, sous la présidence de M. Edgar Faure, une soirée à la Bretonnière. Les invités étaient : M. l'abbé Breton, M. l'abbé Jaudon, M. l'abbé Fontaine, R. Le Roy Ladurie, M. Massenet, Olivier Philip. R. en a été l'hôte. M. C. a été l'animateur. On dîna à ensuite réuni, entre les participants aux débats, M. de Guiringaud, Mme Simone Veil, M. Pierre Messmer et de nombreuses personnalités du monde politique, diplomatique, administratif, littéraire et universitaire.

● La rédaction française de l'agence *L'Express*, à l'apogée de son développement, a observé, le vendredi 29 avril, entre 8 heures et 2 heures, une grève d'avertissement pour protester contre la politique d'extinction de la direction, qui s'est traduite, en l'espace d'un mois, par des arrêtés successifs adressés à deux rédacteurs ».

● La rédaction française de l'agence **France Press**, à l'appel **des** **syndicats** **internationaux**, observé, le vendredi 29 avril, entre **11** heures et 2 heures, une grève d'avertissement pour protester contre « la politique d'intimidation de la direction, qui s'est traduite, en l'espace d'un mois, par des enrôlements adressés à deux rédacteurs ».

*Pas cher,*

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

**LOTO**

# LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

**GRILLE A/B**

78	REVISABLE	2500 FD	90% / 15	CF.
----	-----------	---------	----------	-----

N° Dép. Prix moyen du m²  
Prix moyen du m² terrain  
Prêt ou Crédit Foncier  
Livraison et

**1974**

Nombre d'app.  
Maison individuelle  
Garage particulier  
Garage en sous-sol de l'hab.  
Parkings en surface  
Gare  
R.E.R. Station  
Autoroute

**LA MAISON DU G. SCIC**

15, boulevard de Vaugrain,  
Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

B/S 78 5.700 80 % 1977

FD 20

GARE A 1 KM VERS ST-LAZARE

AUTOROUTE DE L'OUEST A 5 KM

**LE PARC DE LA MAYE - 17, av. de la Maye, VER-SAILLES** - Près du Chemin résidentiel. 3 petits immeubles d'un parc de 6.000 m<sup>2</sup>. Grandes terrasses. Jardins privatifs. Du stud. au p. Bur. vite s. pl. lundi, jeudi, vend. 9 h. à 12 h. 30 et de 14 heures à 17 h. 30, tél. 954-06-07, IMMOBILIAIRE SPEL, 14, av. F.-Roosevelt, Paris (8<sup>e</sup>).

B/S 78 4.500 80 % 1978

FD 04 E

**VERSAILLES ETATS-UNIS - 27, av. des Etats-Unis - 20, rue Victor-Bart, Versailles** - Une gamme diversif. ch. et d'app. du 2 au 5 p. de diag. imm. de p. cit. t. Sur. vite s. pl. t.l./rs sf mardi et merc., 10 à 18 h. et 14 à 19 h. **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugrain, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

B/S 78 4.900 80 % 1979

FD 59

**TRADITIONS - tr., 5-7, r. Jean-Mermoz, Versailles**. Après Champ-Lagarde; du Va tradit., hérit. du gr. siècle, au conf. de la techn. contemp. S. pl. jeudi-vend. 14 h. à 17 h., sam.-dim. 10 à 12 h. 14 à 20 h. Tél. 951-40-61. **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugrain, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

B/S 78 4.000 80 % 1978

FERME 82

**RÉSIDENTIE BOUGIVAL-MALMAISON - 24, rue Yves-Toussaint, Bougival - Dors magnif.** boisé piscine dominant la Seine, en retrait du R.N. 13, nous vous offrons, au calme, une construcc. de petits imm. de 3 à 5 ét., du studio au 5-p. Visite appt titulaires place : s. m. dim. et lundi, 14 h. à 18 h. et sur rendez-vous. C.I.P. 21-23, av. Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

B/S 92 4.500 80 % 1977

FD 25

LIVRAISON IMMEDIATE

**19, RUE P.-BROSSETTE Rueil-Malmaison** - Deux élégants petits immeubles avec jardins dans un quartier résidentiel à proximité du métro - 2 à 3 pièces - Expo. plein soleil - Balcons - Terrasses - Appartement complet, s. m. dim. et dimanche de 14 h 30 à 18 h 30. **PROMEX**, 65, rue Remarque, Paris-17<sup>e</sup> Tél. 755-82-10

E/S 92 4.900 80 % 1977

FERME 20

**RÉSIDENTIE DES FONTAINES - 1 bis, rue des Fontaines**. Située dans un site privilégié à 5 min. de la gare, au calme, au mil. d'un parc de 5 000 m<sup>2</sup>, près ville, une construcc. de 3 pet. imm. de 3 et 4 ét. en pierre de taille. Niveaux 16 optés, 2 au p. bur. de m. m. pl. samedi et dimanche de 14 h. 30 à 17 h. 30 C.I.P. 21-23, av. Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

C/S 92 7.750 80 % 1977

FD 28

**RÉSIDENTIE RACINE - 61, bd Racine, Neuilly-s-Seine** - un immeuble ou confort raffiné. Sur place tous les jours sf mar. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75. **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugrain, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

B/S 93 2.600 80 % 1978

FD 232

PRETS FONCIERS PERSONNALISES LIVRAISON IMMEDIATE

**LES DEMOISELLES DE BOIGNY - rue de la Préfecture, 10 minutes Porte Bagnolet** - 200 m<sup>2</sup> peut-être 81). Du stud. au 5 p. Les copropriétaires reçoivent s/pl, se pour donner informations néces. : plan financier, factures charges précises puisqu'ils gèrent avec parties communes.

E/S 94 581.700 80 % 1978

FD 57

**VERGERS D'ORMESSON - Chaumie des Hautes-Berges**. Prox. chât. d'Ormesson, versant sud vallée du bras, dom. ha, 57 indiv. av. double, ch. Constr. mod. en dur av. vid. sanit. Visite t.l.j. sf mardi et mercredi 10 h. à 12 h. 30 et 14 h. 30 à 17 h. 30 C.I.P. 21-23, av. Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

... et un prêt CDE financera votre achat :

**cde**

**Comptoir des Entrepreneurs**

6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 260.35.36.

Tous financements immobiliers depuis 1848.



# JUSTICE

## AUX ASSISES DES YVELINES

### « Le court-circuit d'un homme normal »

Versailles. — Lorsque les psychiatres auront scientifiquement expliqué comment un homme socialement bien intégré et sain d'esprit peut devenir brutalement un meurtrier, il sera sans doute plus facile de comprendre pourquoi — par exemple — M. Raymond Maillard, un artisan maçon carreleur de vingt-

sept ans, répond depuis le jeudi 28 avril devant la cour d'assises des Yvelines de l'assassinat d'un agent payeur de la Caisse des allocations familiales. Car le mobile — la soif d'argent — invoqué par l'accusé ne suffit pas à expliquer l'énorme contraste entre la personnalité de M. Maillard et la cruauté des circonstances de la mort de M. Hubert Mouchel, la victime.

#### De notre correspondant

Ancien carreau de la rue de la République, M. Maillard, 40 ans, un salaire mensuel de 1.600 F, l'accusé a travaillé de gros efforts pendant quatre mois à la paroi de la cathédrale de Versailles, avec médaille de bronze, son CAP de carreleur afin de pouvoir s'installer à son compte. « Au début, j'étais très heureux, explique-t-il, mais, peu à peu, j'ai senti que je n'étais plus utile. J'ai commencé à me sentir seul, puis à me sentir triste. J'ai commencé à me sentir malade. J'ai commencé à me sentir dangereux. J'ai commencé à me sentir... »

« Vous venez de me dire que vous n'avez pas de problèmes, que vous êtes un homme normal, que vous êtes un homme qui aime son travail, que vous êtes un homme qui aime sa famille, que vous êtes un homme qui aime la vie... »

## A BORDEAUX

### Le tueur à petits gages et l'amour fou

#### De notre envoyée spéciale

13 juin 1975, en débarquant sur le quai de la gare Saint-Jean, à Bordeaux, Ghislain Goupil, vingt-cinq ans, inculpé de l'assassinat de David Boerner, a été condamné à quinze ans de prison. « C'est une honte », a-t-il dit, « car j'ai beaucoup d'imaginations. Le monde est plein de choses que l'on ne voit pas. Je suis un homme qui aime la vie, qui aime son travail, qui aime sa famille. Je suis un homme qui aime la vie... »

« L'affaire Goupil est un exemple de la violence qui se cache sous une apparence normale. C'est un homme qui aime la vie, qui aime son travail, qui aime sa famille. C'est un homme qui aime la vie... »

« L'affaire Goupil est un exemple de la violence qui se cache sous une apparence normale. C'est un homme qui aime la vie, qui aime son travail, qui aime sa famille. C'est un homme qui aime la vie... »

#### Napoléon et l'amour

« Je me souviens de l'époque où Napoléon était à l'école. Il était un enfant qui aimait la vie, qui aimait son travail, qui aimait sa famille. Il était un homme qui aime la vie... »

« Je me souviens de l'époque où Napoléon était à l'école. Il était un enfant qui aimait la vie, qui aimait son travail, qui aimait sa famille. Il était un homme qui aime la vie... »

« Je me souviens de l'époque où Napoléon était à l'école. Il était un enfant qui aimait la vie, qui aimait son travail, qui aimait sa famille. Il était un homme qui aime la vie... »

## FAITS ET JUGEMENTS

### Confrontation entre le docteur Azorad et l'ancien directeur de l'administration pénitentiaire.

M. Guy Fioch, juge d'instruction chargé du dossier de l'affaire de la Bregle, a procédé le jeudi 28 avril à une confrontation entre le docteur M. Henri le Corno, inspecteur général de l'administration pénitentiaire de la région de la Bregle, et l'ancien directeur de l'administration pénitentiaire de la région de la Bregle, M. Dr Nelly Azorad, ancien directeur de l'hôpital de la Bregle.

### Inculpation d'un inspecteur des P.T.T.

Un inspecteur des P.T.T. de Nancy, M. Maurice Kleiber, a été inculpé après avoir été condamné à dix ans de prison pour avoir tenté de régier ses activités dans un grand magasin parisien avec un chèque volé à une banque d'identité fautive. La police l'avait trouvé en possession de plusieurs autres chèques et plaques d'identité fautive. M. Kleiber avait mené, l'an dernier, une enquête administrative sur des détournements de courriers qui avait abouti à l'inculpation de deux employés du tri postal de Nancy. Ces derniers avaient détourné des lettres adressées notamment à des associations de combattants et à des associations de femmes.

### Escoquerie au travail à domicile.

M. Jean-Louis Murat, vingt-cinq ans, originaire de Lille, a été accusé, mercredi 27 avril, après avoir été condamné à dix ans de prison, d'avoir tenté de régier ses activités dans un grand magasin parisien avec un chèque volé à une banque d'identité fautive. La police l'avait trouvé en possession de plusieurs autres chèques et plaques d'identité fautive. M. Murat avait mené, l'an dernier, une enquête administrative sur des détournements de courriers qui avait abouti à l'inculpation de deux employés du tri postal de Nancy. Ces derniers avaient détourné des lettres adressées notamment à des associations de combattants et à des associations de femmes.

« Une plainte pour incitation au racisme devait être déposée en vendredi 28 avril par la mairie de Strasbourg de la Ligue des droits de l'homme, contre le docteur M. Henri le Corno, directeur de la région autonome de la Bregle. Il a été reproché à ce dernier d'avoir incité les citoyens à la haine raciale et à la violence. Le docteur le Corno a été condamné à dix ans de prison pour avoir tenté de régier ses activités dans un grand magasin parisien avec un chèque volé à une banque d'identité fautive. La police l'avait trouvé en possession de plusieurs autres chèques et plaques d'identité fautive. M. le Corno avait mené, l'an dernier, une enquête administrative sur des détournements de courriers qui avait abouti à l'inculpation de deux employés du tri postal de Nancy. Ces derniers avaient détourné des lettres adressées notamment à des associations de combattants et à des associations de femmes.

« Une plainte pour incitation au racisme devait être déposée en vendredi 28 avril par la mairie de Strasbourg de la Ligue des droits de l'homme, contre le docteur M. Henri le Corno, directeur de la région autonome de la Bregle. Il a été reproché à ce dernier d'avoir incité les citoyens à la haine raciale et à la violence. Le docteur le Corno a été condamné à dix ans de prison pour avoir tenté de régier ses activités dans un grand magasin parisien avec un chèque volé à une banque d'identité fautive. La police l'avait trouvé en possession de plusieurs autres chèques et plaques d'identité fautive. M. le Corno avait mené, l'an dernier, une enquête administrative sur des détournements de courriers qui avait abouti à l'inculpation de deux employés du tri postal de Nancy. Ces derniers avaient détourné des lettres adressées notamment à des associations de combattants et à des associations de femmes.

« Une plainte pour incitation au racisme devait être déposée en vendredi 28 avril par la mairie de Strasbourg de la Ligue des droits de l'homme, contre le docteur M. Henri le Corno, directeur de la région autonome de la Bregle. Il a été reproché à ce dernier d'avoir incité les citoyens à la haine raciale et à la violence. Le docteur le Corno a été condamné à dix ans de prison pour avoir tenté de régier ses activités dans un grand magasin parisien avec un chèque volé à une banque d'identité fautive. La police l'avait trouvé en possession de plusieurs autres chèques et plaques d'identité fautive. M. le Corno avait mené, l'an dernier, une enquête administrative sur des détournements de courriers qui avait abouti à l'inculpation de deux employés du tri postal de Nancy. Ces derniers avaient détourné des lettres adressées notamment à des associations de combattants et à des associations de femmes.

## ÊTES-VOUS POUR L'OUEST...OU POUR L'EST?



<p>... en matière de vols, il n'y a pas de problème. C'est un homme qui aime la vie, qui aime son travail, qui aime sa famille. Il était un homme qui aime la vie...</p>	<p>... en matière de vols, il n'y a pas de problème. C'est un homme qui aime la vie, qui aime son travail, qui aime sa famille. Il était un homme qui aime la vie...</p>
<p>NEW YORK, 249 - 61 mm - 94% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>	<p>NEW YORK, 249 - 61 mm - 94% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>
<p>LOS ANGELES, 215 - 2mm - 71% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>	<p>LOS ANGELES, 215 - 2mm - 71% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>
<p>NEW YORK, 249 - 61 mm - 94% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>	<p>NEW YORK, 249 - 61 mm - 94% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>
<p>LOS ANGELES, 215 - 2mm - 71% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>	<p>LOS ANGELES, 215 - 2mm - 71% - vol 1450 F. Départ 17h30. Arrivée 19h30. Prix 1.490 F.</p>

# charters usa

## CAMINO vous propose :

des prix 1.490 à 1.790 F. Paris New York (aller/retour)

du sérieux les agences de voyages, que la loi rend responsables de ce qu'elles vous vendent, recommandent les vols Camino.

des références le premier vol ouvert au public, le 11 mai 1973, était un vol Camino.

un programme nombreux vols pour séjours de 2 semaines à 2 mois.

## les meilleurs prix sans risques c'est Camino

(si vous voulez plus de renseignements sur les nombreux vols, séjours et circuits vers les Etats-Unis, adressez-vous à votre agence de voyages ou à CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier, 75017 Paris - Tél. 755.77.90 ou 980.55.58 - lic. A. 478)

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE D'HISTORIA

# Pas cher

# LOTO

# BANLIEUE

78

et un prêt CDE financera votre achat



**cap cabourg**  
à 200 km de Paris par l'autoroute.

**3900<sup>F</sup>**  
le m<sup>2</sup>  
**PRIX MOYEN**

**JACQUES RIBOUREL S.A.**  
120 Champs Elysées 75008 Paris Tél. 256 00 90  
sur place tous les jours avenue Pasteur

le **GUIDE PRATIQUE 1977 DU VOYAGEUR SNCF**

est paru...

demandez le dans les gares et les agences de voyages. il est gratuit...

## JUSTICE

### UNE BANQUEROUTE ?

(Suite de la première page.)

M. Olivier Guichard se veut sage en agissant le moins possible. Hostile par nature aux éclats publics, il accepte, comme le veut son directeur de cabinet M. Jean-Claude Frier, d'apaiser les esprits que son prédécesseur avait beaucoup échauffés. Il l'a fait, on l'imagine, pour toute autre administration qu'il est, à son arrivée, trouvée dans un tel état de nervosité. Il fut largement aidé par un entourage de qualité, sous les pas de qui pourtant, tant du palais de justice de Paris que de l'Élysée, vinrent plus d'une chance-trappe, quand ce ne fut pas une. Les équipes courtoises des cabinets ministériels ne fut pas toujours de mise, et celui de M. Guichard se trouva souvent bien seul.

#### De si loin...

De son passage place Vendôme, l'ancien « coordonnateur de la magistrature » tira une conclusion désolante : « Tout est à refaire, après ce qui fut en toute circonstance l'œuvre d'un homme d'affaires à la justice ». A quel s'ajoutèrent ici et là quelques considérations des administrés sur les professions qui concourent au service public de la justice. Mais, parce qu'il aime à gérer, M. Guichard obtint quelques promesses verbales sur l'amélioration du budget.

M. Alain Peyrefitte vint, après quelques hésitations, soufflant la place à Mme Simone Veil — qui mourait d'envie de l'occuper. Nombre d'hyppothèses eurent sur cette nomination. La plus couramment avancée se réfère, d'une part, au Comité d'études sur la violence, que le maire de Provins préside depuis le 23 mars 1976 ; d'autre part, au *Mai français*, où l'on peut remarquer, mais on ne saurait s'y arrêter, que l'auteur paraît précéder Louis XIV. Le règne de Louis XV a été nettement moins catastrophique que celui de Louis XIV » (*Mai français*).

Depuis 1973, se sont succédés à un rythme relativement rapide des hommes que rien n'appartient à la justice — ce qui est le lot légitime des hommes politiques — mais qui l'ont quittée avec plaisir, y étant venus pour détenir un fauteuil plutôt que pour entreprendre. Ils ont toléré leur installation place Vendôme. Il n'apparaît pas qu'un seul d'entre eux ait souhaité s'y maintenir. Pourquoi ? Il serait injuste d'imputer aux trois prédécesseurs de M. Peyrefitte la responsabilité du marasme. Ils se sont contentés de n'y rien changer, et Thénault pouvait citer Flaubert et dire elle aussi : « Mon mal vient de plus loin ». De si loin.

#### Trois exemples

Pourquoi se fait-il que tout paraît aller plus mal, qu'il n'est dirigé par un homme qui ne rencontre l'entendre se lamentant sur l'état de la justice ? Que l'interlocuteur soit au pouvoir ou y aspire, qu'il soit magistrat ou gestionnaire, qu'il s'avoue malheureux ou qu'il se dise d'opposition, au point que ceux qui ne disent mot passent pour des optimistes.

Trois exemples illustrent la situation présente. Le premier vient du Sud. Sous la double direc-

tion, jugée plus que ferme de son premier président, M. Jean Le Guent, et de son procureur général, M. Marcel Guilhot, la cour d'appel d'Alger-Provence a notablement augmenté le nombre des arrêts rendus. Mais l'intendance ne suit pas. Douze à quinze cents de leur prononcé. Ces arrêts n'ayant pu être dactylographiés, les plaideurs n'en ont pas eu vraiment connaissance.

Le deuxième exemple vient du Nord. Dans cette région, une amende pénale de 500 000 F, soit l'équivalent des salaires annuels d'un bon nombre de dactylographes, n'a pu être recouvrée, faute, précisément, de dactylographes. La prescription avait joint l'arrêt, le condamné de toute obligation de paiement.

Pourtant, lors d'un récent concours de dactylographes offrant treize places, cent cinquante personnes se présentèrent pour un salaire qui ne dépasse guère 2 000 F par mois.

Le troisième fait vient de Paris. En décembre dernier, le procureur général de la Cour des comptes, M. André Crepey, écrit au garde des sceaux pour lui faire part de ses regrets de voir que les amendes pénales n'avaient que trop tendance à être prononcées pour la forme puisque leur recouvrement était de plus en plus mal assuré. Selon une expression souvent entendue, « on rend la justice, on ne l'exerce pas ». On fait seulement état d'un petit vœux pour licencier les condamnés à l'emprisonnement.

De tout cela découle une double possibilité. De l'intérieur d'abord. Faire travailler les magistrats est une bonne idée. Mais pas dans l'abstrait, pas pour

en faire des machines qui tournent à vide, dont les décisions ne sont que du vent, pas même du papier puisqu'elles ne sont pas transcrises.

La seconde révolte pourrait être celle des citoyens. Non pas celle du manège de la plaidoirie, mais de l'absence d'une bonne volonté, qui avait une vague confiance, mais doit reconnaître, de lui-même, qu'il avait bien tort. C'est un peu le reproche qu'on ne peut pas, qui se lamente sur un procès dont on n'imagine pas de voir le terme ?

Quels remèdes propose-t-on ? Il est avéré que le premier ministre a donné son accord pour qu'un budget 1978 soit inscrit le recrutement de trois mille dactylographes. Il est également acquis que sera autorisée une réalisation anticipée de ce recrutement de mille postes. On s'attend que ce contingent sera installé vers juillet. Ce n'est évidemment qu'un palliatif à la banqueroute qui se dessine.

Les prisons sont surpeuplées (le monde daté 24-25 avril). L'administration pénitentiaire vit à crédit une partie de l'année. Les magistrats sont débordés. Les avocats inquiets de leur avenir. Les premiers ne savent plus quel rôle devrait être le leur. « Appliquez la loi », leur dit-on. Il en est tant de manières.

#### La chancellerie

On convient à présent que les magistrats sont assez nombreux. Ne le sont-ils pas trop ? Doivent-ils être des gratte-papier ou des coordinateurs ?

On proclame que le magistrat est indépendant. Peut-il l'être face à l'extravagance central-

isation que l'on connaît et qui n'épargne pas la justice ? (1).

Pour la chancellerie : la chancellerie. Un mythe. Un mot qui mûrit de symboles, d'hermines et de menu-vair ; un mot qui provoque la révérence pour qui se le voit opposer et confère le respect à qui l'invoque — mais un respect souvent teinté d'irritation.

La chancellerie ? Un ministère engoncé pour une plus grande partie, dans des locaux étroits et laids, un ministère ayant pignon sur la place Vendôme, symbole de luxe, quand il n'est lui-même que misère.

Encore un exemple. Lorsqu'ils sont installés dans leurs fonctions, les magistrats ont droit à une indemnité qui avoisine la centaine de francs. Pourtant, l'État ne leur répondant à la demande de transmission, via le procureur général, jusqu'à Paris !

S'étonnera-t-on que, toutes tâches confondues, le magistrat ait si souvent présenté à l'esprit cette chaîne qui le relie à Paris et par quoi tout peut arriver ? Des instructions ? Elles sont encore assez rares. Mais elles pour- raient arriver. Ne faut-il pas les prévenir ? Un très haut magistrat affirme qu'est authentique cette remarque d'un président de la cour d'appel de Paris : « Bien sûr, j'ai mal jugé. Ma décision aurait été la même si elle avait été autre. Elle est donc équitable. Mais la Cour de cassation, qui est, en droit, d'un avis contraire, m'auroit acquiescé. » (« J'ai été cassé » (cassation) est une expression souvent entendue.) Le réflexe hiérarchique se confond ici avec le réflexe hiérarchique. Il n'y a même plus d'ambiguïté : une preuve particulièrement manifeste en est fournie par les dossiers de magistrats qu'examine actuellement le Conseil supérieur de la magistrature. Dans des dossiers disciplinaires figurent des décisions de justice. La confusion est à son comble. Elle est exemplaire.

Que fera M. Peyrefitte ? L'instant, il s'occupe beaucoup du *Mai français*. Son cabinet a été d'une formation spéciale. Les directeurs de l'administration centrale attendent toujours, reçus pour un travail. Bon nombre de magistrats ont pris connaissance avec un certain étonnement de la photographie de leur nouveau ministre, parce que dans un hebdomadaire, et le représentant le plus éminent, il est sur une balance de la justice aussi grande que lui.

Est-ce l'indice que le nouvel académicien éprouve une vive passion pour la justice ? Dans le meilleur des cas, pour lui, il est place Vendôme pour dix mois. Il semble tablier sur moins encore.

Imagine-t-on qu'il s'engage, et qu'on le lui permette, dans de vastes opérations de sauvetage dont l'urgence nécessite n'est pourtant plus à démontrer ?

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Il n'existe qu'un seul service régional d'administration régionale de la justice, pour le ressort de la cour d'Orléans. Deux autres démonstrations sont prévues : à Bordeaux puis à Marseille.

## TÉMOIGNAGE

### L'ERREUR DE VENTILATION D'UN ORGANISME DE RETRAITE

L'un de nos lecteurs demeurant dans l'Alsace, M. Michel Jacques, nous adresse le témoignage suivant :

Je reçois le 12 avril une lettre d'un ami me réclamant sous huitaine une cotisation à un organisme de retraite pour... le premier trimestre 1976 ! Après avoir été réglée en temps voulu, je décroche le téléphone pour protester de mon bon droit auprès de cet organisme et demander à quel correspond la somme réclamée. On commence par me dire qu'il s'agit d'une somme, que je trouve dans le décompte de la somme réglée. Cette somme est d'ailleurs très inférieure à celle que me réclament l'huissier. Silence gêné au bout du fil.

Puis on me propose de me rappeler, car « il faut consulter le dossier et cela peut être long » (?). Soit. Une demi-heure plus tard, on me rappelle et j'explique pour me dire qu'il s'agit d'un arriéré de cotisation remontant à... 1973 ! A ma question : « Que représente

ce montant », je n'obtiens aucune réponse claire. On s'empresse de me préciser que cette somme due est « minime », et qu'elle ne peut donc plus m'être réclamée. En fin de compte, on reconnaît que je ne suis rien du tout et qu'il doit s'agir d'une erreur de ventilation. De plus, quand je fais remarquer qu'il me paraît étrange de recevoir une somme si minime, on m'explique qu'elle ait été prélevée d'un mois sur la cotisation de l'année en cours, je n'obtiens aucune réponse.

Je raccroche donc le téléphone. A la fois rassuré et songeur, voilà un organisme qui fait appel à un huissier pour réclamer une somme dont on est incapable de dire la signification exacte. Il suffit alors de décrocher le téléphone et d'expliquer, documents en main, quand et comment cette somme a été réglée pour que, après plusieurs explications successives, on finisse par admettre que vous ne devez rien du tout [...].

**cap cabourg**  
à 200 km de Paris par l'autoroute.

**SUR LA PLAGE SUR LE PORT**

immeuble normand avec galerie marchande sur jardin intérieur.

**JACQUES RIBOUREL S.A.**  
120 Champs Elysées 75008 Paris Tél. 256 00 90  
sur place tous les jours avenue Pasteur

**POLIS. LAQUES. NUMEROTES.**  
De la plume à l'agrafe un fin cylindre en argent massif ou plaqué or 23 carats. Poli, brillant, précieux. Et trois incrustations de laque pour souligner la pureté de la ligne.

Les laques de Waterman : laque élène, havane, garance ou jade. Plume, bille et fontaine de 150 à 535 francs.

**WATERMAN**

**cap cabourg**

**Jacques RIBOUREL S.A.**

**Le Monde des Philatélistes**

**USA avec ZENITH**

Vois charters NEW YORK de 1490 F à 1890 F - Los Angeles : 2800 F  
Voiture AVIS et hôtel une semaine à partir de 710 F (base 2 pers.)  
Véhicules hebdomadaire : 1880 F  
Circuits Côtes EST 15 j. : 4820 F - EST-OUEST 25 j. : 14420 F

Brochure à votre agence ou  
**ZENITH**  
14, rue Thérèse 75001 PARIS Tél. 296 14 08  
21, Av. d'Italie 75013 PARIS Tél. 688 14 22

مركز الانجاز







# TRAVAILLEZ



"Flectra" - Un exemple de la nouvelle culture -  
Espace, grande d'implantation et d'organisation pour le public.

**Pour réussir sa vie d'entreprise,**  
**interburo international**  
353, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - France



هكذا من الأصل

DANS UNE ENTREPRISE DU GABON  
la majorité des employés s'oppose  
à la création d'une section syndicale

Le conseil d'administration, dans sa séance du 22 avril 1977, a arrêté les comptes de la société, qui font apparaître, au 31 décembre 1976, un bénéfice net de 13 182 515 F contre 13 000 000 F en 1975, après une dotation aux comptes d'amortissements consolidés de 2 200 000 F contre 2 400 000 F précédemment.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 22 avril 1977, a arrêté les comptes de la société, qui font apparaître, au 31 décembre 1976, un bénéfice net de 13 182 515 F contre 13 000 000 F en 1975, après une dotation aux comptes d'amortissements consolidés de 2 200 000 F contre 2 400 000 F précédemment.

PRIX

**M. BOULIN : la modération en matière de rémunérations commence à porter ses fruits.**

Commentant la hausse des prix de mars (le Monde du 29 avril), M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, a déclaré : « La hausse des prix a été forte en mars et nous savons déjà qu'il en sera de même en avril. Son importance s'explique en particulier par le renchérissement des produits importés qui, en trois mois, a déjà provoqué une hausse du niveau général des prix de 0,5 %. Malgré cette cause d'inflation, je considère que l'évolution des prix a marqué, depuis l'été dernier, une tendance au ralentissement. »

« Cela », poursuit M. Boulin, « montre que la modération en matière de rémunérations nominales commence à porter ses fruits. Ceux-ci restent actuellement peu apparents en raison de la nécessité de répercuter les hausses des produits importés et d'améliorer la situation des entreprises publiques. Ils n'en sont pas moins réels et permettent d'attendre des résultats plus satisfaisants après le mois d'avril. »

PAS D'AUGMENTATION SUR CERTAINES VIANDES JUSQU'AU 20 JUIN

Les prix de détail de la viande vont être complètement bloqués entre le 2 mai et le 20 juin dans toute la France. Cette décision a été annoncée jeudi matin 25 avril par M. Villain, directeur des prix au ministère de l'économie et des finances, au cours de la réunion du comité des prix, organisme consultatif regroupant les représentants des industriels, des agriculteurs, des syndicats, des consommateurs. M. Villain a précisé que ce blocage concernerait toute la viande de bœuf. Les prix seront bloqués aux niveaux atteints fin avril (maximums calculés, pour le bœuf, en fonction des cours de gros du mois de mars).

Le directeur des prix du ministère de l'économie et des finances a pris cette décision en accord avec les professionnels, ce qui est tout à fait exceptionnel. M. Villain a fait remarquer aux bouchers qu'ils n'avaient pas répercuté à l'automne dernier — lorsque les agriculteurs ont vendu beaucoup de bêtes dont la nourriture était rendue très coûteuse par la sécheresse — la hausse des cours qui s'était produite.

M. Villain a ajouté qu'il craignait à l'avenir que les bouchers ne répercutent complètement la hausse des cours qui, traditionnellement, se produit au printemps lorsque, les bêtes étant mises au pré, l'altra se cartille.

A L'ÉTRANGER

En Allemagne fédérale

LES INSTITUTS DE PRÉVISION RÉVISENT EN BAISSE LEURS PRONOSTICS

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les cinq principaux instituts d'études économiques d'Allemagne fédérale ont remis le jeudi 25 avril leurs rapports annuels. Leur désaccord sur l'évolution de la conjoncture illustre l'incertitude de la situation allemande. Trois d'entre eux estiment à 4,5 % la croissance réelle du produit national brut cette année, les deux autres à 2 %.

Tous ont, en tout cas, révisé en baisse les hypothèses faites il y a six mois. Le gouvernement fédéral continue, pour sa part, à compter sur une croissance de 5 %. Dans ces conditions, le nombre des chômeurs devrait rester plus élevé que ne le pensait le gouvernement : autour de neuf cent mille pour les plus optimistes, près de un million pour les plus pessimistes.

Les cinq instituts voient dans la faiblesse des investissements la cause essentielle de cette situation.

Trois instituts sur cinq estiment que la production va continuer à augmenter au cours des prochains mois, grâce notamment aux commandes des pays industrialisés occidentaux. Ils constatent un renforcement sensible de la propension à investir. Les deux autres mettent au contraire l'accent sur le caractère instable de la situation et considèrent qu'une relance des investissements n'est perceptible ni dans la production ni dans les commandes. — D. V.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICOTEL

Le conseil d'administration, dans sa séance du 22 avril 1977, a arrêté les comptes de la société, qui font apparaître, au 31 décembre 1976, un bénéfice net de 13 182 515 F contre 13 000 000 F en 1975, après une dotation aux comptes d'amortissements consolidés de 2 200 000 F contre 2 400 000 F précédemment.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 22 avril 1977, a arrêté les comptes de la société, qui font apparaître, au 31 décembre 1976, un bénéfice net de 13 182 515 F contre 13 000 000 F en 1975, après une dotation aux comptes d'amortissements consolidés de 2 200 000 F contre 2 400 000 F précédemment.

SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN-BERNIER

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires s'est tenue à Nancy le 28 avril 1977, sous la présidence de M. Jean Rouquerre. Elle a approuvé les résolutions qui lui étaient proposées.

Après constitution de toutes les provisions légales nécessaires, le bénéfice net s'élevait à 16 355 000 F contre 14 818 934,51 F en 1975. Les réserves sont portées à 65 038 031,14 F par affectation de 8 millions de francs.

L'assemblée générale a décidé la mise en paiement au capital ancien de 80 533 200 F, à partir du 9 mai prochain, d'un revenu global par action porté de 19,50 F à 20,70 F, comprenant un dividende distribué de 12,20 F et un dividende versé au Trésor (avoir fiscal) de 8,50 F.

Il est rappelé que, par décision du conseil d'administration en date du 17 mars 1977, le capital a été porté à 75 541 600 F par incorporation de réserves et distribution d'une action gratuite pour quatre anciennes, portant jouissance du 1er janvier 1977. La date de la réalisation matérielle de cette opération sera fixée ultérieurement.

Par ailleurs, le Crédit Industriel et Commercial ayant décidé de mettre fin à son mandat d'administrateur l'assemblée a nommé, en son lieu et place, M. Pierre Arlet, directeur général adjoint de cet établissement.

M. Jean Rouquerre, ayant atteint la limite d'âge, a été nommé président d'honneur ; il reste administrateur.

M. Michel Varin-Bernier, président, a été réélu président d'administrateur. L'assemblée a nommé, en son lieu et place, M. Pierre Arlet, directeur général adjoint de cet établissement.

ÉTABLISSEMENTS G. LEROY

Dans sa séance du 25 avril 1977, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1976, qui font apparaître, au 31 décembre 1976, un bénéfice net de 13 182 515 F contre 13 000 000 F en 1975, après une dotation aux comptes d'amortissements consolidés de 2 200 000 F contre 2 400 000 F précédemment.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 25 avril 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976, qui font apparaître, au 31 décembre 1976, un bénéfice net de 13 182 515 F contre 13 000 000 F en 1975, après une dotation aux comptes d'amortissements consolidés de 2 200 000 F contre 2 400 000 F précédemment.

LIBRAIRIE HACHETTE

Le conseil d'administration de la Librairie Hachette, réuni le 27 avril 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976.

Le résultat net, après provisions et en tenant compte d'un solde positif des plus-values et moins-values de cessions d'éléments à 3,4 millions de francs, est un bénéfice de 12,1 millions de francs. En 1975, il avait été constaté une perte de 2,6 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires est convoquée pour le 24 juin 1977. Il lui sera proposé de décider la répartition d'un dividende de 4,50 F par action, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 2,25 F ; cette distribution correspond à la répartition d'une somme globale de 7 788 202,25 F. Le solde serait affecté aux réserves facultatives pour 6 millions de francs et au report à nouveau.

Le conseil a également décidé de convoquer à la même date une assemblée générale extraordinaire afin d'apporter quelques modifications aux statuts de la société portant notamment sur l'objet social, la dénomination sociale et la suppression des tantièmes.

BANQUE GÉNÉRALE DU COMMERCE

Dans sa séance du 22 avril 1977, le conseil d'administration, sous la présidence de M. Maurice de Botton, a arrêté les comptes de l'exercice 1976.

Le résultat net, après provisions et en tenant compte d'un solde positif des plus-values et moins-values de cessions d'éléments à 3,4 millions de francs, est un bénéfice de 12,1 millions de francs. En 1975, il avait été constaté une perte de 2,6 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires est convoquée pour le 24 juin 1977. Il lui sera proposé de décider la répartition d'un dividende de 4,50 F par action, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 2,25 F ; cette distribution correspond à la répartition d'une somme globale de 7 788 202,25 F. Le solde serait affecté aux réserves facultatives pour 6 millions de francs et au report à nouveau.

Le conseil a également décidé de convoquer à la même date une assemblée générale extraordinaire afin d'apporter quelques modifications aux statuts de la société portant notamment sur l'objet social, la dénomination sociale et la suppression des tantièmes.

COMPAGNIE DES MINES DE HUARON

Le résultat de l'exercice 1976 s'élevait à 2 507 530,82 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 juin prochain la mise en paiement d'un dividende net de 10 F (contre 8 F pour l'exercice 1975), auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 5 F pour former un revenu global de 15 F par action (contre 8 F pour l'exercice précédent).

**ACCUEILLENZ.**



Des congés spéciaux pour lutter contre l'absentéisme.

**Pour réussir sa vie d'entreprise, interburo international**

153, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Tél. : (01) 225.22.40

**QUE CHOISIR ?**

NUMERO spécial 3

ANNEES DE TESTS 100

CONCLUSIONS

5 F en kiosque

**Sotheby's LONDON**

fondée en 1744

Vente extraordinaire de VINS FINS ET RARES, SPIRITUEUX, PORTO ET OBJETS DE COLLECTION

provenant, entre autres, de l'une des plus belles caves privées jamais mises en vente

Mardi 3 mai à 10 h 30 et 14 h 30  
et mercredi 4 mai à 10 h 30  
au Café Royal, Regent street Londres W.1.

Catalogues disponibles auprès de :  
SOTHEYBY PARKE BERNET & Co, 34-35 New Bond Street  
London W1A 2AA - tél. (01) 495 80 80  
SOTHEYBY PARKE BERNET (France) 3 rue de Miromesnil  
75008 Paris - tél. 266 40 60

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Département de Tarn-et-Garonne

Département de Lot-et-Garonne

Ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'urgence de la Section AGEN (C.D. 931) CASTELSARRASIN (La Garonne) de l'autoroute A 61 BORDEAUX-NARBONNE et de la modification du Plan d'Occupation des Sols de LAYRAC.

Il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique et l'urgence du projet de construction de la Section AGEN (C.D. 931) CASTELSARRASIN (La Garonne) de l'autoroute A 61 BORDEAUX-NARBONNE et sur la modification du Plan d'Occupation des Sols de LAYRAC.

Cette enquête se déroulera du 25 avril 1977 au 25 mai 1977.

Les pièces du dossier et les registres d'enquête seront déposés à la Préfecture de Tarn-et-Garonne, 2<sup>e</sup> Direction, 2<sup>e</sup> Bureau, à MONTAUBAN pendant 30 jours consécutifs afin que chacun puisse en prendre connaissance de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) et consigner éventuellement ses observations ou les adresser par écrit à M. le Président de la Commission d'enquête Préfecture de Tarn-et-Garonne (2<sup>e</sup> Direction, 2<sup>e</sup> Bureau).

Pendant le même délai, un dossier sommaire et des registres subsidiaires seront déposés à la Préfecture de Lot-et-Garonne (2<sup>e</sup> Direction, 3<sup>e</sup> Bureau), à AGEN et dans les mairies suivantes où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture de l'adite Préfecture et desdites mairies.

Département de TARN-ET-GARONNE :  
DUNES, DONZAC, SISTELS, SAINT-LOUP, SAINT-CIRCE, AUVILLAR, ESPALAIS, SAINT-MICHEL, MERLES, LE PIN, CAUMONT, SAINT-NICOLAS-DE-LA-GRAVE, CASTELMAYRAN, CASTELSARRASIN.

Département de LOT-ET-GARONNE :  
LE PASSAGE D'AGEN, MOIRAX, LAYRAC, FALS, CAUDECOSTE.

MM. DAUDIGNON, maire de BEAUMONT-DE-LOMAGNE, LAFFORE Marcel, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées en retraite, demeurant à COLEY-RAC-SAINT-CIRCE, Joussette, PAUCHOU Guy, Sous-Préfet en retraite, demeurant à SAINT-HILAIRE-DE-LUSIGNAN, sont nommés en qualité de membres de la Commission d'enquête.

Un membre de la Commission d'enquête siège à la Sous-Préfecture de CASTELSARRASIN (Département de Tarn-et-Garonne) et à la Préfecture d'AGEN (Département de Lot-et-Garonne) les 23, 24 et 25 mai 1977 de 10 heures à 12 heures.

Les conclusions de la Commission seront déposées dans les Préfectures et Mairies précitées.

Le Préfet de Tarn-et-Garonne Michel PETIT-IZAC.

Le Préfet de Lot-et-Garonne Christian ORSETTI.

**VEUVE CLICQUOT PONSARDIN**

Maison fondée en 1772

Le conseil d'administration, réuni le 19 avril 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976.

Le résultat brut d'exploitation s'élevait à 13 515 000 F. Compte tenu, entre autres, de 2 500 000 F de provision pour hausse des prix, de 1 400 000 F de provision pour risques et de 500 000 F d'impôt, le bénéfice net ressort à 8 515 000 F. Il sera proposé à l'assemblée du 21 juin 1977 la distribution d'un dividende net de 9 F par action contre 8,50 F en 1975. Le résultat net consolidé s'élève à 7 300 000 F.

Pour le premier trimestre 1977, les ventes ont progressé de 30 %.

**LISEZ**

**Le Monde des Philatélistes**

Le Monde des Philatélistes

**SA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT**

siège social : 153, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Répartition de l'actif net :

actions françaises	12,7 %
actions étrangères	48,4 %
obligations françaises	36,9 %
- classiques	21,8 %
- convertibles	9,2 %
obligations étrangères	4,7 %
liquidités	3,4 %

Nombre d'actions en circulation 499 970

Valeur liquidative : 158 022 F.

**COMPAGNIE DES MINES DE HUARON**

Le résultat de l'exercice 1976 s'élevait à 2 507 530,82 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 juin prochain la mise en paiement d'un dividende net de 10 F (contre 8 F pour l'exercice 1975), auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 5 F pour former un revenu global de 15 F par action (contre 8 F pour l'exercice précédent).

**TRAVAILLEZ.**



**Pour réussir sa vie d'entreprise, interburo international**

153, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Tél. : (01) 225.22.40

**PRODUISEZ.**



**Pour réussir sa vie d'entreprise, interburo international**

153, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Tél. : (01) 225.22.40

**LAMY SOCIAL**

Présentation 1977

Le monde des affaires

**LAMY S.A.**











# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE**
  - La fin de la visite officielle de M. Pham Van Dong.
3. **PROCHE-ORIENT**
  - ÉGYPTE : nouvelle détérioration des relations avec l'U.R.S.S. et la Libye.
4. **ASIE**
5. **EUROPE**
  - ITALIE : la visite de M. Georges Marchais consacré le rapprochement du P.C.F. et du P.C.I.
  - ESPAGNE : la préparation des élections générales.
6. **POLITIQUE**
  - L'actualisation du programme commun : un débat de rigueur (II), par Jean-Pierre Chevènement.
  - LIBRES OPINIONS : « En attendant Barre III », par Gilbert Gantier.
7. **UNE REGION A L'AUTRE**
  - ILE-DE-FRANCE : les projets du maire de la capitale.
8. **LA MAREE NOIRE EN MER DU NORD**
9. **EDUCATION**
10. **JEUNESSE**
11. **MEDICINE**
12. **DEFENSE**
13. **SOCIETE**
- 14-17. **LA 66<sup>e</sup> FOIRE DE PARIS**
18. **EQUIPEMENT**

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 19 A 25  
QUESTIONS D'AUJOURD'HUI : Les vacances savoyardes ont-elles un avenir ? Les castles peuvent-ils mener sur l'avenir ?  
PLAISIRS DE LA TABLE : Un repas à Vichy.  
CLUB D'ORLÉANS : Mode, Maison, Pêche, Jeux Philatélie.

### 29 A 33. LES JEUNES ET LEURS VACANCES

— De tout pour tous.

### 34 A 37. ARTS ET SPECTACLES

— VARIÉTÉS : Jean-Roger Cassimon.

— FORMES : une peinture qui ose dire son nom.

### 40. PRESSE

### 40. SPORTS

### 41-42. JUSTICE

— Aux assises des Yvelines, le court-circuit d'un homme normal.

### 43-45. LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

— CONFLITS ET REVENDICATIONS : la C.G.T. et la C.F.D.T. envisagent de nouvelles actions si le gouvernement « ne bouge pas ».

— MONNAIES ET CHANGES : Accord fondamental sur la création d'une nouvelle facilité de crédit auprès du F.M.I.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (37)  
Annonces classées (38 et 39) ;  
Aujourd'hui (40) ; Carnet (41) ;  
Journal officiel (42) ; Loto (43) ;  
Météorologie (44) ; Mots croisés (45) ; Bourse (47).

Le numéro de « Monde »  
daté 29 avril 1977 a été tiré  
à 559 872 exemplaires.

### LE RANGEMENT A VOS MESURES contemporain ou style

**l'armoire universelle**  
grand choix de lits réposables  
facilités de paiement.  
148 av. E. ZOLA PARIS XV<sup>e</sup>  
26 av. div. Leclerc ANTONY  
93-25-06 93-23-20  
PARKING ASSURE  
catalogue gratuit

A B C D E F G

### La grève à la S.N.C.F.

## Le trafic ferroviaire devrait redevenir normal samedi matin

Le trafic ferroviaire devrait redevenir normal samedi 30 avril, dès 6 heures du matin, sur les grandes lignes, et dans la majorité des réseaux de la banlieue. Voici les prévisions de la direction de la S.N.C.F. pour la fin de la journée du 29 avril :

#### GRANDES LIGNES

● PARIS-BST. — 18 h. 32 : Luxembourg (via Longwy) ; 23 h. 10 : Bâle (via Arbois) ; 23 h. 20 : Strasbourg ; 23 h. 30 : Metz ; 23 h. 40 : Lille.

● PARIS-NORD. — 17 h. 7 : Amiens ; 17 h. 17 : Lille ; 17 h. 34 : Lyon ; 17 h. 58 : Beauvais ; 18 h. 9 : Copenhague (via Nord-Express) ; 18 h. 32 : Calais ; 18 h. 51 : Cologne (via Mülheim) ; 20 h. 30 : Bruxelles.

#### M. GIZENGA

### REFOULE DE FRANCE

M. Antoine Gizenka, qui fut vice-premier ministre du gouvernement de Patrice Lumumba, âgé de cinquante-deux ans, opposant au régime du président Mobutu, a quitté avec sa famille, mercredi 27 avril, la France pour l'Algérie. Résident en Belgique, il s'était rendu au début de la semaine en France, où vivaient son épouse et ses six enfants. La direction de la réglementation du ministère de l'Intérieur lui ayant notifié une mesure de refoulement, il décide de se rendre en Algérie. M. Antoine Gizenka avait installé, après l'arrestation de Patrice Lumumba, un gouvernement à Stanleyville. Il dirige le FODE-LICO (Forces démocratiques pour la libération du Congo-Kinshasa), mouvement d'opposition de gauche au régime sarriste.

### NOUVELLES BRÈVES

● Des universitaires repus à l'Élysée. — M. Giscard d'Estaing doit recevoir à l'Élysée, ce vendredi 29 avril en fin d'après-midi, à leur demande, quatre-vingt universitaires appartenant aux « cercles universitaires ». Ceux-ci, qui sont animés par Michel Frigant, professeur de littérature française à l'université Paris-IV, ancien élève de l'École normale supérieure, réunissent des universitaires « libres », attachés à l'exercice de la liberté d'enseignement. Parmi eux figurent notamment deux présidents d'université, MM. Charles Debbasch, président de l'université Aix-Marseille-III, et Raymond Folin, de Paris-IV ; et des professeurs comme MM. Paul Bacquet, Raymond Boudon, Xavier Arsenault-Henry, Paul Claval, Paul Debeveris, Charles Zorge, Philippe Ardan, souvent liés aux syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, comme MM. Robert Garapon ou Jacques Robichez. Mme Saurat-Solier, secrétaire d'État aux universités, assistera à cette réception.

● M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a quitté Paris ce vendredi matin 29 avril pour une visite officielle de quatre jours en Israël. Ce voyage, qui devait avoir lieu en janvier, avait été reporté d'un commun accord à la suite de la libération du dirigeant palestinien Abou Daoud, arrêté à Paris.

● Mgr Jean Duvall, évêque du Puy, ayant demandé à démissionner pour raison d'âge (soixante et onze ans) et de santé, Paul VI a accédé à son désir. Le nom de son successeur n'est pas encore connu.

● L'indice de la production industrielle de la Communauté européenne, corrigé des variations saisonnières, a diminué de près de 1,5 % en février par rapport au mois de janvier, indique l'Office européen de statistiques. Cette baisse affecte la quasi-totalité des pays (— 2,3 % en R.F.A., — 1,9 % en France notamment). — (A.F.P.)

● Le plus fort de la crise en 1980 ? L'industrie navale devrait connaître une augmentation du chômage de 40 à 50 % au cours des prochaines années, vient de déclarer M. Werner Barfels, le président de l'Association de l'industrie ouest-allemande de construction maritime, au cours d'un congrès à Hambourg. La crise qui sévit actuellement dans cette branche, va encore s'accroître. Le point le plus bas sera atteint vers 1980, a-t-il estimé. — (A.F.P.)

● Vingt et un avions bi-réacteur F-15 Eagle de supériorité aérienne seront achetés, le mercredi 4 mai, des États-Unis en République fédérale d'Allemagne où ils seront, pour la première fois, stationnés à Bitburg. Selon le Pentagone, ces avions américains devraient renforcer la capacité de défense aérienne de l'OTAN. — (A.F.P.)

### LA CONTESTATION DES CENTRALES NUCLÉAIRES

#### Flamanville ÉCHEC POUR LES ÉCOLOGISTES

L'action en référé intentée devant le tribunal de grande instance de Cherbourg (Manche) contre E.D.F. par les écologistes normands du Comité régional d'études pour la protection et l'aménagement de la nature (CREPAN) a été déclarée irrecevable, jeudi 28 avril. Les écologistes entendaient faire arrêter les travaux entrepris par E.D.F. sur le site de Flamanville (Manche) pour la construction d'une centrale nucléaire, alors que le Conseil d'État ne s'est pas encore prononcé sur l'utilité publique de la centrale. Le CREPAN accusait E.D.F. de « voies de fait », estimant que le droit à l'inviolabilité des paysages avait été bafoué par la puissance publique à Flamanville. Le tribunal s'est déclaré incompétent.

Dans ses attendus, le juge des référés estime que « la notion nouvelle de protection de la nature a une assise évidente dans un ensemble de textes récents, mais que le recours à cette notion ne saurait toutefois servir à paralyser l'économie d'un pays, ni susciter à l'opposé des querelles d'esthétique pure ».

La procédure employée par les écologistes normands a fait des émules : deux associations de la région lyonnaise ont en effet intenté elles aussi une action en référé contre E.D.F. afin qu'elle interrompe les travaux de génie civil du surélévateur de Cray-Maiville (Loire).

#### Romans LE NOUVEAU MAIRE DIT « NON » A L'E.D.F.

Le nouveau maire de Romans (Drôme), M. Georges Fillioud, député socialiste de la Drôme, a fait savoir à la direction départementale d'E.D.F. « l'opposition formelle » de sa municipalité à l'installation d'une centrale nucléaire dans la région de Romans. Un site sur les rives de l'Isère, entre Romans et Saint-Paul-lès-Romans, avait été proposé par la précédente municipalité : une enquête d'utilité publique en cours concerne un avant-projet. La municipalité a refusé que cette enquête, qui doit se terminer à la fin du mois, soit prolongée, comme le souhaitait E.D.F. D'autre part, la municipalité organisée le 13 mai prochain une réunion au sujet de la création d'une unité de fabrication de combustible nucléaire, sur le site de la Compagnie d'étude et de réalisation de combustible atomique (CERCA) installée depuis une dizaine d'années à Romans. Une enquête d'utilité publique au sujet de cette unité, qui emploiera au départ deux cent cinquante personnes, a été ouverte le 25 avril pour un mois. Au conseil municipal de Romans, on estime que ce type d'activité « pose des problèmes de sécurité qu'il n'est pas possible d'ignorer ». Les dirigeants de la Société franco-belge de combustible nucléaire, qui envisage la création de cette unité, ont accepté de participer à cette réunion.

### A Paris LE PROJET DE RÉNOVATION DU CARREAU DU TEMPLE EST DÉFINITIVEMENT ABANDONNÉ

M. Jacques Chirac a affirmé, jeudi 28 avril, qu'il allait abandonner le projet de reconstruction du Carreau du Temple, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement. « Ce projet, a-t-il déclaré, est coûteux et ne semble pas correspondre au souhait des commerçants et des habitants du quartier. »

Annulé au Conseil de Paris, le jeudi 2 mai, que j'ai donné des instructions à l'administration pour interdire les travaux à titre provisoire. D'autre part, le maire de Paris a annoncé qu'il ferait des propositions pour la sauvegarde du marché Secours, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Le projet de rénovation du Carreau du Temple avait été adopté par le Conseil de Paris en décembre 1975. L'ancien bâtiment de verre et de fer, construit au début du dix-neuvième siècle et rénové par Baltard entre 1863 et 1868, devait être remplacé par un immeuble de cinq étages abritant un certain nombre d'équipements socio-culturels et sportifs. Le coût de cette construction, confiée à l'architecte Louis Arretche, avait été évalué à 7,2 millions de francs. Lorsque, en 1976, commença à parler de la démolition, plusieurs associations de défense avaient réclamé que le marché soit classé. Le projet avait cependant trouvé un ardent défenseur auprès du député de l'arrondissement, M. Jacques Dominiati (R.I.), qui estimait cette rénovation indispensable pour pallier le manque d'équipements collectifs du 3<sup>e</sup> arrondissement. Le permis de construire du nouveau bâtiment avait finalement été annulé le 3 février dernier par le tribunal administratif de Paris.

### M. SOISSON ACCEPTE DE PRENDRE LA DIRECTION DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, a annoncé, vendredi 29 avril, qu'il avait accepté, après en avoir référé au premier ministre et au président de la République, la direction de la Fédération nationale des républicains indépendants. Le conseil politique de cette formation que préside M. Foulon, l'avait désigné, le 28 avril, pour succéder au secrétaire général M. Jacques Dominiati, devenu secrétaire d'État.

M. Soisson avait d'abord hésité à accepter cette tâche, craignant de ne pas avoir les conditions franches comme il le réclamait. En acceptant le secrétariat général de la F.N.R.I., il annonce la convocation à Fréjus, le 21 mai, d'une assemblée extraordinaire du mouvement, à laquelle il proposera de « nouveaux statuts pour une action nouvelle ». Il désignera ensuite « l'équipe responsable devant moi qui aura en charge la direction du mouvement ». M. Soisson exprime sa volonté d'être le véritable patron de la formation gauchienne, et ce n'est qu'après avoir eu satisfaction sur ce point essentiel qu'il abandonnera ses fonctions gouvernementales.

### A Marseille 67 CONDAMNATIONS POUR UNE ESCROQUERIE A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les auteurs d'une série d'escroqueries commises au préjudice de la caisse régionale de Sécurité sociale des Bouches-du-Rhône découvertes en novembre 1974 (le Monde du 21 novembre 1974) viennent d'être condamnés par la cour d'appel de Marseille après une longue série d'audiences. Soixante-sept personnes avaient été inculpées d'escroquerie et de complicité. À la tête du réseau se trouvait Mme Vo Cong Tri, d'origine vietnamienne, qui, avec plusieurs complices, sous prétexte d'aider d'hypothétiques compatriotes dans le besoin et dépourvus de couverture sociale, persuadait des allocataires de « prêter » leur nom et matricule. Ceux-ci étaient alors portés sur des feuilles de Sécurité sociale, remplies par ses soins, et qui préservaient grâce à l'aide de deux praticiens, les docteurs Martial Tapiere et Pierre Ruchou, des médicaments fictifs dont les escrocs empochaient les remboursements.

Mme Vo Cong Tri a été condamnée à trois ans de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende, et ses complices, MM. Léon Carrel et Fernand Guyon, tous deux à deux ans de prison avec sursis et respectivement à 8 000 et 8 000 francs d'amende. Les amendes frappant les autres inculpés s'échelonnent de 800 à 5 000 francs. Les deux médecins ont été respectivement condamnés à 7 200 et 4 000 francs d'amende. La Sécurité sociale obtint, pour sa part, les 300 C.F. qu'elle réclamait. — (Corr.)

## Breguet

### CONSTRUIT DES MAISONS A VILLECRESNES ET A MAUREPAS



"Métier", 171 m<sup>2</sup>, 6 pièces. Autres modèles de 134 à 278 m<sup>2</sup>.

**A 18 KM au sud-est de Paris par la N. 19.  
Et à l'ouest de Paris, par l'autoroute A. 13.**

Les maisons individuelles du Domaine du Réveillon occupent un vallon en partie cerné de bois tout près du centre de la charmante bourgade de Villecresnes (C.E.S., piscine, tennis). Elles ont de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par la N. 19.

Les maisons du Domaine des Louveries sont en lisière de bois, à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas. Elles ont de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès par l'autoroute Ouest (direction Chartres), la N. 10 et le C.D. 13.




VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUTS LES JOURS DE 10 H A 19 H.  
DOMAINE DU REVEILLON 94440 VILLECRESNES (TEL. 599.71.42)  
DOMAINE DES LOUVERIES 78110 MAUREPAS (TEL. 062.96.43)